CEMAC : l'intégration en panne...

NOTRE AFRIK

www.notreafrik.com

TRIMESTRIEL PANAFRICAIN D'INFORMATION - 12e ANNÉE - N°92 - AVRIL-MAI-JUIN 2023



RD CONGO
Le bal des prétendants

NIGERIA
Bola Tinubu aux commandes

GABON
Les grandes manœuvres politiques

Leadership



100 Africaines d'influence

En politique, dans les affaires, la culture, le sport ou la finance, le génie féminin s'exprime. Des femmes africaines et de la diaspora brillent et font honneur au continent au point de s'ériger en véritables modèles pour la jeunesse. Notre Afrik, met en relief 100 profils d'Africaines qui comptent et qui jouent un rôle prépondérant dans leurs domaines d'activités respectifs.

Belgique : **5 €** France : **5 €** Royaume Uni : **4 £** Canada : **6 $ CAN** USA: **7 $ US** Cameroun : **3 900 F CFA** Ethiopie : **65 Birr**
Guinée : **30 000 GNF** Zone CFA : **4 500 F CFA** RD Congo, Rwanda, Burundi : **7,5 $ US** Maroc : **40 DH** Tunisie : **4 DT**

20 - 21 Octobre 2023

Bruxelles - Belgique

REBRANDING AFRICA FORUM

Make Africa Great

9ème édition



« LES SYSTÈMES FINANCIERS AFRICAINS EN MUTATION, CONCILIER AUTHENTICITÉ ET MODERNITÉ : LES CHEMINS DE L'INCLUSION FINANCIÈRE »

POURQUOI PARTICIPER ?

- **Promouvoir votre entreprise dans un réseau de haut niveau**
- **Faire des rencontres d'affaires inédites**
- **Comprendre l'évolution de vos marchés cibles**

INSCRIVEZ VOUS

Suivez-nous :

Rebranding Africa Forum | @RebrandingAF | Rebranding Africa Forum

Rebranding Africa | #RAF2023 | #MakeAfricaGreat

Infos et inscriptions: www.rebrandingafrica.com/inscription | contact@rebrandingafrica.com

co-organisé avec

NOTREAFRIK

EMMANUEL MACRON COMPTE SES AMIS AFRICAINS



Batterie diplomatique faible



Pépé Popaul 12:48
Rappelle-moi l'adresse de l'Elysée pour te faire livrer du chocolat et du fromage de Genève, la deuxième capitale du Cameroun.



Ibrahim Traoré 10/03/2023
Archivé



Best Friend Forever Denis S-N 08/03/2023
Tu veux toujours que je dépose une gerbe de feurs sur la tombe de Jacques Foccart de ta part ? Tu peux me faire un Western Union ?



Assimi Goïta 06/03/2023



Etienne Tshisekedi 04/03/2023
Dis à Jean-Yves Le Drian de me lâcher les baskets...



Jean-Yves Le Drian 04/03/2023
Dis à Etienne Tshisekedi de me lâcher les baskets...



Faustin-Archange Touadéra 01/03/2023
Я имею право отбыть третий срок, если захочу.
#Poutine #Wagner #Prigojine #RussiaToday



Mahamat Idriss Déby 24/02/2023
Si je veux rester au pouvoir après 2027, tu peux m'aider ?



Alassane Ouattara 18/02/2023
Pour obtenir la nationalité française, il faut être né de père ET de mère français ou de père OU de mère français ?

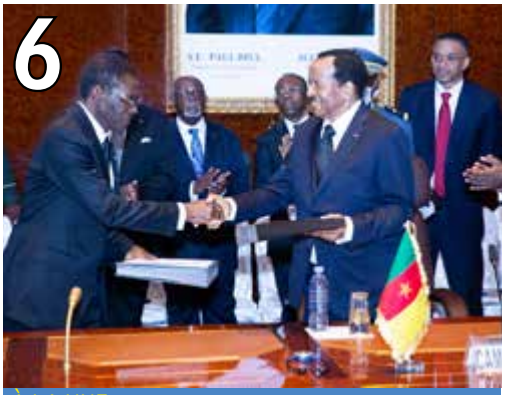


Kaïs Saïed 12/02/2023
Est-ce que tu pourrais bloquer les clandestins subsahariens dès la Tunisie ? A charge de revanche...



Roch Marc Christian Kaboré 24/01/2022
J'ai fini de réparer la climatisation. On fait comment ?
(j'ai essayé de t'appeler 12 fois. Ça doit être un problème de réseau)

Sommaire


©DR

6

À LA UNE

CEMAC : l'intégration en panne ...

CHRONIQUES

5 Éditorial
La Françafrique en transe

37 Lucarne
Démocratie en Afrique : sous le réverbère du Sénégal et du Togo

74 La chronique de Yahia Belaskri
Le racisme, encore

ICI & AILLEURS

18 Une femme, un parcours
Debora Kayembe : militante à vie...

ACTUALITÉS

20 Sénégal
La tension monte

23 Gabon
Les grandes manœuvres politiques

26 Nigeria
Bola Tinubu, «le parrain» aux commandes

28 RD Congo
Le bal des prétendants

32 Union africaine
La gouvernance toujours en question

LA GRANDE INTERVIEW


© DR

10

Khalifa Sall, ancien ministre, ancien maire de Dakar et Président du parti, Taxawu Sénégal.

«Macky Sall n'a pas le droit de déposer sa candidature»

SPÉCIAL


© DR

38

Leadership

100 Africaines d'influence

ECONOMIE

60 Transports aériens
Dakar, un hub en puissance

GRAND ANGLE

62 Agences de notation
La touche africaine

64 **Des critères de notation à revoir**

EPOQUE CULTURE

66 **Le FESPACO tient son rang...**

EPOQUE SPORTS

70 **L'Afrique en quête d'influence**

72 Francis Ngannou
L'homme qui a dit non

NOTREAFRIK

Siège social
Avenue de la chasse n°133 -135
1040- Bruxelles-Belgique
Téléphone : + 32 2 211 33 76
Email: ecrire@notreafrik.com
Site web: www.notreafrik.com

Fondateur
Thierry Hot

Directeur de publication
Emmanuel Babissagana
emmanuel.babissagana@notreafrik.com

Rédacteur en chef
Simon Pierre Etoundi
simonpierre.etoundi@notreafrik.com

Directrice des opérations
Paule Renée Etogo
paule.etogo@notreafrik.com

Chroniqueurs
Damien Glez
Yahia Belaskri
Jules Hervé Yimeumi

Collaborateurs
Quentin Noirfalisse
Annick Lebrun
Gustave Emmanuel Samnick
Patrick Ndungidi
Georges Auréole Bamba

Correspondants
Mohamed Arezki Himeur (Algérie)
Désiré Théophane Sawadogo (Burkina Faso)
Joseph Mangoua, Yacouba Sangaré (Côte d'Ivoire)
Florence Pinay (Tunisie)

Création graphique
Alban Abiaga

Ventes & Abonnements
Service Abonnement
Avenue de la chasse n°133 -135
1040- Bruxelles-Belgique

Diffusion
AMP, VIP Diffusions Presse, Brussels Airlines

Impression
DRIFOSETT
Avenue du Four à Briques 5
1140 Evere (Belgique)

ISSN : 2033-3730
Enregistré à la Bibliothèque Royale de Belgique



Par Emmanuel Babissagana

La Françafrique en transe

Les habitués des Églises dites de réveil ou des mouvements catholiques charismatiques connaissent bien les manifestations multiformes des transes : état second, propos confus, état d'excitation extrême, tremblements convulsifs ou compulsifs, agitation tous azimuts et incontrôlée qui commencent souvent par un fidèle puis se répandent comme mécaniquement au reste du groupe, etc.

Dans ce contexte, les transes sont réputées avoir deux origines. Elles relèvent soit de l'effusion du Saint-Esprit comme au matin de la Pentecôte, soit alors de la manifestation démoniaque d'un mauvais esprit surgit de l'extérieur pour déstabiliser le groupe.

Cette seconde occurrence qui nous intéresse ici déclenche dès lors un processus d'exorcisme collectif, sous la conduite du berger du groupe comme on l'appelle. L'heure est ainsi à l'ascèse, à la prière, au rappel des préceptes à respecter pour expulser le mauvais esprit. L'on recherche également par qui il est entré dans le groupe. L'ennemi de l'intérieur est en effet réputé être le plus dangereux. Il faut dès lors traquer les infidèles par lesquels il serait passé, ceux qui jurent fidélité au berger, mais ont des pratiques et fréquentations interdites par sa doctrine. La traque concerne aussi les dissidents ou hérétiques potentiels, ceux qui critiquent le berger de manière souterraine, par peur de représailles, ou tentent d'atténuer l'ampleur et la rigidité des allégeances qu'il demande, indiquant ainsi aux fidèles qu'une autre voie de salut est possible. Les plus radicaux ou impatients d'entre eux finissent par être expulsés ou par faire un schisme, bruyamment.

Le discours du berger se fait en conséquence plus menaçant que jamais, contre ceux qui tenteraient de céder aux mêmes sirènes schismatiques des exclus, accusés d'être des suppôts du mauvais esprit. Ce discours suscite suspicion, délation, division, devient progressivement amphigourique et finit par se retourner en son contraire évangélique.

Mais comme l'indiquent les Écritures, le mauvais esprit, même expulsé, ne meurt pas pour autant, il erre, rode et va à la recherche d'alliés pour revenir en force. D'où la nécessité pour le berger du groupe de resserrer personnellement les rangs avec ses fidèles, et surtout, d'en recruter de nouveaux, pour palier le départ des schismatiques. Il y va de l'avenir de l'Église.

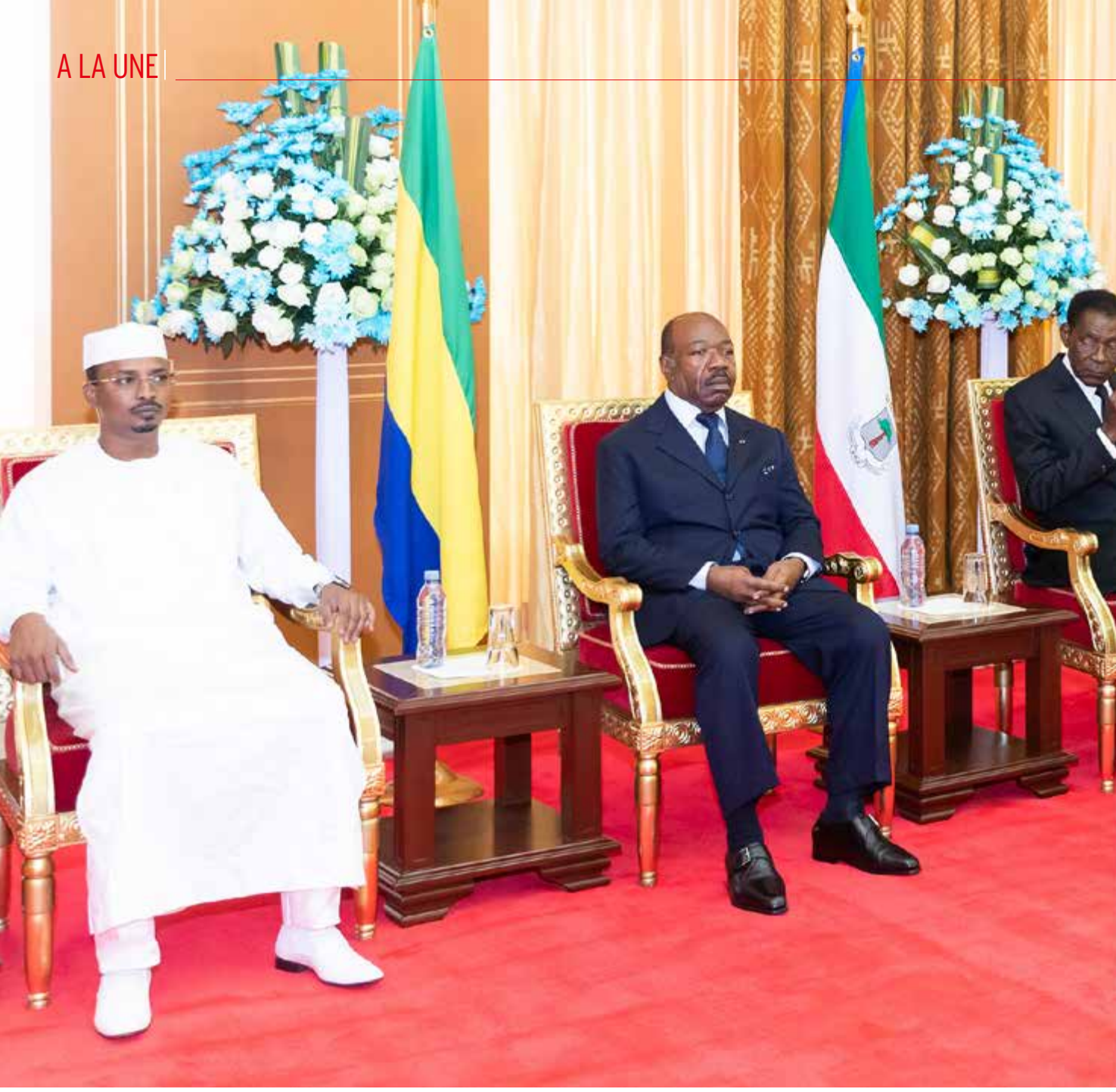
L'observateur averti de la scène politique africaine pourra dresser, point par point, un parallèle entre le phénomène de transes collectives ainsi décrit et les soubresauts qui affectent actuellement le système françafricain. On n'en retiendra ici que deux aspects parmi les plus saillants. D'un côté, en Afrique de l'ouest, « l'Église françafricaine » est aujourd'hui minée par des mouvements schismatiques, tandis qu'en Afrique centrale, ce « mauvais esprit de liberté » se manifeste plutôt de manière moins brutale et plus sournoise : on demeure au sein de l'Église, mais on en fréquente d'autres, pour diversifier les voies du salut.

Le système françafricain est ainsi plus que jamais confronté à une dé-francisation (guerre) chaude à l'ouest de l'Afrique, et à une dé-francisation (guerre) froide au centre. L'une est-elle plus indiquée que l'autre ?

Difficile d'y répondre faute de recul suffisant. Toutefois, la dé-francisation froide semble plus profonde en dépit des apparences, car plus méthodique, plus diversifiée, moins frontale et donc moins susceptible d'affrontements directs pouvant l'endiguer, et ainsi plus à même de maturer suffisamment au point d'être irréversible. En revanche, la dé-francisation chaude, par coups d'éclat ou d'État, a certes l'avantage apparent de l'immédiateté, du bénéfice instantané, de l'émancipation soudaine. Lui font cependant défaut toute l'infrastructure socio-politico-économique à même de soutenir durablement sa dynamique émancipatrice, la maturation historique et psychosociale capable de l'enraciner profondément et irrémédiablement dans les consciences, et de la prémunir ainsi contre un retour tout aussi brutal à la case-départ. S'il est vrai que « l'avenir est dans les racines », au sens où pour s'élever haut il faut avoir de bonnes assises au sol, alors celles-ci ne sauraient s'improviser ni surgir d'un coup d'éclat politico-militaire. Depuis les années 1960, l'histoire politique de l'Afrique, riche de quelque 214 tentatives de coups d'État dont 106 réussis, nous apprend à quel point un coup d'État peut en chasser un autre, tôt ou tard. Il faut toutefois espérer que ceux-ci soient des catalyseurs de la nécessaire rupture avec des systèmes et pratiques néocoloniaux qui perpétuent structurellement l'arriération du continent.

> **La traque concerne aussi les dissidents ou hérétiques potentiels, ceux qui critiquent le berger de manière souterraine, par peur de représailles, ou tentent d'atténuer l'ampleur et la rigidité des allégeances qu'il demande, indiquant ainsi aux fidèles qu'une autre voie de salut est possible.**

Les rapports de force en présence et l'intérêt suscité par l'Afrique aujourd'hui rendent cependant illusoire la perspective d'une émancipation solitaire de chaque État africain. Force est donc de conclure qu'aussi légitime et urgente que soit cette rupture libératrice, l'Afrique doit éviter, comme jadis d'autres peuples, de se tromper à cet égard de messie, de modalité et de temporalité.■



CEMAC

L'intégration en panne...

Les six pays de la sous-région tergiversent depuis des lustres sur les mesures efficientes à prendre pour améliorer leur coopération et impulser un développement partagé.

Par Georges Auréole BAMBA


©AFP

Le 17 mars dernier, une fois n'est pas coutume, les six chefs d'Etat de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac) étaient tous présents lors de leur 15è conférence ordinaire. Paul Biya, le président camerounais, a ainsi reçu à Yaoundé, ses pairs de la Cemac, Faustin Archange Touadéra (Centrafrique), Denis Sassou Nguesso (Congo), Ali Bongo Ondimba (Gabon), Teodoro Obiang Nguema Mbasogo (Guinée équatoriale) et Mahamat Idriss Deby Itno (Tchad). Cette présence effective des cinq leaders de la sous-région aux assises de Yaoundé laissait augurer de débats profonds sur la marche de la Communauté. Les attentes des observateurs et des populations étaient d'autant plus grandes que depuis des années, ils déplorent de nombreux dysfonctionnements qui plombent la marche de la Cemac. Davantage, l'actualité a *«imposé»* des sujets au menu de la rencontre, notamment les conséquences économiques de la guerre russo-ukrainienne et le contexte sécuritaire régional qui a des conséquences sur les économies. D'importantes décisions étaient attendues à cette occasion dans le sens de la consolidation de l'intégration et du renforcement des économies de la sous-région.

Concrètement, la question de l'avenir du franc CFA a constitué une des attentes fortes du sommet de Yaoundé.



©AFP

Elle suscite beaucoup de débats au sein de l'espace communautaire. Mais, les chefs d'Etat n'ont pas tranché cette question. Après la présentation du rapport conjoint du président de la Commission de la Cemac et du gouverneur de la Beac, l'avenir du franc CFA a été mis en délibéré. *«La réflexion ouverte doit être élargie aux ministres en charge des Finances et de l'Economie des Etats membres et les conclusions remises à brève échéance»*, selon le communiqué final du sommet.

Dans l'immédiat, la création d'une nouvelle monnaie commune n'est donc pas à l'ordre du jour. Pas plus que la clôture du compte d'opérations dans les livres de la Banque de France qui permettrait aux pays de la Cemac de disposer de la totalité de leurs réserves de change contre 50% actuellement. Dans le même ordre d'idées, l'avenir de la cryptomonnaie comme moyen de paiement dans la sous-région a été renvoyée aux calendes grecques. Ce projet porté par la Centrafrique suscite encore la plus grande circonspection. Néanmoins, le gouverneur de la Beac a été chargé de finaliser et d'actualiser le cadre légal et réglementaire pour l'usage de ce moyen de paiement alternatif.

Après la présentation du rapport conjoint du président de la Commission de la Cemac et du gouverneur de la Beac, l'avenir du franc CFA a été mis en délibéré. « La réflexion ouverte doit être élargie aux ministres en charge des Finances et de l'Economie des Etats membres et les conclusions remises à brève échéance »

La libre circulation coince…

La rencontre de Yaoundé a également donné l'occasion d'évaluer l'implémentation du Programme des réformes économiques régional (Pref-CEMAC) de deuxième génération qui s'articule autour d'un portefeuille de douze projets intégrateurs prioritaires. Pour la mise en œuvre de ce programme, les Etats pourraient investir une enveloppe de 1700 milliards de FCFA (2,7 milliards de dollars). Mais, comment parler d'investissements communs, alors même que les frontières de la Cemac restent partiellement fermées aux populations. Dans ce sens, *«il nous faudra également accélérer la mise en circulation du passeport biométrique Cemac. Toutes ces actions vont favoriser un meilleur maillage de nos Etats, une circulation accrue des hommes et des biens, ainsi qu'une amélioration de la performance de nos économies»*, a souligné Paul

Biya, le président camerounais et hôte du sommet. Au demeurant, la question de la libre circulation des biens et des personnes demeure problématique au sein de la Communauté. Le Gabon et la Guinée équatoriale notamment, continuent d'exiger un visa aux ressortissants de la Cemac au mépris des traités et conventions communautaires.

En tout état de cause à Yaoundé, les dirigeants de la Cemac ont prescrit pour la énième fois, la mise en place des mesures de facilitation de la libre circulation par l'institution des postes-frontières et la mise en œuvre des stratégies de l'import-substitution. A cet effet, une structure communautaire de contrôle de qualité des produits du cru devrait voir le jour. Tout le monde semble s'accorder sur le fait que le raffermissement de l'intégration est la condition sine qua non de l'émergence de la sous-région. *« Les défis qui nous interpellent dans notre marche vers l'intégration de nos pays sont nombreux et variés. Le monde change. La Cemac ne saurait rester en marge de ce mouvement »*, a rappelé Paul Biya lors des travaux de Yaoundé.

Mais au-delà des discours et des déclarations de bonnes intentions, les 66 millions d'habitants de la Cemac s'interrogent sur l'avenir de la sous-région. L'Afrique centrale reste la seule partie du continent à disposer de deux communautés économiques distinctes, la Cemac et la Communauté économique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC). Et rien n'a été dit à Yaoundé sur la rationalisation de ces Communautés économiques régionales (CER). Les leaders se sont simplement contentés de procéder à quelques nominations au sein des organismes opérationnels de la Communauté. Ainsi, selon le principe de rotation en vigueur au sein de la Cemac, l'ancien ministre d'Etat équato-guinéen chargé de l'Intégration régionale, Baltasar Engonga Edjo'o, devient président de la Commission en remplacement du Gabonais, Daniel Ona Ondo. Le Camerounais Charles Assamba Ongodo quant à lui, va assurer la vice-présidence de la Commission.■

Les dirigeants de la Cemac ont prescrit pour la énième fois, la mise en place des mesures de facilitation de la libre circulation par l'institution des postes-frontières et la mise en œuvre des stratégies de l'import-substitution.

Commission de la CEMAC
Gestion à problème

Depuis plusieurs années, l'institution chargée de la mise en œuvre de la vision des Etats de la Cemac est le reflet des difficultés qu'ils éprouvent dans leur aventure commune. En tant qu'institution opérationnelle, la Commission peine à impulser la vision contenue dans les traités communautaires. Il faut relever que la question de l'étendue de ses compétences et de son indépendance a souvent été posée. Par ailleurs, le mode de désignation des principaux dirigeants de la Commission qui obéit généralement à des motivations plus politiques que de performance est une difficulté supplémentaire.

Au cours des dernières années, la Commission de la Cemac n'a pas toujours fait montre d'une gouvernance vertueuse. On a encore en mémoire les frasques du Camerounais Antoine Ntsimi dont le mandat (2007 – 2012) a failli faire exploser la Cemac. Le Président de la Commission d'alors avait même été purement et simplement déclaré persona non grata en République centrafricaine, siège de la Cemac. Son successeur, le Congolais Pierre Moussa (2012-2018), plus réservé et moins exubérant, est néanmoins loin d'être lui aussi exempt de tout reproche. Sa décision d'offrir des avantages à ses fidèles au moment de son départ avait fait grincer des dents. Mais c'est le mandat du Gabonais, Daniel Ona Ondo qui est encore frais dans les esprits. Et une fois de plus, la Commission a également connu son lot de couacs dans sa gouvernance.

Ainsi, « durant cette mandature qui s'achève, une logique d'accumulation a pris le pas sur les préoccupations d'ordre institutionnel. Aux multiples transgressions des obligations statutaires et morales s'est ajoutée une distribution clientéliste de privilèges faisant le lit aux dérives les plus retentissantes. Insensiblement, les frontières entre le permis et l'interdit se sont dissoutes dans ces manœuvres tactiques de domination et d'accumulation ». Tels sont les termes contenus dans un rapport interne d'un groupe de cadres de la Cemac qui date d'avril 2022. Rien de nouveau sous le soleil en somme au regard du parcours mouvementé de la Commission. Mais il serait peut-être temps que les choses changent. Que la Commission joue pleinement son rôle d'organe opérationnel de la Cemac qui veille à l'implémentation de la feuille de Route du Président en exercice de la Communauté, à la mise en œuvre des politiques communes et à l'opérationnalisation du Programme économique régional (PER).■

«Macky Sall n'a pas le droit de déposer sa candidature»

Khalifa Sall, ancien ministre, ancien maire de Dakar et Président du parti, Taxawu Sénégal.

Dans cet entretien exclusif Khalifa Sall se prononce sur les dossiers chauds du moment : une éventuelle candidature de Macky Sall en 2024, l'affaire Sonko qui met le pays en ébullition… Écarté de la course à la présidentielle de 2019 à cause d'une condamnation en justice, l'opposant sénégalais entend cette fois-ci être de la partie. Tout le contraire du président Macky Sall qui, selon lui, « n'a même pas le droit de déposer sa candidature ». En dehors des affaires intérieures, il donne aussi son point de vue sur la situation en Afrique, notamment la recrudescence des coups d'État, le djihadisme, les rapports avec la France, etc.

Propos recueillis par
Georges Auréole BAMBA

Notre Afrik : une éventuelle troisième candidature de Macky Sall en 2024 fait actuellement débat au Sénégal. Quelle est votre position personnelle sur la question ?

Khalifa Sall : ma position est sans équivoque : le président Macky Sall n'a même pas le droit de déposer sa candidature. Je rappelle qu'à son accession au pouvoir, la limitation des mandats à deux était déjà actée dans la constitution de janvier 2001. C'était, au plus, deux mandats de 7 ans pour le président de la République. C'était clair, net et précis. Le président Sall a proposé une réforme constitutionnelle votée par référendum dont la réduction du mandat présidentiel était un point saillant parmi 15 autres. L'article 27 de la Constitution modifiée et votée le 20 mars 2016 est clair: *«La durée du mandat du Président de la République est de cinq ans. Nul ne peut exercer plus de deux mandats consécutifs »*.

Au demeurant, qui est mieux placé que l'inspirateur de cette modification constitutionnelle pour en interpréter les attendus ? Le président Sall lui-même a dit à plusieurs reprises et écrit dans un de ses ouvrages qu'il n'avait pas droit à un troisième mandat, qu'il a *« verrouillé »* le principe de la limitation des mandats. C'est un débat qui ne devrait donc pas se poser. Et, au-delà de l'aspect juridique, nos coutumes, nos valeurs et la morale partagée dans notre société obligent un homme à se conformer à sa parole. L'exigence est encore plus forte quand il s'agit du président de la République qui agit au nom des citoyens.



©DR

La dynamique unitaire de l'opposition sénégalaise résistera-t-elle au choc des ambitions de ses leaders ? On a vu le groupe « Wallu » soutenir l'exclusion de Mimi Touré de l'Assemblée nationale…

Je suis dans une coalition bien identifiée qui s'appelle *« Yewwi Askan Wi »*. Il est vrai que lors des législatives du 31 juillet 2022, nous sommes partis en inter-coalition avec la coalition « Wallu Sénégal » dont le Parti Démocratique sénégalais (Pds) est la locomotive pour mutualiser nos forces et obliger le pouvoir à la cohabitation. N'eussent été quelques erreurs de vote dans certaines localités comme Louga et Mbour, l'opposition aurait été majoritaire à l'Assemblée nationale. Ce qui serait une première dans l'histoire politique de notre pays. Malgré tout, nous sommes arrivés à un résultat inestimable qui a fait bouger les lignes politiques dans ce pays. Pour la première fois, la majorité au pouvoir ne dispose plus de cette force mécanique qui lui permettait de tout faire passer à l'Assemblée nationale. Pire, elle a braqué (le mot n'est pas trop fort au regard de ce qui s'est passé avec Madame Mimi Touré) le mandat d'une honorable député pour se donner de la consistance à l'Assemblée. Je dois, cependant, préciser que notre accord avec *« Wallu »* avait une visée uniquement électorale. Après l'élection, chaque groupe a repris sa liberté de manœuvre. Nous aurions certainement dû aller plus loin dans notre entente et optimiser nos forces à l'Assemblée nationale pour plus d'efficacité.

Par contre, pour ce qui est de *« Yewwi Askan Wi »*, nous avons compris très tôt que face à ce président qui a juré de *« réduire l'opposition à sa plus simple expression »* en faisant de l'emprisonnement un instrument de sélection de ses adversaires, il fallait s'opposer ensemble et lui imposer un rapport de forces qui lui est défavorable. Notre coalition regorge d'hommes de valeur, de leaders attachés à nos acquis démocratiques et qui ont tous accepté de mettre leurs ambitions au service de la cause commune qu'ils défendent : la préservation de notre État de droit et de notre vivre-ensemble. Maintenant, il faut rappeler qu'il était convenu entre leaders de notre coalition de faire front commun pour les élections locales du 23 janvier 2022 et pour les législatives du 31 juillet de la même année. Pour ce qui est de la prochaine présidentielle, la stratégie est différente. Tous ceux qui en ont l'ambition peuvent se présenter. Au deuxième tour, nous nous regrouperons tous derrière celui d'entre nous qui sera le mieux placé.

Au lendemain des législatives de juillet dernier, vous aviez déclaré que vous serez candidat en 2024. Pensez-vous réellement être de la partie, malgré votre inéligibilité actuelle ?

Je vous rappelle qu'aucun juge n'a prononcé la perte de mes droits civiques. C'est un calcul politique cousu de fil blanc qui m'a privé de ma qualité d'électeur et de mon éligibilité en mars 2018 pour baliser le terrain au président Macky Sall en 2019. Tout le monde le sait. Mais aujourd'hui tout cela est derrière nous. Pour 2024, je serai candidat s'il plaît à Dieu. J'ai d'ailleurs repris mes tournées politiques et je vais rendre visite à mes compatriotes sur l'ensemble du territoire sénégalais et dans la diaspora. J'ai déjà visité beaucoup de localités où j'ai constaté avec satisfaction que la flamme militante qui a été à la base de la création de « Takhawou Sénégal » est toujours vive.

> **Aucun juge n'a prononcé la perte de mes droits civiques. C'est un calcul politique cousu de fil blanc qui m'a privé de ma qualité d'électeur et de mon éligibilité en mars 2018.**

Justement, quel message avez-vous délivré à vos compatriotes?

Un message d'espoir. Un message d'optimisme porté par une détermination sans faille à mettre fin à leurs souffrances. Je suis fortement imprégné des difficultés qui sont les leurs. Je les subis avec eux. Il faut arrêter cette plongée dans le tunnel noir de l'inflation, de la précarité au travail comme dans les ménages et d'une angoisse suscitée par les incertitudes du présent et du lendemain. Les prix des denrées de première nécessité se hissent à des niveaux hors de portée du plus grand nombre. La pauvreté s'est accentuée. Du fait de ce grand stress collectif, notre pays, qui a toujours été une société du lien social, a vu beaucoup de ses enfants confinés aux marges du bonheur. Il est temps de nous réinventer un chemin éclairé vers un avenir meilleur.

Je suis un militant socialiste ancré dans ses valeurs humanistes : l'égalité des chances, la justice sociale, la répartition équitable des ressources, la solidarité et le culte de l'intérêt général. Rien ne saurait ébranler la confiance que je porte à mon peuple, à mes concitoyens. Le but de cette tournée est donc d'impliquer les Sénégalais dans l'élaboration de mon offre politique qui s'enrichira au cours des échanges avec eux.

Le président Macky Sall a chargé son ministre de la Justice, en Conseil des ministres le 28 septembre 2022, « d'examiner les possibilités et le schéma adéquat d'amnistie pour des personnes ayant perdu leurs droits de vote ». Que pensez-vous de cette proposition ? Une éventuelle loi d'amnistie (favorisant votre retour dans le jeu politique) sera-t-elle soutenue par votre groupe parlementaire ?

Vous savez, c'est le président qui, librement, a instruit son ministre de la Justice de lui faire des propositions. Nous n'en savons pas plus.

Que pensez-vous de l'affaire Ousmane Sonko?

C'est une autre manifestation de la volonté assumée et clamée du pouvoir d'éliminer ses opposants et de sélectionner ses adversaires. Aucune force politique capable d'offrir une alternative crédible à Bennoo Bokk Yakaar et à son président ne doit prospérer. C'est leur logique. La sélection se fait par l'emprisonnement, par l'inégibilité, par l'exil et par un système de parrainage qui vise plus à exclure des candidats qu'à valider leurs candidatures. Mais nous ferons face.

Quelle analyse faites-vous de la recrudescence des coups d'État en Afrique de l'Ouest ?

Je le dis clairement, tout comme je suis révolté par les coups de force politiques avec les interminables manipulations de nos constitutions, je suis tout aussi opposé à toute idée de coup d'État. La place des militaires est dans les casernes. Dans une époque où le jihadisme étend de jour en jour ses tentacules, nous avons besoin de forces armées fortement mobilisées pour défendre nos pays, nos institutions et nos manières de vivre notre foi. C'est un travail prenant. Un objectif engageant. Un noble sacerdoce. Mais, à y regarder de près, dans beaucoup de pays (pas dans tous) contrôlé aujourd'hui par le pouvoir kaki, le pouvoir politique a lui-même tendu le bâton de la punition. Les tripatouillages constitutionnels, la volonté d'éternité au pouvoir de certains chefs d'État, les promesses jamais tenues et la mal gouvernance ont fait le lit d'une sourde colère qui pousse les citoyens dans les rues de la contestation. Et, souvent, ce sont ces moments d'incertitude qui favorisent les coups d'État. Il faut se poser une question simple : comment des citoyens mobilisés et engagés au profit d'hommes politiques au point de les porter au pouvoir peuvent-ils se retrouver quelques années plus tard à acclamer des putschistes? La réponse est simple à mon avis : certains dirigeants se détournent de leurs peuples et s'enferment dans un entre-soi insensible aux colères de ceux qui les ont portés au pouvoir. À mon avis, le respect de l'État de droit, de ses règles et de ses contraintes, est le meilleur bouclier contre ces aventures.

Un sentiment anti-français se développe en Afrique, particulièrement au sein de la jeunesse, et certains pays (Mali, Burkina Faso) ont rompu leur coopération sécuritaire avec Paris. Quel genre de relation aimeriez-vous établir avec la France si vous deveniez président du Sénégal ?

Il est vrai que la perception qu'ont les jeunes Africains de l'ancienne puissance colonisatrice a radicalement changé. Ces jeunes qui sont nés bien après les indépendances attachent un prix important à la souveraineté de leurs pays. Les accusations contre la France sur son rôle dans la lutte contre les jihadistes et sur sa mainmise présumée sur les ressources minières ont fini d'attiser la colère de certaines élites et de la société civile. Cette jeunesse qui chez nous et ailleurs réclame le départ de la France n'a pas le même rapport affectif avec la France que ses aînés.

Je crois, cependant, qu'aucun pays ne peut vivre coupé des réalités du monde. L'époque est à la complémentarité et à la fraternité des peuples. Le poids du passé ne doit pas nous empêcher de regarder devant nous. Ce que l'Afrique a vécu dans son histoire ne saurait être oublié, mais ce ne sont pas les complaintes et mouvements du menton qui vont changer la donne. L'Afrique doit désormais être militante de ses propres intérêts en développant des partenariats diversifiés et équilibrés. Il nous faut travailler à équilibrer la balance. Les exportations françaises à destination du Sénégal se chiffraient à 801,1 millions d'euros en 2020 alors que les importations françaises en provenance du Sénégal ne représentent que 74,7 millions d'euros la même année. Le gap est énorme.

Au-delà de la France, je milite pour une diplomatie ouverte et pour des partenariats diversifiés dans lesquels chaque pays trouvera son compte. Je privilégierai l'échange des savoirs, des compétences et des technologies pour augmenter le savoir-faire et booster le capital humain de mon pays. Ce sera avec tous nos partenaires au développement.

La crise sécuritaire se propage un peu partout dans le Sahel, quelle est votre analyse de cette situation ?

Il serait illusoire de vouloir réduire les conséquences de cette crise dans le seul Sahel, les effets du crime organisé sont toujours ressentis bien au-delà de la région où ils ont cours. Les interventions militaires permettent certes de limiter temporairement la propagation. Toutefois, ces interventions n'ont pas encore permis à elles seules de pérenniser la stabilité à long terme. Une stratégie concertée s'impose, pour améliorer l'action globale menée. Je rappelle que des femmes, des enfants, des civils innocents subissent encore de plein fouet les conséquences de cette crise. Des insurrections continuent de prendre forme, en raison de griefs, réels ou supposés. Toutes les parties impliquées doivent dès lors être prises en compte. Je suis persuadé qu'une approche sincère, réaliste, efficace et coordonnée s'impose.

L'Afrique doit désormais être militante de ses propres intérêts en développant des partenariats diversifiés et équilibrés. Il nous faut travailler à équilibrer la balance. Les exportations françaises à destination du Sénégal se chiffraient à 801,1 millions d'euros en 2020 alors que les importations françaises en provenance du Sénégal ne représentent que 74,7 millions d'euros la même année. Le gap est énorme.

Le Sénégal va bientôt démarrer l'exploitation du gaz et du pétrole, quels devraient être selon vous les priorités ?

L'humain est au cœur de mes préoccupations. Dans ma vision, les secteurs ayant plus de capacité de transformation pour le Sénégal demeurent l'agriculture, l'éducation et la gestion des eaux. À côté du renforcement de ces secteurs que je viens de citer, l'exploitation du pétrole et du gaz pourrait également constituer une opportunité de mise en place de politiques publiques favorisant le développement de nouveaux secteurs d'activités et concomitamment la diversification économique. L'enjeu le plus déterminant est de savoir mettre en place des filets sécuritaires, pour une bonne élaboration de stratégies de réinvestissement des revenus issus de l'exploitation des hydrocarbures.■



Tchad

380 rebelles graciés



© DR

Condamnés le 21 mars dernier à la prison à vie, 380 combattants du Front pour l'alternance et la concorde au Tchad (FACT) ont bénéficié le 25 mars suivant d'une grâce du président de transition, Mahamat Idriss Deby. Arrêtés à la suite de la mort du président Idriss Deby Itno en avril 2021, ces derniers étaient détenus pour actes de terrorisme, atteinte à la sécurité nationale et atteinte à la vie du chef de l'Etat. Les officiels tchadiens ont expliqué cette libération de masse par une volonté d'apaisement du numéro un tchadien. « Le chef de l'État montre par cet acte qu'il se place au-dessus de la mêlée et qu'il veut agir pour la paix et la réconciliation définitive du Tchad », a lancé Aziz Mahamat Saleh, ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement. Du côté de la rébellion, l'on aurait souhaité que ce geste touche également les 55 autres condamnés dont le chef du FACT. « Mahamat Mahdi et sa suite ne sont pas concernés par cette mesure. Tous ceux qui sont condamnés par contumace ne sont pas concernés par cette grâce présidentielle. On le comprend difficilement parce que là, si la grâce présidentielle devait être prise à l'endroit de tous les accusés, ça aurait pu être mieux. Or là, il y a un travail de tri qui a été fait », regrette Me Francis Lokouldé, avocat du FACT.▪

BURKINA FASO

Un appui militaire ivoirien contre l'insécurité

Le gouvernement burkinabè a reçu au cours du mois de mars un important matériel militaire destiné à la lutte contre l'insécurité. D'une valeur de plus de 2 milliards de F CFA, ce matériel est constitué d'une cinquantaine de véhicules pick-up de type *« Azawad »*, de 1 000 fusils d'assaut AK47 et de 100 000 munitions. Cet appui fait suite à une demande formulée par Ouagadougou à Abidjan pour pouvoir monter en puissance contre les groupes armés qui sévissent de part et d'autre des 540 km de frontière commune. ▪

CAMEROUN - GUINÉE ÉQUATORIALE

Un accord sur l'exploitation pétrolière signé

En marge de la 15e conférence des chefs d'État de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) tenue à Yaoundé au Cameroun le 17 mars dernier, les présidents camerounais et équato-guinéen ont signé un accord de coopération en vue de l'exploitation des champs gaziers et pétroliers transfrontaliers entre les deux pays. Même si le contenu du document signé par Paul Biya et Teodoro Obiang Nguema n'a pas été dévoilé aux médias, celui-ci a pour objectif de définir le cadre juridique et réglementaire en vue de l'exploitation conjointe desdites ressources entre les deux voisins. En plus de cet accord, Yaoundé et Malabo sont déjà engagés dans d'autres projets d'intérêts communs. Notamment, le projet de construction du pont sur le fleuve Ntem, une initiative faisant partie du Programme de facilitation du transport et des échanges de la CEMAC validée lors de la table ronde organisée à Paris en France en novembre 2020, et consacrée à la recherche des financements des onze projets intégrateurs d'infrastructures de transport et d'énergie dans les six États de cette sous-région entre 2021 et 2025. ▪

NIGER

L'uranium d'Imouraren mis en exploitation dès 2028

Après plusieurs études hydrogéologiques sur la méthode d'extraction de l'uranium par pompage en vue de l'exploitation du gisement d'uranium d'Imouraren, ce gisement devra être mis en exploitation dès 2028. À en croire Matthieu Davrinche, directeur d'Imouraren SA, coentreprise de la multinationale française Orano et de l'État nigérien, ledit gisement, l'un des plus grands d'uranium au monde et situé dans le nord du Niger, sera extrait par pompage, une méthode inédite en Afrique qui permet de dissoudre de l'uranium dans l'eau avant de le pomper. Selon lui, ce changement de méthode d'extraction *« fait suite à des considérations économiques, le prix de l'uranium n'étant pas certain pour les années qui viennent. Il y a aussi des considérations environnementales, le groupe Orano s'est engagé à diminuer de façon importante ses émissions de CO2 et les mines à ciel ouvert émettent beaucoup de CO2, basiquement sur la consommation en gasoil des engins miniers »*.▪

LE CHIFFRE

150 milliards de FCFA

C'est le montant de l'appel public à l'épargne, à travers l'opération de titrisation de créances souveraines détenues par la Banque ouest africaine de développement (BOAD) lancé le 20 mars 2023. Cette émission de 150 milliards FCFA s'inscrit dans le cadre d'un programme de 500 milliards FCFA qui permettra à la BOAD de couvrir une partie du besoin de financement de son plan stratégique DJOLIBA 2021-2025. Pour la Banque, c'est un moyen de lever des fonds sans augmenter son taux d'endettement. Pour les investisseurs, ce sera le bénéfice des flux provenant d'un portefeuille de créances souveraines (risque de défaut très faible) ainsi que du statut de créancier privilégié de la BOAD qui est créditée d'une notation internationale au grade d'investissement.▪

METRO

VICTOR OSIMHEN

C'est l'un des attaquants les plus redoutables du football international du moment. Il affiche une efficacité maximale. Et grâce à sa réussite, son club, le SC Napoli est en tête du championnat italien, la série A. Les observateurs voient même déjà l'ancien club de Diego Maradona, remporter son premier titre de champion depuis 33 ans à la fin de la saison en cours. Et s'il y parvient, Victor Osimhen y sera pour beaucoup. Il est par ailleurs l'un des catalyseurs du bon parcours du club italien en champions League où il affiche une efficacité semblable à celle en championnat. Désormais, le vœu des fans de foot africain est que le Nigérian marque autant de buts avec les Super Eagles du Nigeria pour devenir un vrai géant d'Afrique.▪



© DR

JACQUELINE ADIABA

La Camerounaise Jacqueline Adiaba a été désignée le 17 mars, présidente de la Commission de surveillance du marché financier d'Afrique Centrale (Cosumaf) par la Conférence des Chefs d'État de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC). Elle est ainsi devenue la première femme à occuper ce poste depuis la création de la Cosumaf en 2001. C'est une spécialiste du marché financier sous-régional, qui a intégré la Cosumaf en 2019, année de la fusion des bourses de Douala et de Libreville. Elle était avant cela à la tête de la direction des marchés de la défunte Douala Stock Exchange (DSX). D'une façon générale, elle est dans un univers qu'elle connaît bien. Elle a en effet passé l'essentiel de sa carrière dans le secteur financier et notamment la banque.▪


© DR

OLIVIER DUBOIS

Le journaliste français Olivier Dubois a retrouvé la liberté il y a quelques jours après près de deux ans de captivité. Il avait été enlevé au Mali le 8 avril 2021 dans la région de Gao, par le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (Jnim), une organisation affiliée à al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi). Le journaliste s'y trouvait pour interviewer un chef djihadiste. Il a été otage pendant sept cent onze jours au Sahel. De son propre aveu, il a résisté si longtemps parce qu'il avait l'écho que son cas préoccupait ses confrères et ses proches. C'est grâce aux messages de réconfort et de soutien à sa cause qu'il a reçus à travers les médias qu'il a gardé le moral. Et il a néanmoins continué à faire son travail de journaliste même en captivité.▪


© DR

RETRO

KAÏS SAÏED

Le chef de l'État tunisien a provoqué un tollé il y a quelques semaines par des propos aussi inattendus que violents à l'égard des migrants subsahariens dans son pays. Ils dans sa bouche des *« hordes de migrants »* répandant *« crimes »* et *« violence »*. Pas moins. Davantage, il a laissé entendre que les migrants subsahariens représentaient une menace pour l'authenticité de la Tunisie, blanche, arabe et musulmane. Il voit dans le flot incessant de migrants dans son pays, un complot contre l'intégrité de la Tunisie. Les propos racistes et complotistes de Kaïs Saïed ont suscité une vague d'indignation en Afrique. Pourtant, la Tunisie est le premier pays du Maghreb à s'être doté d'une législation antiraciste. Et son président est le premier à la fouler au pied.▪


© DR

KAMARU USMAN

Le combattant nigérian de Mixed Martials Arts (MMA) a échoué à reconquérir le titre de de champion des poids mi-moyens de l'Ultimate Fighting Championship (UFC). Le 19 mars à l'O2 Arena de Londres, il a été battu par le Britannique Leon Edwards, qui lui avait ravi la ceinture de la catégorie en août 2022. Kamaru Usman, The Nigerian Nightmare (le cauchemar nigérian), comme on l'appelait du temps de sa splendeur semble ne plus perturbé les nuits des combattants de sa catégorie. Après sa dernière défaite, un nouvel affrontement contre Edwards paraît très improbable à l'heure actuelle, au même titre qu'une reconquête de son trône selon de nombreux observateurs. ▪


© DR

DONALD TRUMP

L'ancien président des États-Unis est de nouveau à l'affiche dans la chronique judiciaire. Il est menacé par des poursuites pour avoir selon la justice, falsifié des documents commerciaux, ce qui constitue une infraction pénale à New-York. Une enquête a ainsi été ouverte par un procureur pour justifier le paiement de 130 000 dollars à la star du porno Stormy Daniels en 2016. Outre cette affaire, l'ex-président est aussi accusé d'avoir incité à un soulèvement contre le Capitole et d'avoir emporté illégalement chez lui des documents classés *« secret défense »*, après avoir quitté la Maison Blanche. Donald Trump qui caresse le rêve de redevenir Président des États-Unis a d'abord des comptes à rendre à la justice avant éventuellement d'affronter les électeurs.▪


© DR

ILS BOUGENT...

JEREMY AWORI

Ecobank Transnational Incorporated (ETI), la société mère du Groupe Ecobank, le premier groupe bancaire panafricain, a officiellement installé il y a quelque temps, Jeremy Awori dans ses fonctions de directeur général du Groupe Ecobank. Le banquier kenyan prend officiellement le relais du Nigérian Ade Ayeyemi admis à faire valoir ses droits à la retraite. Jeremy Awori apporte avec lui plus de 25 ans d'expérience dans le secteur bancaire, dont près de dix ans en tant que directeur général de Absa Bank Kenya Plc. Il a également occupé des postes de direction à Standard Chartered Bank au Moyen-Orient et en Afrique. Ses compétences, son savoir-faire dans le secteur et son expérience font de lui un dirigeant susceptible de maintenir le Groupe Ecobank à flots.▪

ROGER ATHANASE MEYONG ABATH

Cet inspecteur des Régies financières a été promu à la tête de la Direction générale des Impôts (DGI) du Cameroun il y a quelques jours. La DGI est un enjeu immense pour les finances publiques. Il remplace Modeste Mopa Fatoing, en détachement auprès du Fonds monétaire international (FMI) depuis le mois de janvier 2023. Roger Athanase Meyong Abath est un spécialiste de la fiscalité. Diplômé de l'Institut des relations internationales du Cameroun (IRIC), de l'École nationale d'administration et de magistrature (ENAM), de l'Ecole supérieure des mines de Paris, il est aussi titulaire d'un doctorat en fiscalité de l'Université de Paris Dauphine. Il a par ailleurs, contribué en qualité d'Expert du Cameroun au processus d'harmonisation fiscale en Afrique Centrale.▪

KEVIN MARKETTE

Le groupe aérien allemand Lufthansa a nommé Kevin Markette au poste de directeur général pour la région de l'Afrique de l'Est. Le groupe réaffirme ainsi son engagement envers l'Afrique de l'Est en transférant la responsabilité commerciale de l'activité passagers au Kenya. Kevin Markette succède au Dr André Schulz, qui a été nommé responsable de la région Moyen-Orient, Afrique, Asie du Sud et CEI chez Lufthansa Cargo. Le nouveau promu a été formé en Afrique du Sud en tant que pilote professionnel et a commencé à travailler pour le groupe Lufthansa en 2000. Sa nouvelle responsabilité englobe le Kenya, l'Éthiopie, l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi et la Tanzanie. Il sera basé à Nairobi, au Kenya pour mieux se concentrer sur les besoins des clients locaux et être proche du marché visé.▪

ALEXANDRE ATTÉ AHUI

À la suite du décès le 12 janvier 2022 de Papa Pathé Dione, fondateur du Groupe SUNU, les membres du Conseil d'Administration de SUNU Participations Holding SA ont désigné il y a quelques semaines, l'Ivoirien Atté Ahui comme Président du Conseil d'Administration pour la durée restant à courir de son mandat d'Administrateur. Compagnon de la première heure de Papa Pathé Dione, Atté Ahui est un professionnel de l'Assurance. Il a démarré sa carrière en 1973 à l'UA-CI (Union des Assurances de Côte d'Ivoire – filiale de l'UAP). Il a également été directeur général d'AXA Côte d'Ivoire et directeur général de la filiale Vie du Groupe SUNU en Côte d'Ivoire.▪

FRANCE

Retour annoncé de l'ambassadeur d'Algérie


© DR

Le temps est à l'apaisement entre Paris et Alger après plusieurs semaines de brouille diplomatique. Dans un entretien télévisé accordé le 21 mars dernier à la chaîne de télévision Al-Jazeera, le président algérien, Abdelmadjid Tebboune, a annoncé le retour à Paris en France de son ambassadeur Saïd Moussi. Ce dernier avait été rappelé en février dernier suite à une brouille diplomatique entre les deux États à propos de la militante franco-algérienne, Amira Bouraoui, interdite de sortir de l'Algérie. Entrée en Tunisie le 3 février, celle-ci avait été interpellée au moment de son embarquement pour Paris, mais finira par rallier l'Hexagone le 6 février suivant, malgré une tentative des autorités tunisiennes de l'expulser vers Alger. Une exfiltration jugée *« illégale »* par le gouvernement algérien qui y a vu un soutien de la France. « Notre relation avec la France est fluctuante. L'ambassadeur algérien sera bientôt de retour à Paris », a tenu à rassurer le numéro un algérien.

ÉTHIOPIE

Le TPLF de nouveau fréquentable

Le Parlement éthiopien a retiré le Front populaire de libération du Tigré (TPLF) de sa liste rouge. Classée organisation terroriste en mai 2021, soit six mois après le début de la guerre contre le gouvernement fédéral d'Addis-Abeba par la Chambre des représentants du peuple, chambre basse du Parlement éthiopien, l'ex-rébellion a entrepris d'importants efforts allant dans le sens de l'apaisement conformément à l'Accord signé le 22 novembre 2022 à Pretoria en Afrique du Sud, qui prévoyait le désarment du TPLF en échange du rétablissement de l'accès à cette région coupée du monde extérieur et sinistrée durant les deux années de guerre. Quatre mois après la signature dudit Accord, les services de base et les livraisons d'aide ont repris au Tigré pour juguler les graves pénuries de nourriture, de carburant, d'argent et de médicaments au grand bonheur des populations de cette partie du pays. ▪

MAURITANIE

Le procès de Mohamed Ould Abdel Aziz reporté au 6 avril

Suite au retrait des avocats de l'ancien président mauritanien des audiences des 20 et 21 mars derniers, le procès a été renvoyé au 6 avril prochain. Les conseils de Mohamed Ould Abdel Aziz contestent l'article 47 de la loi anticorruption qui, selon eux, viole la Constitution. « On ne peut pas comprendre que cet article puisse continuer à produire un quelconque effet alors qu'il est déclaré anticonstitutionnel par le juge de la Constitution. Au vu de la volonté de la Cour de nous imposer une discipline de fer, nous nous sommes retirés puisque nous ne pouvions plus assurer sereinement en toute liberté la défense de notre client », souligne Me Taleb Khiyar. Les conseils de l'État mauritanien y voient plutôt une stratégie d'évitement. L'ancien chef de l'État est poursuivi pour corruption, blanchiment et détournements de deniers publics. ▪

NIGER

79 terroristes tués

La grande opération de ratissage lancée le 17 mars dernier par l'armée nigérienne jusqu'en territoire malien contre les terroristes a permis de mettre hors d'état de nuire 79 d'entre eux. L'opération à la fois terrestre et aérienne a donné lieu à la saisie d'un important stock de matériel de combat aux mains des jihadistes. L'armée a également procédé à la destruction de leur base de Hamakat, située au sud de Menaka. *« Soixante-dix-neuf terroristes ont été neutralisés, plus d'une centaine de motos détruites, plusieurs moyens de communication et des armes récupérés »*, a indiqué le ministère de la Défense dans un communiqué. Cette expédition punitive faisait suite à la mort de 17 soldats nigériens dans une embuscade tendue par les terroristes à Intagamey. Ce résultat est à mettre à l'actif de la visite effectuée le 9 mars dernier à Bamako au Mali par le général Salifou Modi, chef d'état-major des armées nigériennes, pour négocier le droit de poursuite contre les jihadistes.▪

SANS LANGUE DE BOIS

KAKO NUBUKPO

économiste et écrivain togolais, commissaire de l'UEMOA chargé de l'agriculture, des ressources en eau et de l'environnement.

« Je crois plutôt que c'est à cause du franc CFA que, depuis 60 ans, nous n'avons pas construit les usines qui devaient nous permettre d'être un peu plus autosuffisants par rapport au reste du monde. »

-« La crise alimentaire est dans tous les débats actuels avec la guerre en Ukraine, mais le problème ce n'est pas la guerre, c'est d'abord la protection parce que cela n'a pas de sens pour l'Afrique d'importer du poulet de Normandie, du lait des Pays-Bas, alors que nous avons des filières agricoles à développer. »

« Le désarmement tarifaire nous a déjà fait tant de mal, nous avons été envahis par le textile chinois, le poulet français, le lait en poudre néerlandais, etc. Il faut qu'il y ait une cohérence entre les objectifs de la politique agricole et ceux de la politique commerciale … »

« Les institutions de Bretton Woods orientent, comme elles le font depuis plus de quarante ans, les pays africains vers les mêmes solutions, à savoir l'adaptation des politiques monétaires, l'assainissement des finances publiques, l'augmentation des taux d'intérêt par les banques centrales, rien de nouveau sous le soleil. Sauf que l'Afrique ne peut pas se développer en suivant ces dogmes. »

« Ma lecture du franc CFA a été axée autour de la notion de servitude volontaire. J'ai toujours pensé que c'est à nous, Africains, de construire une monnaie qui soit au service de la transformation de nos économies »

« Ce que je fais, c'est déjà de la politique, mais pas au sens politicien. Le devoir de l'élite africaine est d'imaginer des lendemains de prospérité partagée »

« Il y a un problème de sincérité entre les annonces et leur mise en pratique. Les promesses faites à l'Afrique par les institutions internationales doivent être tenues. Les populations sont vigilantes et attendent que leurs dirigeants leur rendent des comptes. »

« Nous sommes en train de payer notre dépendance au reste du monde et notre arrimage à l'euro pour les pays de la zone du franc CFA. Je l'ai toujours dit et cela se vérifie à chaque choc exogène, l'arrimage du franc CFA à l'euro n'a pas de sens parce que nous subissons toutes les fluctuations de l'euro alors que la conjoncture de nos deux zones est très différente. »

« La Zlecaf ne devrait pas être l'arbre qui va cacher la forêt de toutes les divergences encore présentes entre les économies et entre les dirigeants africains »



© DR

Debora Kayembe

Militante à vie...

Cette défenseure des droits humains née en République démocratique du Congo est la rectrice de la vénérable université britannique d'Edimbourg en Ecosse.

Par Vanessa ITGNIA

Au premier abord, sa vie est un conte des fées. Sinon, comment imaginer qu'une femme noire, née en Afrique, refugiée, puisse être à la tête de l'une des plus prestigieuses institutions universitaires d'Europe ? En devenant, la 54e rectrice de l'université d'Edimbourg, fondée en 1583, et figurant parmi les dix meilleures universités d'Europe, Debora Kayembe a réussi quelque chose d'exceptionnel. Mais cet heureux aboutissement, n'est pas dû au hasard. C'est le couronnement d'une vie de combats, de convictions et de foi en les causes justes. En effet, la vie de dame Kayembe est placée sous le signe de l'engagement et du combat. Avocate de formation et par conviction, elle a choisi de servir la justice et de défendre les droits humains.

En République démocratique du Congo, le pays de ses ancêtres, Debora Kayembe a décidé très tôt de ne pas se taire face à l'injustice et défendre les plus faibles. Grâce à son engagement elle va parvenir à mettre en lumière les exactions d'un groupe armé. En représailles, sa tête va être mise à prix. Et dans un pays où le pouvoir peine à garantir la sécurité de ses citoyens sur toute l'étendue du territoire, l'avocate va décider de quitter son pays pour demander l'asile au Royaume-Uni en 2004. L'âme militante ne la quitte pas. Suffisamment intégrée dans son pays d'accueil, elle s'investit dans les dossiers de droits humains et attire l'attention sur elle par son sérieux et ses prises de position certes engagées, mais toujours soucieuses d'offrir une perspective au dialogue et à la tolérance. Ainsi, face à des attaques racistes dont elle est victime, elle va proposer la discussion. Elle va inviter ses agresseurs à surpasser les différences. *«Je leur ai dit : 'Ecoutez, ces choses font partie du passé. On a dépassé ça. Si vous ne comprenez toujours pas, il va falloir qu'on dialogue.' C'était ça mon message. Rien d'autre»*, se rappelle-t-elle. Pour finir, elle va être à l'initiative d'une pétition pour que le Parlement écossais s'attaque d'urgence au racisme dans le système éducatif. Et le Parlement a fini par la suivre dans sa proposition.

> **C'est une grande responsabilité parce que je suis un exemple qui montre au monde que si vous êtes capables de réaliser les bonnes choses et de lutter pour la justice en vous oubliant vous-mêmes et en mettant la cause des autres en avant, la récompense sera toujours grande.**

La native de Kinshasa a séduit par son message de dialogue et de tolérance l'université d'Edimbourg, qui lui a proposé d'en devenir la rectrice. En mars 2021, elle va devenir la première femme noire rectrice de la célèbre institution. *«C'est une grande responsabilité parce que je suis un exemple qui montre au monde que si vous êtes capables de réaliser les bonnes choses et de lutter pour la justice en vous oubliant vous-mêmes et en mettant la cause des autres en avant, la récompense sera toujours grande»*, dira-t-elle après son élection. Son abnégation a effectivement été récompensée. Loin de chez elle !

En mars dernier, elle a séjourné au Congo pour la première fois depuis 19 ans. Elle y a été honorée par l'université de Lubumbashi qui lui a décerné un Doctorat Honoris Causa. Debora Kayembe qui reste très attachée, malgré tout, à son Congo natal, a eu du mal à cacher sa joie. Elle y a désormais de nombreux soutiens. Sa désignation comme rectrice de l'Université d'Edimbourg avait suscité un sentiment de fierté nationale en 2021. Par ailleurs, lorsqu'elle a été violemment critiquée par le Rwanda, il y a quelques mois, parce qu'elle s'est interrogée à titre personnel sur *«l'authenticité de la théorie du génocide rwandais»* de 1994, ses concitoyens congolais ont fait bloc derrière elle. Du reste, madame la rectrice déclare que son engagement pour la promotion de la paix, la justice et les droits de l'homme dans le monde, ne faiblira pas. Une vraie vie de combattante !■



© DR

Sénégal

La tension monte

La vitrine démocratique de l'Afrique de l'Ouest est-elle en train de vaciller ? À moins d'un an de la présidentielle de février 2024, la tension monte entre pouvoir et opposition sur fond de déclarations incendiaires de part et d'autre. Une éventuelle troisième candidature du président Macky Sall cristallise les débats.

Par Suzanne CHEVALIER



©AFP

Il y a quelques semaines, le 16 mars, c'était quasiment une journée de guérilla urbaine dans les rues de Dakar. Des bus de la société nationale de transport Dakar Dem Dikk calcinés, des stations-service saccagées, des magasins attaqués… La capitale sénégalaise a vécu ce jour des scènes de violences telles qu'elle n'en avait plus connues depuis mars 2021 avec les violentes manifestations qui avaient occasionné 14 morts. Cette fois, le bilan humain est moins lourd (2 morts et des blessés), mais la répression n'en est pas moins forte avec des dizaines d'arrestations dans les rangs de l'opposition. Malgré l'important dispositif sécuritaire, des manifestants, qui ont bloqué certains axes de la capitale et ont



© AFP

La situation judiciaire de l'opposant Ousmane Sonko cristallise les tensions.

brûlé des pneus, ont voulu s'opposer à ce qu'ils appellent une tentative de liquidation politique d'Ousmane Sonko (jeudi 30 mars, il a été condamné à 2 mois de prison avec sursis pour diffamation et à une amende de 200 millions de francs CFA de dommages et intérêts. Sa condamnation fait suite à une plainte déposée par le ministre du Tourisme, Mame Mbaye Niang. Néanmoins il reste éligible), le principal opposant au régime de Macky Sall. Sonko lui-même n'a pas été épargné. Il a été brutalement extrait de son véhicule par les forces de l'ordre et conduit manu militari au tribunal où devait se tenir son procès contre le ministre du Tourisme, Mame Mbaye Niang, qui l'accuse de diffamation dans le dossier dit du Prodac. Les images de l'opposant « littéralement brutalisé et gazé » et de son avocat Me Ciré Clédor Ly évacué sur une civière, ont fait le tour des réseaux sociaux suscitant colère et indignation ou railleries selon le côté auquel on s'identifie.

« Une démocratie écornée »

Lors du précédent renvoi du procès, après qu'il ait refusé d'emprunter le chemin qui lui avait été indiqué pour se rendre au tribunal, un élément des Forces de défense sénégalaises (FDS) avait brisé la vitre de la voiture de l'opposant, avant qu'il ne soit exfiltré et ramené de force chez lui à la cité Keur Gorgui. Beaucoup d'observateurs y ont vu l'image *« d'une démocratie écornée ». « Ce n'est pas l'image que le Sénégal doit donner. L'image que le Sénégal doit donner, c'est celle d'un pays mûr, qui, une fois qu'il est confronté à des difficultés, a la possibilité et la capacité de s'asseoir, de discuter et de régler les crises»*, réagit Alioune Tine, militant des droits de l'Homme et fondateur d'Africajom Center. Finalement, pour *«la sérénité»* des débats, le procès a été renvoyé pour la troisième et dernière fois au 30 mars.

> **«Ce n'est pas l'image que le Sénégal doit donner. L'image que le Sénégal doit donner, c'est celle d'un pays mûr, qui, une fois qu'il est confronté à des difficultés, a la possibilité et la capacité de s'asseoir, de discuter et de régler les crises»**

Après cet épisode mouvementé, Ousmane Sonko a publié sur sa page Facebook un message accusant le président Macky Sall de se livrer *« ouvertement à une tentative d'assassinat sur (sa) personne ». «Depuis que les FDS m'ont déposé chez moi, je suis sujet à de terribles vertiges, je souffre de douleurs au bas-ventre et j'éprouve des difficultés respiratoires »*, écrit-il. Si ses partisans réclament son évacuation à l'étranger pour une prise en charge médicale, le camp d'en face l'accuse de jouer au *« malade imaginaire »*. L'ambiance s'est tellement envenimée entre pouvoir

et opposition que les rares voix appelant à l'apaisement et au dialogue ont du mal à se faire entendre.

Parallèlement à la logique de confrontation, le fameux « gatsa gatsa » (la loi du talion) théorisé par Sonko, les deux camps mobilisent leurs troupes. Après le *« giga meeting »* organisé le 14 mars à Dakar et qui avait réuni plusieurs milliers de personnes, le parti d'Ousmane Sonko, Pastef-Les Patriotes, a appelé à maintenir la mobilisation. L'opposition a ainsi prévu de nouvelles manifestations lundi 3 avril, veille de la fête nationale. De son côté, le pouvoir appelle ses militants à barrer la route à *« ceux qui veulent rendre le pays ingouvernable »*. Le président Macky Sall lui-même continue d'occuper le terrain sous-couvert de tournées dites économiques à l'intérieur du pays. Après Tambacounda (est) et Thiès (centre-ouest), il était à Sédhiou (sud) entre fin février et début mars. Pendant une semaine, ponctuée d'inaugurations et le lancement de nouveaux travaux d'infrastructures, il a tenté de remobiliser ses troupes en vue de l'échéance présidentielle de 2024. Lors d'une séance de questions-réponses avec les jeunes de cette région, où Sonko est très populaire, il leur avait tenu ce propos : *«ceux qui vous appellent à saccager des biens publics et privés lors des manifestations ne vous aiment pas»*. Une allusion à peine voilée à Sonko, considéré comme le chouchou de la jeunesse.

À la question de savoir s'il sera candidat en 2024, Macky Sall a, une nouvelle fois, botté en touche. « J'ai un agenda, un travail à faire. Le moment venu, je ferai savoir ma position », a-t-il déclaré. En revanche, il estime que du point de vue légal, il peut bel et bien être candidat.

Dans un entretien accordé à l'hebdomadaire français L'Express, le 20 mars, le président sénégalais a ajouté une nouvelle couche au débat. À la question de savoir s'il sera candidat en 2024, Macky Sall a, une nouvelle fois, botté en touche. *« J'ai un agenda, un travail à faire. Le moment venu, je ferai savoir ma position »*, a-t-il déclaré. En revanche, il estime que du point de vue légal, il peut bel et bien être candidat. *« Sur le plan juridique, le débat est tranché depuis longtemps »*, a-t-il soutenu. Il va sans dire que l'opposition et nombre de juristes ne partagent pas cette interprétation (voir l'interview de Khalifa Sall). Et c'est le nœud de toute cette agitation politique qui secoue ce pays jusque-là considéré comme une vitrine de la démocratie en Afrique.■



© AFP

Gabon

Les grandes manœuvres politiques

Dans les états-majors, on fourbit les armes pour se montrer à la hauteur des rendez-vous électoraux à venir, dont la présidentielle prévue théoriquement en août 2023.

Par Claire MEZANG

Le Gabon est à quatre mois d'un rendez-vous politique important : la présidentielle. Dans cette perspective, le dispositif électoral a déjà pris forme avec l'élection le 10 février dernier de Michel Stéphane Bonda comme président du Centre gabonais des élections (CGE), organe chargé d'organiser les élections. C'est à ce cinquantenaire et ancien ministre délégué aux Eaux et Forêts et son équipe qu'incombe la délicate mission d'organiser la présidentielle, les législatives et les locales que le pays abrite en cette année 2023. Les Gabonais souhaitent de tous leurs vœux que ces scrutins soient *«transparents, démocratiques, inclusives et apaisées »*. L'ancien cadre du Parti démocratique gabonais (PDG) au pouvoir sera-t-il à la hauteur des attentes ? Rien n'est moins sûr. Une chose est certaine, personne ne souhaite plus revivre les tristes événements de 2016 qui ont vu des citoyens perdre leurs vies et de nombreux biens mis à sac.

Pour les autorités gabonaises, le vœu d'avoir des élections sans heurts est une préoccupation permanente. C'est le sens du dialogue ouvert au mois de février dernier entre l'opposition et la majorité. Le passage de tous les mandats électifs à cinq ans, la non limitation de tous les mandats politiques et l'adoption du scrutin à un tour pour toutes les élections, ce sont quelques-unes des propositions retenues lors de la consultation qui s'est achevée le 23 février. Toujours est-il que cette concertation s'est déroulée en l'absence des ténors de l'opposition gabonaise. Paulette Missambo, présidente du parti de l'Union nationale



© AFP

(UN) et Alexandre Barro Chambrier leader du Rassemblement pour la patrie et la modernité (RPM), avaient ainsi quitté le dialogue peu après son lancement, dénonçant des défaillances dans la représentation de l'opposition. Davantage, Barro Chambrier a déploré le fait que les sujets sensibles, comme "la transparence des élections" aient été négligés.

Ali Bongo Ondimba requinqué…

Quoi qu'il en soit, le gouvernement a clamé sa bonne foi, mettant notamment en relief son ouverture à un débat politique apaisé et républicain. Au pouvoir depuis

2009, Ali Bongo Ondimba, le président sortant, bien que silencieux sur son éventuelle candidature à cette échéance pour un troisième bail est présenté comme le super favori du scrutin à venir. Il a soigneusement huilé sa stratégie pour asséner un K.O. à ses adversaires le moment venu. Il a ainsi réussi à briser la dynamique solidaire de l'opposition autour de Jean Ping qui a failli lui ravir la vedette en 2016. Il a nommé un nouveau Premier ministre en la personne de Alain Claude Bilie-by-Nze, fin connaisseur des arcanes politiques gabonaises, qui sera sans doute son futur directeur de campagne. Il a débauché dans l'opposition, ceux-là qui, hier, étaient de farouches pourfendeurs de son régime. L'ancien Premier ministre, Jean Eyeghe Ndong, nommé Haut-commissaire de la République en mars 2022, et René Ndemezo'o Obiang, ministre d'État à la Consommation et à la Lutte contre la vie chère, après plusieurs années passées à la tête du Conseil économique, social et environnemental (CESE), et bien d'autres ont quitté la Coalition pour la nouvelle République (CNR) pour regagner les rangs du PDG.

Lors du 12e congrès du PDG en décembre 2022, Ali Bongo Ondimba a été précocement invité à briguer un nouveau mandat à la magistrature suprême. Le soutien de son parti s'ajoute à celui de plusieurs formations politiques mobilisées derrière le chef de l'Etat.

Par ailleurs, sur le plan international, le président gabonais a su soigner son image avec la lutte contre les changements climatiques comme principal cheval de bataille. La réussite de l'organisation de la première édition du One Forest Summit, une rencontre internationale sur la protection des forêts tropicales, co-organisée les 1er et 2 mars derniers à Libreville avec le président français, Emmanuel Macron, en rajoute au crédit politique d'Ali Bongo Ondimba. L'opposition et la société civile gabonaises s'en sont même offusquées. Qu'à cela ne tienne le sommet a abouti à la mise en place d'un fonds de 100 millions d'euros et à l'adoption du *« Plan de Libreville »*. S'inspirant des principales recommandations de la COP27, ce document ambitionne de créer dix millions d'emplois dans les activités relatives à la gestion durable des forêts d'ici 2030, avec les populations vivant autour des forêts comme priorité. C'est une perspective qui peut toujours servir dans une campagne électorale selon des observateurs.

Lors du 12e congrès du PDG en décembre 2022, Ali Bongo Ondimba a été précocement invité à briguer un nouveau mandat à la magistrature suprême. Le soutien de son parti s'ajoute à celui de plusieurs formations politiques mobilisées derrière le chef de l'Etat.

L'opposition fissurée

Au demeurant, en face, l'opposition qui brille par des divisions, tarde encore à mettre sur pied un véritable plan de guerre pouvant créer la sensation le moment venu. Que ce soit lors de la désignation en février dernier d'une liste unique de membres devant siéger en son nom au sein du Centre gabonais des élections (CGE) ou du choix de ses représentants à la concertation politique qui a suivi, celle-ci n'est jamais parvenue à un consensus. L'administration a ainsi été obligée de décider à sa place pour sauver les meubles. A quatre mois de l'élection présidentielle, l'opposition reste secouée par des querelles intestines qui font voler en éclats l'espoir d'un candidat unique capable d'affronter l'actuel locataire du palais du bord de mer. Les candidatures sont déclarées au fil des semaines. Même celles des personnalités ne disposant pas d'une base politique ou d'une aura crédible rêvent de concourir contre Ali Bongo Ondimba en août prochain. A l'évidence, les défis sont pour l'instant différents d'une formation politique à une autre. A quelques mois de la tenue du triple scrutin présidentiel, législatif et municipal, bien malin qui pourrait dire quelle couleur arborera l'opposition gabonaise. Il serait déjà peut-être temps que les lignes politiques bougent. Mais on n'en prend pas le chemin...■



AFRIC TALENTS
Des managers pour l'Afrique

PARIS 2023 FORUM DE RECRUTEMENT



LE 10 MAI 2023

À L'HÔTEL HILTON
CNIT PARIS LA DÉFENSE

RENCONTREZ, ÉCHANGEZ ET RECRUTEZ

LE FORUM DES CADRES CONFIRMÉS

AFRIC TALENTS Des managers pour l'Afrique | **www.africtalents.com** | AFRIC SEARCH



Nigeria

Bola Tinubu, «le parrain» aux commandes

Vétéran de la scène politique nigériane, Bola Tinubu succède à Muhammadu Buhari à la tête d'un pays complexe avec des chantiers immenses qui se dressent devant lui.

Par Vanessa ITGNIA

Les chroniqueurs de la scène politique nigériane lui prêtent tous les pouvoirs. Il serait le *« faiseur de roi »* au regard de son influence considérable dans les milieux politiques et des affaires. Bola Tinubu, sans forcément fanfaronner a néanmoins fait clairement savoir pendant la campagne pour le scrutin du 25 février dernier, *« E Mi Lon Kan »* (*« c'est mon tour »*, en langue yoruba) ! Le slogan de campagne du candidat d'alors, semblait ainsi corroborer la thèse de la place particulière qu'occupe le nouveau président élu de la République fédérale du Nigeria. En effet, il n'y a pas un seul secteur d'activités où le *« parrain »* n'a placé ses pions. Plusieurs figures politiques et du monde des affaires au Nigeria lui sont redevables. Dans un pays où le clientélisme est inscrit dans l'ADN national, en fin stratège, Bola Tinubu a toujours surfé sur la vague pour orienter des nominations politiques. On lui prête même un appui déterminant à l'élection, puis la réélection de son prédécesseur Muhammadu Buhari à la tête de l'État en 2015 et en 2019.

Le 29 mai prochain, c'est lui, Bola Tinubu qui va s'installer à Aso Rock, le palais présidentiel d'Abuja, la capitale fédérale du Nigeria. Refusant d'assumer le bilan de Muhammadu Buhari, il s'est affirmé tout au long de la campagne électorale comme le candidat de la rupture en mettant en avant son bilan de l'époque où il était gouverneur de Lagos (1999-2007). D'après les chiffres de la Commission électorale indépendante (INEC), le candidat du All Progressives Congress (APC, au pouvoir) a remporté 8,8 millions de voix devant ses principaux rivaux, Atiku Abubakar du Parti démocratique populaire (PDP) (6,9 millions de voix) et Peter Obi du Parti travailliste (6,1 millions de voix) et 25% des voix dans au moins deux tiers des 36 États de la fédération. Il va devenir le 5e président élu depuis l'avènement de la démocratie dans le pays en 1999, après Olusegun Obasanjo, Umaru Yar'Adua, Goodluck Jonathan et Muhammadu Buhari. Il va assumer cette charge avec Kashim Shettima (55 ans), ancien gouverneur de l'État de Borno, comme vice-président.

De fortes attentes…

Homme de terrain, Bola Tinubu n'est pas du genre à qui l'on va énumérer les besoins de ses compatriotes. Il les connaît. La sécurité est au premier rang. Enlèvements avec demandes de rançons, insurrections terroristes de Boko Haram, piraterie maritime et grand banditisme sont en effet le lot quotidien des Nigérians. D'après un rapport de l'ONU, la secte terroriste Boko Haram a fait près de 350 000 victimes et forcé des



© DR



© DR

Les attentes des Nigerians sont fortes.

millions de personnes à déménager de leurs territoires. Le Nigeria reste en outre confronté à une crise énergétique persistante. Les délestages et coupures d'énergie intempestives sont permanents. Pourtant plusieurs secteurs sont tributaires d'un approvisionnement en énergie régulier. Bola Tinubu devra trouver une solution pérenne. Il sera question de la réhabilitation et de la mise sur pied des infrastructures de production, de transmission et de distribution. Et le Nigeria devra aussi explorer d'autres voies comme le solaire et l'éolien au regard des multiples potentialités naturelles dont il dispose.

Avec près de 220 millions d'âmes, la maîtrise de la démographie représente un autre chantier important pour le nouveau président du Nigeria. Des mégalopoles comme Lagos (plus de 20 millions d'habitants), Kano (plus de 2 millions d'âmes) ou Ibadan avec près de 2 millions personnes restent confrontées au quotidien à des maux tels que le chômage des jeunes, la prostitution, l'insécurité et la promiscuité. Près de 70% de la population vit avec moins de deux dollars américains par jour et plus de 60% de cette population est âgée de moins de 24 ans. Le successeur de Muhammadu Buhari devra donc s'employer à une redistribution équitable des ressources aujourd'hui accaparées par une minorité.

Une réputation sulfureuse…

Le politicien à l'éternel chapeau traditionnel yorouba est très attendu sur le terrain de la lutte contre la corruption, un mal endémique au Nigeria. D'ailleurs, la dernière campagne présidentielle a été rythmée par maintes accusations de corruption à son encontre, sans toutefois qu'il ne soit jamais condamné. Toujours est-il qu'à 70 ans, le président élu appartient à Une élite septuagénaire réputée corrompue. Lors de la dernière élection, une énorme polémique a émergé avec l'exposition d'un fourgon blindé utilisé par les banques pour déplacer de l'argent dans le domicile de Bola Tinubu à Lagos. Cet épisode a alimenté les soupçons selon lesquels il était impliqué dans l'achat de votes notamment. « Si j'ai de l'argent, si je le souhaite, je le donne gratuitement aux gens, tant que ce n'est pas pour acheter des votes », a-t-il simplement déclaré à ce sujet. Ce musulman est du reste réputé multimillionnaire, même si personne ne peut dire avec exactitude l'origine et l'étendue de sa fortune.

Plus que jamais sous le feu des projecteurs, « le parrain » devra également rassurer les Nigérians sur son état de santé. C'est un sujet très sensible dans le pays. Les Nigérians gardent à l'esprit les nombreux voyages à l'étranger du président sortant Muhammadu Buhari pour soigner une maladie secrète. Ils n'ont pas non plus oublier le décès en 2010, en plein mandat de Umaru Yar'Adua pour cause de maladie. Les pourfendeurs du président élu pointent en tout cas du doigt sa santé fragile. Pendant la campagne, il serait apparu fragile à la télévision, souffrant à plusieurs reprises de tremblements en public. «*Tout va bien*» lance—t-on dans le camp du futur locataire d'Aso Rock.

Le «*parrain*» sait qu'il est attendu au tournant par ses adversaires et que les problèmes de ses concitoyens sont nombreux. Dans son entourage on assure que ses priorités seront la sécurité et la reprise économique, avec notamment la fin des subventions du carburant, un véritable casse-tête dans le pays. Il devra par-dessus tout veiller à l'unité du Nigeria permanemment ébranlé par des divisions sur de critères ethniques ou religieux, comme le montrent les résultats des dernières élections. Dès le 29 mai, le chantier va commencer. Il sera compliqué certes. Mais Bola Tinubu croit en sa bonne étoile !■

« Les délestages et coupures d'énergie intempestives sont permanents. Pourtant plusieurs secteurs sont tributaires d'un approvisionnement en énergie régulier. Bola Tinubu devra trouver une solution pérenne. Il sera question de la réhabilitation et de la mise sur pied des infrastructures de production, de transmission et de distribution.

Présidentielle 2023

Le bal des prétendants

Malgré les incertitudes sur la tenue du scrutin pour des raisons sécuritaires, plus d'une dizaine de personnalités ont déjà annoncé leur intention de briguer la magistrature suprême pour l'élection prévue en principe le 20 décembre 2023.

Par Claire MEZANG

A huit mois de l'élection présidentielle initialement prévue le 20 décembre 2023, la classe politique congolaise est déjà en ordre de bataille. La foule d'interrogations soulevées le 4 mars dernier à Kinshasa par le président de la République démocratique du Congo (RDC) au cours de la conférence de presse conjointe avec le président français, Emmanuel Macron, est venue raviver le débat politique. *«Est-ce qu'il faut stopper le processus d'enrôlement des électeurs en attendant que la paix revienne, avec le risque que cela impacte le respect du calendrier ? Faut-il continuer le processus en ne prenant pas en compte les populations nombreuses de déplacés de guerre ? C'est cela qui peut poser problème »*, s'est interrogé publiquement Félix Antoine Tshisekedi. Fondant son inquiétude sur la situation sécuritaire toujours préoccupante à l'Est du pays qui, à son avis, pourrait compromettre la tenue d'un scrutin libre et apaisé, le numéro un congolais, bien que soutenu par plusieurs partis politiques de la majorité réunis autour de l'Union sacrée pour la République, semble préparer par ces déclarations les esprits à un probable report de l'échéance.

Toujours est-il que dans la perspective du 20 décembre prochain, la Commission électorale nationale indépendante (CENI) mène tant bien que mal l'opération d'enrôlement sur les listes électorales, zone géographique par zone depuis le 24 décembre 2022. Nonobstant l'insuffisance de ressources financières nécessaires pour travailler efficacement. *«Depuis octobre, nous n'avons pas seulement reçu les frais de fonctionnement, mais également les frais des opérations et de rémunération»*, s'était lamenté le 6 mars dernier son président, Denis Kadima.

Une classe politique en ordre de bataille

Les inquiétudes présidentielles, loin de doucher les ardeurs des uns et des autres, semblent plutôt revivifier la détermination de plusieurs leaders de l'opposition à prendre leur revanche dans huit mois. Les différents prétendants n'hésitent d'ailleurs pas à envoyer des ultimatums au président sortant sur les risques qui pèsent sur le pays en cas d'un quelconque report venant de lui. *« Félix Tshisekedi a soutenu au mois de septembre dernier que le président de la Commission électorale lui avait dit que les élections se tiendraient à date, et qu'il n'avait pas de raison de mettre cela en doute »*, a lancé Martin Fayulu, le leader du parti ECIDE. *«La question est pertinente, mais seulement, c'est à lui de donner la réponse. Puisqu'il y a ces risques, c'est à lui, qui est aux responsabilités du pays, d'évacuer, d'éliminer tous ces risques pour que les élections se tiennent dans les délais constitutionnels»*, a lancé Adolphe Muzito, candidat déclaré à la présidentielle et fondateur du parti Nouvel élan. *« La situation à l'Est du pays ne devrait pas constituer un prétexte pour le président Tshisekedi. Je dois rappeler que lui-même, à l'orée de son investiture, avait promis au peuple congolais d'établir son état-major à l'est du pays, pour éradiquer les forces étrangères et toutes les forces négatives. Quatre ans après, c'est une incapacité de la part du régime en place de restaurer la paix dans cette partie de la République »*, s'insurge Chérubin Okende Senga, ancien ministre des Transports et désormais porte-parole de Moïse Katumbi, candidat à l'élection présidentielle du 20 décembre 2023.


Joseph Kabila

A chacun sa stratégie

Depuis son Haut-Katanga où il a pris ses quartiers depuis sa sortie du palais de la Nation, Joseph Kabila prépare loin des projecteurs sa rentrée politique dans la perspective de cette présidentielle au cours de laquelle il entend prendre sa revanche. Les proches de



© DR

l'ancien président lui prêtent le désir d'un retour aux affaires. Surtout que la loi le lui permet. Fidèles et cadres du Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD), l'ex-parti au pouvoir, sont au four et moulin depuis plusieurs mois pour peaufiner la stratégie de reconquête. Comme lui, son ancien Premier ministre Augustin Matata Ponyo Mapon est sur les starting-blocks. Accusé en 2020 par l'Inspection générale des Finances de détournement de 205 millions de dollars et d'association de malfaiteurs pendant qu'il était Premier ministre entre 2012 et 2016, il croit aussi en ses chances de l'emporter. Pour sa part, Jean-Pierre Bemba est revenu dans le jeu à la faveur d'un remaniement du gouvernement survenu dans la nuit du jeudi 23 au vendredi 24 mars dernier.

> **La Commission électorale nationale indépendante (CENI) mène tant bien que mal l'opération d'enrôlement sur les listes électorales, zone géographique par zone depuis le 24 décembre 2022.**

L'ancien vice-président congolais fait son come-back sur la scène politique comme vice-Premier ministre, ministre de la Défense. Depuis son retour au pays au lendemain de son acquittement en juin 2018 par la Cour pénale internationale (CPI), il s'était reclus dans un mutisme assourdissant. Une attitude assez étonnante pour ceux qui connaissent bien ce baroudeur. Comme lui, Vital Kamerhe, ancien directeur de cabinet du président Félix Tshisekedi, a accepté la main tendue du chef de l'Etat. Condamné en 2020 à 20 ans de prison par la justice congolaise pour détournement de fonds publics, avant son acquittement en appel en 2022, il retourne en grâce comme vice-Premier ministre, ministre de l'Économie. Ces nominations sont-elles éteindre les velléités de ces deux personnalités de briguer


MATATA PONYO MAPON


ADOLPHE MUZITO


EMMANUEL RAMAZANI SHADARY

le fauteuil présidentiel dans huit mois? Rien n'est moins sûr.

Dans ce combat qui s'annonce épique, il faudra aussi compter avec Denis Mukwege. Même s'il continue à entretenir le suspense sur sa probable candidature, le prix Nobel de la paix ne cesse d'investir l'espace public et se positionne de plus en plus au quotidien comme un candidat potentiel. Critique à chacune de ses sorties, il ne rate aucune occasion pour dénoncer la gouvernance du pouvoir sortant. Le célèbre gynécologue et promoteur de l'Hôpital de Panzi à Bukavu, chef-lieu du Sud-Kivu, est une personnalité respectée au-delà de la RDC du fait de son combat en faveur des milliers de femmes victimes d'abus sexuels perpétrés par les groupes armés, et à qui il a redonné vie et dignité. Cet engagement pour la cause féminine lui a bâti l'image d'un homme compatissant auprès de ses compatriotes. Il ne renvoie pas en tout cas l'image d'un homme en quête de positionnement personnel comme la plupart des autres acteurs politiques. Candidat à la prochaine présidentielle, le député pour Lukunga à l'Assemblée nationale et président du Mouvement lumumbiste progressiste (MLP), Franck Diongo invite l'opposition à mettre sur pied un front commun pour renverser Félix Tshisekedi. «*Pour obtenir le départ de Mr Tshisekedi, j'en appelle à un rassemblement, à un grand mouvement, à un front de toute l'opposition, de la société civile, des mouvements citoyens, des églises* », soutient-il.■

Vital Kamerhe, ancien directeur de cabinet du président Félix Tshisekedi, a accepté la main tendue du chef de l'Etat. Condamné en 2020 à 20 ans de prison par la justice congolaise pour détournement de fonds publics, avant son acquittement en appel en 2022, il retourne en grâce comme vice-Premier ministre, ministre de l'Économie.

Tshisekedi rebat les cartes

En nommant Jean-Pierre Bemba et Vital Kamerhe dans son gouvernement, le président congolais prend à contre-pied l'opposition et réaffirme son leadership sur la scène politique.

On savait un remaniement imminent en République démocratique du Congo depuis la démission en décembre 2022 de trois ministres qui sont allés rejoindre Moïse Katumbi, candidat déclaré à la prochaine présidentielle. Mais personne ne savait quelle carte allait sortir Félix Tshisekedi. A la surprise générale, le président congolais a réaménagé son gouvernement en ramenant dans ses rangs deux poids lourds de l'opposition et fragilisant ainsi les potentielles alliances qui se profilaient à l'horizon. Jean-Pierre Bemba et Vital Kamerhe ont accepté de faire équipe avec le président sortant. Et tout laisse croire que lors de la présidentielle de décembre 2023, ces trois personnalités vont également cheminer ensemble.

Alors que Jean-Pierre Bemba a été nommé vice-Premier ministre, ministre de la Défense, Vital Kamerhe a été promu vice-Premier ministre, ministre de l'Economie. Deux postes stratégiques au regard du contexte actuel du pays. Il revient ainsi à l'ancien vice-président de la République et ancien bagnard de La Haye de combattre le M23 qui met à mal la paix dans l'Est du pays, cause des tensions avec le voisin rwandais. L'ancien directeur de cabinet du chef de l'Etat quant à lui, tombé en disgrâce pour une affaire de détournement de deniers publics avant d'être acquitté par la suite, a la lourde mission de relancer l'économie suffocante du pays.

Le choix de Félix Tshisekedi porté sur ces deux personnalités est pour de nombreux observateurs un coup politique de premier plan. En effet, les deux nouveaux ministres sont bien ancrés sur la scène politique congolaise. Candidat à la présidentielle d'octobre 2006, Jean-Pierre Bemba est arrivé en deuxième position avec 41,95 % des voix derrière Joseph Kabila. Et il doit ce score à l'Equateur, sa région d'origine, mais également à Kinshasa, et le Bas-Congo où il est continue de jouir d'une bonne cote auprès des masses populaires. Vital Kamerhe reste également un acteur incontournable. L'ancien président de l'Assemblée nationale qui a décidé de se retirer en 2018 pour faire alliance avec l'actuel locataire du palais de la Nation reste populaire dans son Sud-Kivu natal. Le président de l'Union pour la nation congolaise (UNC) conserve un grand ancrage dans cette partie de la RDC où il reste très écouté au sein de la jeunesse et de la gent féminine. Et il serait une nouvelle fois d'un appui considérable à Félix Tshisekedi.

Par ailleurs, en dehors de Bemba et Kamerhe, une autre personnalité d'envergure intègre le nouveau gouvernement. Antipas Mbusa Nyamwisi rejoint le camp Tshisekedi. Il avait été par le passé un allié de Joseph Kabila puis membre de la coalition Lamuka. L'ancien chef rebelle a été nommé ministre d'État, chargé de l'Intégration régionale. Le président compte assurément sur son poids électoral dans l'Est du pays. En outre, il est un fin connaisseur des groupes armés.■



AFRIC TALENTS
Des managers pour l'Afrique

AFRIC SEARCH

AFRICAN BUSINESS CLUB

ESCP BUSINESS SCHOOL

SEMAINE DE LA MOBILITE, DU RECRUTEMENT ET DE L'ENTREPRENEURIAT POUR L'AFRIQUE

4 JOURS pour Recruter, Echanger & Entreprendre.









10 MAI 2023 | **HÔTEL HILTON CNIT PARIS LA DEFENSE** — Hilton

11 MAI 2023 | **ASAFO & CO PARIS CHAMPS ELYSEES** — ASAFO & Co

12-13 MAI 2023 | **ESCP CAMPUS DE RÉPUBLIQUE**

Union africaine

La gouvernance toujours en question

L'Organisation panafricaine brille par une absence de leadership qui remet en cause sa pertinence et plombe son efficacité. Mais elle n'est pas aidée par les résistances politiques persistantes des États et des divisions chroniques dans la prise des décisions.

Par Georges Aureole BAMBA

Lors de son discours à l'occasion du 36e sommet de l'Union africaine (UA) en février dernier en Éthiopie, le président de la Commission de l'Organisation panafricaine a lui-même fait le triste constat d'une Union qui pêche encore par un ensemble de dysfonctionnements. Jetant un regard rétrospectif sur le 60e anniversaire de la création de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), le 20e anniversaire de l'Union africaine (UA) et la première décennie de l'agenda 2063, Moussa Faki Maha-



mat a déploré un ensemble de carences qui plombent la bonne marche de l'institution. *« Après six années passées à la tête de la Commission, j'ai mesuré la complexité ainsi que les limites de l'Exécutif continental qui dispose –avouons-le- de peu de marge pour mettre en œuvre les décisions arrêtées par la Conférence. Je suis arrivé à la conclusion que nous ne faisons pas assez pour réaliser les grandes ambitions qui ont présidé à la création de notre Organisation et, de manière générale, pour sortir du cercle vicieux de la dépendance, du sous-développement, de l'éparpillement et des déficits patents d'intégration. N'ayons pas peur de le dire, nous mettons beaucoup d'enthousiasme dans l'élaboration de grands projets pour l'Afrique, dans la prise de certaines décisions, mais, malheureusement beaucoup moins de soins à leur réalisation simplement par défaut de volonté politique agissante. Cette rupture entre paroles et actes est le principal facteur de désaffection des populations vis-à-vis de l'Organisation continentale»*, regrette-t-il. L'orateur a dénoncé l'individualisme et l'égoïsme de certains États qui mettent à mal la solidarité continentale. *«Le phénomène est aggravé par la prévalence des intérêts nationaux, cristallisant chaque jour un peu plus les divisions et les clivages, affaiblissant ainsi les élans dans la construction d'une Afrique parlant d'une seule voix, intégrée, forte et prospère. Je n'évoquerai que quelques actes fondateurs qui peinent à se réaliser du fait de cette absence de volonté politique : la libre circulation de*

«Après six années passées à la tête de la Commission, j'ai mesuré la complexité ainsi que les limites de l'Exécutif continental qui dispose –avouons-le- de peu de marge pour mettre en œuvre les décisions arrêtées par la Conférence.»



© DR



personnes et des biens, le passeport africain, la création des institutions financières, le marché unique du transport aérien en Afrique, le lancement des grands chantiers d'infrastructures intégratrices », poursuit Moussa Faki Mahamat.

Union imparfaite

Cette sortie du patron administratif de l'UA met clairement en lumière les désaccords encore trop nombreux entre les États membres de cette Organisation qui peine à s'affirmer face aux diverses crises auxquelles le continent est confronté. Les putschs sont notamment légion comme moyen d'accession au pouvoir dans de nombreux pays. Face à cela, l'UA est quasi impuissante, en dépit de textes répressifs qui existent. Mais à l'évidence, l'union tant rêvée n'est que déclarative. Elle peine par exemple à prendre une position commune et ferme vis-à-vis des régimes putschistes du Burkina Faso, de la Guinée et du Mali. *« Je voudrais saisir ici l'occasion pour poser clairement la question des sanctions imposées aux États membres, suite à des changements non constitutionnels de gouvernements. À l'évidence, ces sanctions ne semblent pas produire les résultats escomptés. Bien au contraire, elles suscitent la défiance des États concernés et paraissent sanctionner davantage les populations et impacter négativement les économies des pays visés. Il me paraît nécessaire de réexaminer le système de résistance aux changements non constitutionnels pour le rendre plus efficace contre le mal et plus soucieux des conditions économiques et sociales des populations. C'est sans doute l'un des angles sous lequel la réforme du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine doit être sérieusement envisagée »*, souligne Moussa Faki Mahamat.

Le dernier sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'UA est venu mettre en lumière la persistance des difficultés qui altèrent son efficacité et l'atteinte de ses objectifs. Les contre-performances de l'Institution panafricaine sont à la fois le fait de ses faiblesses institutionnelles et administratives, et davantage, la conséquence de la grande influence que des facteurs externes continuent à avoir sur son fonctionnement. L'imbroglio né de la présence à ses assises de Sharon Bar-li, directrice adjointe du ministère israélien des Affaires étrangères pour l'Afrique, est assez illustratif. Jusqu'ici, on ignore toujours qui l'a invitée et quel était l'objet de sa présence à ce sommet.

L'absence de leadership se manifeste également dans le règlement de certaines crises où l'Union africaine peine à parler d'une même voix. Celle-ci n'est pas assez claire au sujet des accusations de la République démocratique du Congo (RDC) contre le Rwanda sur son soutien réel ou non au M23, mouvement rebelle présenté comme déstabilisateur de l'Est du pays. Les deux mécanismes de recherche de la paix et de la réconciliation dans cette région mis en place par l'UA et conduits par le président angolais, Joao Lourenço, et l'ancien président kényan, Uhuru Kenyatta, tardent à porter des fruits. D'autant plus que les tensions persistent entre les deux voisins et les forces du chaos ne sont toujours pas démobilisées.

Face à cette impasse, l'organisation panafricaine affiche son impuissance et n'arrive pas à frapper du poing sur la table en sanctionnant les fauteurs de troubles et leurs soutiens qui mettent à mal la paix. *« En dehors des divisions apparues lors de la condamnation d'au moins quatre pays où le pouvoir a été acquis par des moyens anticonstitutionnels, la résurgence des affrontements dans l'Est de la RDC, et les accusations lancées par contre ce pays et le Rwanda,*



apparaissent comme de nouveaux points de discorde au sein de l'UA. Également en interne, des luttes d'influence ont lieu, malheureusement celles-ci mettent encore trop en avant la défense des intérêts individuels, qu'ils soient stratégiques, économiques ou géopolitiques», regrette Christian Pout, ministre plénipotentiaire, président du Think Tank CEIDES, directeur du séminaire de Géopolitique Africaine, Catholic Institute of Paris.

Pour ne rien arranger, l'une des faiblesses de l'UA est sans doute le fait que certains États ne sont pas à jour en ce qui concerne leurs contributions. Selon les statistiques, près de 40% d'États membres ne versent pas régulièrement leurs contributions.

Une insolvabilité criarde

Pour ne rien arranger, l'une des faiblesses de l'UA est sans doute le fait que certains États ne sont pas à jour en ce qui concerne leurs contributions. Selon les statistiques, près de 40% d'États membres ne versent pas régulièrement leurs contributions. Une défaillance préjudiciable au bon fonctionnement de l'Organisation. « Elle pousse d'ailleurs à s'interroger sur la vision et les attentes que les États ont de l'UA. Pour l'exercice 2023, le budget de l'UA a été arrêté à Lusaka en juillet 2022 lors de la 41e session ordinaire du Conseil exécutif à la somme de 654,8 millions de dollars. Soit un financement de 67% par les États membres. Il me revient que pour réduire drastiquement l'hyper-dépendance de



l'UA à l'égard des partenaires étrangers et résoudre ses problèmes liés à ses faibles capacités de mobilisation des ressources financières, un mécanisme de prélèvement dévolu à chaque État avait été mis sur pieds au Rwanda. La décision de financement de Kigali prévoyait de prélever 0,2% sur les importations admissibles afin de contribuer au financement de l'UA », lance Christian Pout. Jusqu'ici, ni ce mécanisme, ni ses mesures complémentaires ne sont totalement mis en œuvre. *« Le chantier prioritaire pour l'UA doit donc être de sensibiliser les États et de leur apporter au besoin, une assistance technique pour les aider à institutionnaliser le mécanisme au niveau national auprès des services douaniers. La pérennité du financement de l'UA est aussi tributaire de la capacité du continent à générer et canaliser sur son sol, un certain niveau de ressources financières et monétaires. Cela passe inéluctablement par la mise sur pied d'institutions dont la création était prévue par le traité d'Abuja adopté en 1991, et l'article 19 de l'Acte constitutif de l'Union africaine, adopté en 2000, telles que la Banque centrale africaine (ACB) au Nigéria, le Fonds monétaire africain (AMF) au Cameroun, la Banque africaine d'investissement (AIB) en Libye et la Pan-African Stock Exchange »*, suggère-t-il. À l'insolvabilité des États, s'ajoute l'indélicatesse de certains fonctionnaires de l'Union africaine qui ne brillent pas toujours par une orthodoxie dans la gestion des ressources mises à disposition. Plusieurs d'entre eux sont régulièrement rappelés à l'ordre pour mauvaise utilisation des fonds qui leur sont alloués pour leurs missions.▪

Le chantier prioritaire pour l'UA doit donc être de sensibiliser les États et de leur apporter au besoin, une assistance technique pour les aider à institutionnaliser le mécanisme au niveau national auprès des services douaniers. La pérennité du financement de l'UA est aussi tributaire de la capacité du continent à générer et canaliser sur son sol, un certain niveau de ressources financières et monétaires.



Par Serge Mathias Tomondji

Démocratie en Afrique : sous le réverbère du Sénégal et du Togo

2023. Une année qui sonne bon le 63e anniversaire du soleil des indépendances de l'Afrique noire francophone, inauguré le 1er janvier dernier avec le Cameroun. À l'honneur pour ce mois d'avril, et avant le bal des aoûtiens, le Sénégal et le Togo, dansent le tango des 63 années d'indépendance, marquées par des errements, des turpitudes et des turbulences divers. Et si le Sénégal reste l'un des seuls pays — avec le Cap-Vert — à n'avoir pas connu les spasmes politiques consécutifs aux coups d'État en Afrique de l'Ouest, il n'en demeure pas moins que la patrie de Lat Dior enregistre, ces dernières années, d'inquiétants accès de fièvre sociopolitique.

La commémoration, le 4 avril 2023, du 63e anniversaire de l'indépendance du Sénégal intervient ainsi dans un climat heurté, entretenu par des violences politiques et des défiances sociales fortes, exacerbées par le débat autour d'une éventuelle troisième candidature — d'un troisième mandat — de l'actuel président, Macky Sall, à la magistrature suprême. Le débat est rude, d'autant que la scène n'est pas nouvelle, qui imprime le remake d'une dramaturgie vieille de… onze ans ! Macky Sall, qui était alors dans les rues de Dakar, en 2012, pour contester la troisième candidature de son prédécesseur, Abdoulaye Wade, peut-il décemment se prévaloir aujourd'hui de cette *« jurisprudence Wade »* pour briguer un nouveau mandat à la tête de l'État sénégalais ?

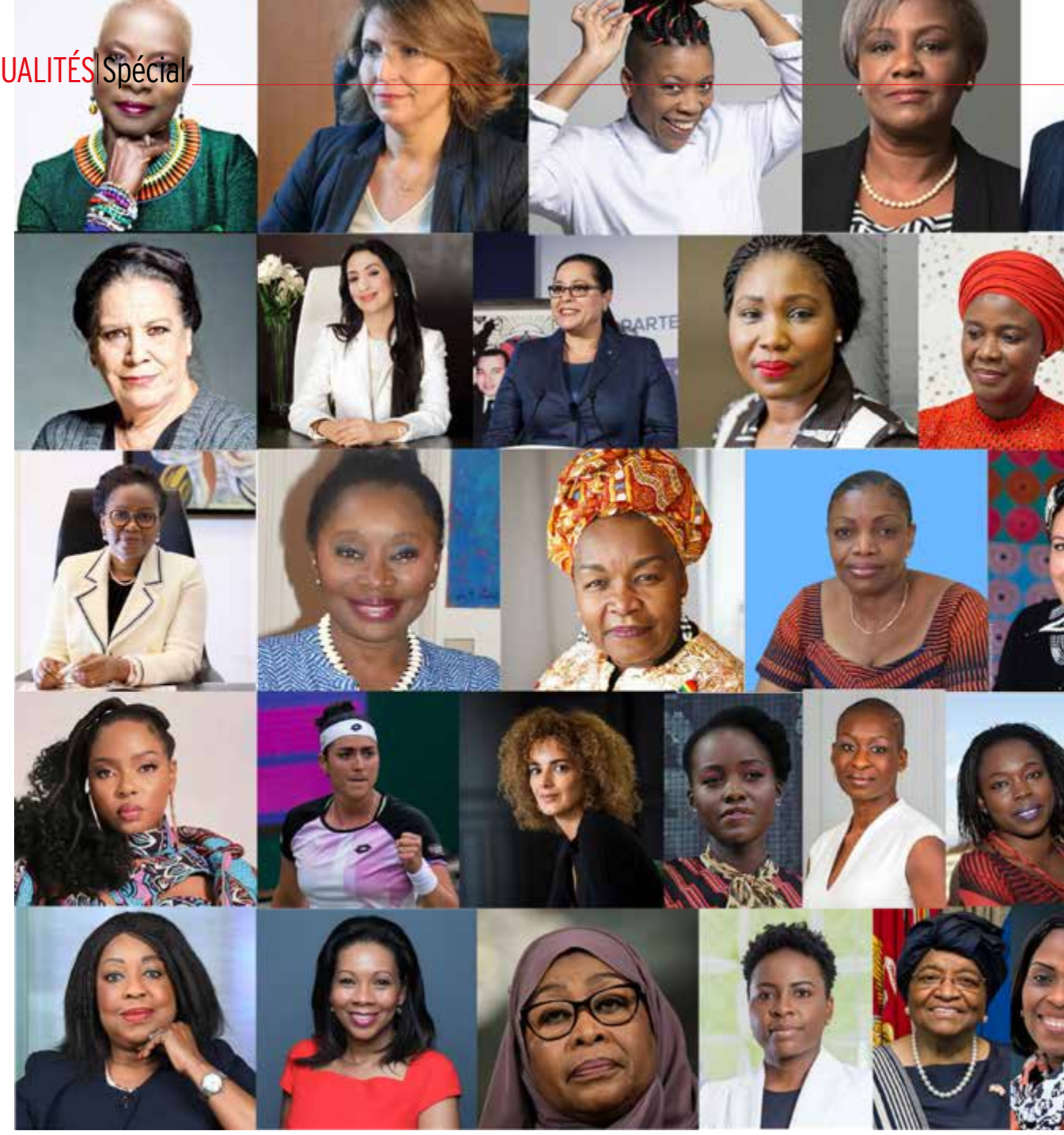
> **Macky Sall, qui était alors dans les rues de Dakar, en 2012, pour contester la troisième candidature de son prédécesseur, Abdoulaye Wade, peut-il décemment se prévaloir aujourd'hui de cette « jurisprudence Wade » pour briguer un nouveau mandat à la tête de l'État sénégalais?**

En tout état de cause, le principal concerné est sorti récemment de sa réserve, indiquant que le débat juridique est « tranché depuis longtemps », le Conseil constitutionnel ayant estimé que son premier mandat — le septennat entamé en 2012 — était hors de portée de la réforme constitutionnelle qu'il a initiée en 2016, et qui a notamment validé un quinquennat renouvelable une fois comme durée du mandat présidentiel.

La cause est donc purement politique, et Macky Sall le reconnaît ! Maintenant, va-t-il y aller ou pas ? Les trompettes indiquent que oui, même si lui répond, ambigu à souhait, que « je ferai savoir ma position le moment venu ». La question n'est donc plus de savoir si Macky Sall cèdera aux chants des sirènes, mais plutôt si sa possible nouvelle candidature, fortement controversée, inscrira tout de même le Sénégal dans la dynamique du rayonnement politique et démocratique qui en fait un phare au milieu des tempêtes africaines actuelles.

On scrutera ainsi avec minutie les mots que le président sénégalais voudra bien mettre sur les maux de son pays, au moment de la commémoration, le 4 avril, du 63e anniversaire de l'indépendance. On écoutera Macky Sall plutôt deux fois qu'une, surtout que la crise politique qui mine la société sénégalaise se cristallise avec l'équation Ousmane Sonko, candidat déclaré à la présidentielle de 2024. Sans compter qu'on attend un geste fort du chef de l'État, récemment président de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine, pour apaiser la turbulente situation sociopolitique que traverse actuellement le pays.

Au Togo en revanche, on ne parle pas encore d'élection présidentielle, attendue pour 2025, mais plutôt de régionales qui devraient se tenir cette année. Initialement prévues pour 2022, ces consultations, annoncées le 27 avril de l'année dernière par le président Faure Gnassingbé, viendraient ainsi conclure le processus de décentralisation engagé en 2019 avec l'organisation des municipales. Le chef de l'État togolais devrait donc logiquement en reparler à l'occasion de la commémoration, le 27 avril prochain, du 63e anniversaire de l'indépendance du Togo, dans un contexte où l'opposition, quasi-inexistante, continue de chercher ses marques… ■



Leadership

100 Africaines d'influence

Dossier réalisé par Simon Pierre ETOUNDI, Vanessa ITGNIA, Georges Auréole BAMBA, Anne Priscille KOUBITEB et Larissa NDJAKOMO

Chaque année, le 8 mars, le monde entier fait un arrêt pour rendre hommage aux femmes. En effet, en 1977, l'Organisation des Nations Unies (ONU) a adopté une résolution pour inviter chaque pays de la planète à consacrer une journée à la célébration des droits des femmes et de la paix internationale.

Mais au-delà de cette célébration symbolique, personne ne doute que les femmes occupent une place de choix dans la société. A travers les âges et aux quatre coins du globe, les femmes s'imposent, par leur génie, leur bravoure et leur sens des responsabilités.



En Afrique notamment, le rôle prépondérant des femmes est de plus en plus reconnu. Et elles sont nombreuses, ces femmes d'Afrique et de sa diaspora qui dans leur domaine d'activités, s'illustrent au quotidien pour apporter leur contribution positive à la bonne marche du monde. Votre magazine a décidé de mettre en relief quelques profils de femmes d'Afrique et de sa diaspora.

Pour ce faire, nous avons procédé à une sélection sur la base de critères (compétence, rayonnement dans la société et impact auprès d'un public conséquent) propres à la rédaction. Et parce qu'il s'agit de choix, l'échantillon pris n'est pas infaillible. Mais l'idée est de mettre en lumière dans différents domaines, quelques figures qui rayonnent et qui par la force des choses ont un impact sur l'opinion publique dans leurs pays respectifs et même au-delà.

Dans ce classement, nous avons délibérément pris le parti de ne pas y insérer des épouses de chefs d'Etat en fonction, dont certaines ne manquent pas de mérite, notamment en s'investissant dans des actions caritatives et d'encadrement des jeunes, des malades ou des démunis.

A contrario des ex premières dames ont trouvé grâce à nos yeux et figurent dans notre liste. Elles ont su transcender la fonction de leurs époux respectifs pour s'affirmer par elles-mêmes. En dehors de cette catégorie de femmes, notre sélection se veut la plus inclusive possible, en tenant en compte les diverses sensibilités linguistiques, culturelles et géographiques du continent. In fine, il ne s'agit pas d'un classement au mérite parmi les *« élues »*. Il s'agit simplement d'un échantillon de ce que peut être la dynamique féminine en Afrique et dans la diaspora.■

Marufatu Abiola Bawuah



Personnalité inspirante, elle fait l'unanimité dans le domaine de la banque commerciale et de la finance en Afrique. Depuis le 26 janvier 2023, Marufatu Abiola Bawuah est la nouvelle Présidente Directrice générale du groupe bancaire United Bank of Africa (UBA) présent dans une vingtaine de pays africains, au Royaume-Uni, aux Etats- Unis, en France et aux Emirats arabes unis. C'est la première femme à occuper ce poste. Elle est en charge de toutes les opérations de la Banque sur le continent. Cette Ghanéenne a fait son entrée au sein du groupe bancaire en 2013. Avant UBA, cette quinquagénaire est passée par plusieurs entreprises basées au Ghana. (Bentshi-Enchil, Strategic African securities, CalBank, Standrad chartered Bank, Zenith Bank).

Kemi Adetiba



A Nollywood, Kemi Adetiba fait partie du très select cercle des réalisatrices à succès. On lui doit les blockbusters *«The Wedding Party»*, *«King Of Boys » ou la série « King Of Boys : The Return»*, entre autres. Ces trois productions ont particulièrement marqué l'histoire du cinéma nigérian à travers leurs recettes en salles et le nombre de vues sur les plateformes de streaming. Kemi Adetiba a su mettre tout le monde à ses pieds avec ses magnifiques films à la qualité technique irréprochable. Elle est l'une des rares africaines à avoir des fictions diffusées sur Netflix, BET, Channel O, MTV Base, Sound City TV et bien d'autres. En dehors du cinéma, la *«Reine de Nollywood»* a fait valoir ses talents technico-artistiques dans la musique. Elle compte à son actif des dizaines de vidéoclips. Elle a travaillé avec les stars de la musique urbaine nigériane comme Banky W., Wizkid, Tiwa Sawage et Omawumi, entre autres.

Marie-Laure Akin-Olugbade



La vice-Présidente par intérim du Groupe de la Banque africaine de développement (BAD) est une des femmes les plus influentes du continent. Elle a fait l'essentiel de sa carrière au sein de cette institution multilatérale de développement. Elle est actuellement en charge du développement régional, de l'intégration et de la prestation des services. Elle veille à ce que la Banque mène à bien ses activités dans les pays membres régionaux et supervise la mise en œuvre globale de tous les aspects des directions régionales de l'institution.

Yemi Alade



C'est une des plus grandes stars de l'afro-pop, donnant des concerts dans le monde entier. Sa carrière musicale a décollé lorsqu'elle a signé avec Effyzzie Music Group en 2012. Depuis lors, elle a multiplié des tubes dont *«Johnny»* qui a lancé sa carrière en mars 2014. C'est la première star afro-pop à dépasser les 100 millions de vues sur Youtube. Elle a été sacrée deux fois, meilleure interprète féminine en 2015 et 2016 par les MTV Awards de la musique africaine. Yemi Alade est par ailleurs connu et apprécié pour ses chorégraphies pêchues et son goût pour les parures et tenues ethniques qui valorisent l'art et la culture du continent. Elle n'hésite pas à traduire ses chansons dans plusieurs langues du continent pour délivrer son message au plus grand nombre de personnes.

Djaili Amadou Amal



Femme de lettres, survivante des mariages précoces et des violences conjugales, l'écrivaine militante et féministe camerounaise se distingue dans ses écrits par des sujets liés à la condition de la femme dans la zone du Sahel. Ses livres connaissent un franc succès. Son premier roman *«Walaande, l'art de partager un mari»* lui a permis d'obtenir le prix du jury de la fondation Prince de Claus à Amsterdam. Avec son 3e ouvrage *«Munyal, les larmes de la patience»* elle est lauréate du prix de la presse panafricaine de littérature et le premier prix orange du livre en Afrique. Djaili Amadou Amal a remporté le 33e prix Goncourt des lycéens avec le roman «les impatientes».

Solange Amichia



Solange Amichia est la directrice générale du centre de promotion des investissements en côte d'ivoire (CEPICI). Cette manager émérite a une solide connaissance du secteur privé et de ses défis. Elle est experte en pilotage de projets, en conception de systèmes d'information et en promotion de l'investissement. Dans le social, elle est vice-présidente de l'institution DELEYAM, une fondation pour la citoyenneté active engagée sur des programmes comme le mécénat de compétences par exemple.

Tobi Amusan



Appelez-la, Golden Lady ! Tobi Amusan est une athlète multi primée. Spécialiste du 100 mètres haies, elle a été sacrée championne du monde à Eugene en 2022. Elle a même établi un nouveau record du monde de cette discipline. Avant sa consécration mondiale, Tobi Amusan avait déjà remporté deux médailles d'or aux championnats d'Afrique à Maurice, sur 100 m haies et 4 x 100 m en 2022. En 2018, elle a aussi remporté la médaille d'or du 100 m haies lors des Jeux du Commonwealth de Gold Coast, en Australie. A ce jour, c'est la première athlète du Nigéria à devenir champion du monde en athlétisme.

Lynda Aphing-Kouassi



Après une carrière confortable et une solide expérience de 15 ans dans le secteur de la banque et des finances, au Royaume Uni, elle décide de mettre ses compétences au service du continent. Diplômée en Management et Finances de la prestigieuse université anglaise de Hull, Lynda Aphing-Kouassi, se met à son propre compte et crée en 2015 le cabinet international Kaizene pour contribuer au développement du continent africain. Spécialisé dans le renforcement de capacités et l'organisation de conférences institutionnelles, le cabinet Kaizene s'est depuis lors forgé une solide réputation sur le marché de la formation et du soutien aux PME en Côte d'Ivoire et sur le continent.

Kanayo Awani



C'est une pionnière. C'est la première femme à être nommée vice-présidente de la banque d'import-export africaine, Afreximbank. Elle est notamment chargée du commerce intra-africain et des engagements de mise en œuvre de la Zlecaf, zone de libre échange africaine. Ses compétences et son expérience de plus de 30 années dans le secteur financier et bancaire ont valu à Kanayo Awani le prix de la femme de l'année 2022 au cours de l'Africa Financial Industry Summit, le rendez-vous annuel du secteur financier panafricain.

Ibukun Awosika



C'est une femme multidimensionnelle qui ne se fixe aucune limite et qui croit en la capacité des femmes à jouer un rôle majeur dans la société. En tout cas, à titre personnel son leadership et son esprit d'entrepreneuriat ne se discutent pas. Elle est présidente et membre de divers conseils d'administration d'entreprises et d'organisations dans le monde entier. Elle a été la première femme présidente de la First Bank of Nigeria. Pour la prochaine génération de chefs d'entreprise, elle a lancé les séries 360 Executive Coaching et The Life Series. Elle siège en ce moment au conseil mondial de Binance, la plateforme d'échange de cryptomonnaies.

Adama Ba Konaré



Écrivaine engagée, Adam Ba Konaré est auteure de plusieurs ouvrages. Elle est aussi titulaire d'un doctorat en histoire de l'université de Varsovie en Pologne. Suite au discours de Dakar tenu par Nicolas Sarkozy en 2007, elle a produit avec un collège d'historiens africains, un recueil d'extraits de textes scientifiques historiques sur l'Afrique et l'histoire africaine, intitulé "Petit précis" de remise à niveau sur l'histoire africaine à l'usage du président Sarkozy. Elle est l'épouse d'Alpha Oumar Konaré, président du Mali de 1992 à 2002. Adama Ba Konaré est l'initiatrice de la création du musée de la Femme Muso Kunda à Bamako et en assure la présidence.

Ève Bazaiba Masudi



C'est une figure majeure de la scène politique congolaise depuis de nombreuses années. Elle occupe en ce moment les fonctions de Vice-première ministre, ministre de l'Environnement et du Développement durable de la République Démocratique du Congo. Elle a été pendant longtemps parlementaire (sénatrice et députée nationale) Elle fait ses premiers pas en politique en 1988 comme militante de l'UDPS, le parti du chef de l'Etat congolais Félix Tshisekedi. Elle a notamment participé en 2002 aux pourparlers de Sun City, qui ont permis de mettre en place le Gouvernement de Transition ayant conduit aux élections de 2006, les premières de l'histoire du pays et de l'avènement de la Troisième République.

Calixthe Beyala



L'écrivaine franco-camerounaise ne laisse personne indifférent. Son bagout n'a d'égale que son inspiration qui lui a valu d'être une autrice prolifique. Depuis plusieurs décennies, elle aligne les titres de romans dont plusieurs ont été récompensés. Elle a notamment reçu le Grand Prix du roman de l'Académie française pour Les Honneurs perdus (Albin Michel, 1996). Même sa condamnation en 1996 pour plagiat n'a pas réussi à ternir son aura. Elle utilise sa popularité pour s'engager dans des actions politiques, n'hésitant pas à fustiger les tares et les dysfonctionnements de la démocratie en Afrique, ou encore les inégalités sociales en France.

Wided Belhouchet



C'est la première femme algérienne à occuper le poste de PDG d'une compagnie d'assurance, à savoir la Compagnie d'Assurance des Hydrocarbures (CASH). Sa société emploie plus de 640 employés et représente 8% du marché de l'assurance en Algérie. Très régulièrement, Wided Belhouchet figure dans le classement du magazine américain Forbes, consacré aux femmes d'affaires les plus puissantes au Moyen-Orient.

Meriem Bensaleh-Chaqroun



Copropriétaire et directrice de la puissante holding familiale Holmarcom depuis 1989, qui est l'un des plus grands acteurs économiques au Maroc, elle figure régulièrement dans tous les classements des femmes les plus influentes du business en Afrique. Elle a été la première femme à diriger le principal syndicat patronal marocain, la confédération générale des entreprises du Maroc (CGEM) de 2012 à 2018. Elle dirige depuis près de 23 ans la société Les Eaux Minérales d'Oulmès, Sidi Ali, Société présente en bourse depuis 1943, leader incontesté de la production, la commercialisation et la distribution d'eaux minérales au Maroc. Elle siège également au Conseil d'administration de plusieurs entreprises au Maroc et à l'étranger.

Marie-Roger Biloa



La présidente-directrice générale du groupe de presse Africa International Média Group occupe une place à part dans l'univers des médias en Afrique. C'est l'une des plus anciennes et l'une des rares femmes patron de presse. Elle est la promotrice de MRB Networks dont l'objectif est d'enrichir l'offre médias sur le continent et proposer un contenu axé sur l'éducation, la science et le digital. C'est également une éditorialiste et consultante reconnue notamment sur les questions de politiques publiques et d'intelligence économique en Afrique. Elle est auteure et réalisatrice. Une vraie femme de culture.

Amira Bouraoui



L'ancienne gynécologue est une militante bien connue de la scène politique franco-algérienne. Fille d'un haut gradé de l'armée algérienne, elle a marqué les esprits en 2014 sous la casquette de leader du « Mouvement Barakat » qui s'opposait à un quatrième mandat de l'ex-président Abdelaziz Bouteflika. A la suite du « Mouvement Barakat », elle a rejoint le mouvement de protestation populaire « Hirak » qui a conduit l'ancien président Bouteflika à la démission. Ses prises de position ont valu de nombreuses condamnations à l'activiste et animatrice radio. Elle a notamment été condamnée à deux ans de prison ferme pour « offense à l'islam » et à la même peine pour « atteinte à la personne du président de la République ». Amira Bouraoui a fini par quitter dans des conditions rocambolesques l'Algérie pour la France, provoquant rien de moins qu'une crise diplomatique entre les deux pays.

Tanella Boni



C'est une auteure majeure de la poésie africaine contemporaine. Elle est romancière, philosophe, poète, professeure émérite à l'Université Félix-Houphouët-Boigny d'Abidjan. On lui doit des dizaines d'œuvres littéraires qui portent notamment sur la manière dont les femmes et les hommes peuvent vivre « en humains » et conserver leur dignité face à la violence. Membre de l'Académie mondiale de la Poésie, elle est aussi auteure de livres pour enfants. Ambassadeur de la littérature africaine, des Arts et d'un renouveau africain basé sur le dialogue et la tolérance, la native d'Abidjan a reçu le Prix Ahmadou-Kourouma en 2005 pour le roman « Matins de couvre-feu » et le Prix international de poésie Antonio Viccaro en 2009 lors du Festival international de poésie de Trois-Rivières au Canada, ainsi que le Prix d'excellence pour la littérature remis par la Présidence de la République ivoirienne en 2017. A ces distinctions, s'ajoute la médaille de bronze du prix Théophile-Gautier de l'Académie française en 2018 pour le recueil de poèmes « Là où il fait si clair en moi ».

Hemley Boum



C'est une passionnée des lettres et de l'écriture. Mais elle a pris du temps pour endosser le costume d'écrivaine. Après sa formation en anthropologie, elle s'est spécialisée dans le commerce international. Mais elle a été rattrapée par le virus de l'écriture qui lui a permis jusqu'ici de produire 4 romans. Son troisième roman Les Maquisards, qui a été couronné en 2016 par le Grand Prix littéraire de l'Afrique noire, a permis à Hemley Boum de se faire connaître du grand public.

Somachi Chris-Asoluka



Madame la Chief Executive Officer (CEO) ! C'est par ce titre qu'on appelle Somachi Chris-Asoluka depuis le début de l'année 2023, suite à sa nomination à la tête de la Fondation Tony Elumelu. Elle doit sa fonction à sa riche expérience acquise au sein de cette organisation philanthropique qui autonomise les jeunes entrepreneurs des 54 pays africains. Elle a été tour à tour responsable de la recherche de la Fondation, responsable des politiques et des relations extérieures et, plus récemment, directeur des partenariats et de la communication. Avant de rejoindre la Fondation, Somachi Chris-Asoluka a roulé sa bosse à la Division de la gouvernance d'entreprise et des finances de Phillips Consulting Limited, entre autres.

Henriette Rose Dagri Diabaté



C'est une historienne de formation. Et elle a écrit l'histoire de la Côte d'Ivoire moderne par son engagement politique. Elle est membre fondateur et militante du Rassemblement des Républicains (RDR), parti d'opposition d'alors créé en 1994. Elle est aujourd'hui membre du RHDP, la mouvance présidentielle et occupe les fonctions de Grand chancelière des ordres nationaux de Côte d'Ivoire, après avoir été plusieurs fois ministre. Elle est par ailleurs membre- fondateur de l'Institut d'Histoire d'Art et d'Archéologie africains (IHAAA) et membre- fondateur de l'Association des historiens africains.

Vera Daves De Sousa



Cette diplômée en économie de l'Université catholique d'Angola (UCAN) est une référence dans son pays dans le domaine de la finance. Elle possède plusieurs certificats en finance, gestion et leadership et est co-auteure d'un livre sur les finances publiques. Elle a dirigé la Commission des marchés et des capitaux (CMC) d'Angola et officie comme commentatrice économique dans plusieurs programmes médiatiques. Grâce à cette exposition médiatique et à ses compétences, elle a intégré le gouvernement angolais d'abord comme secrétaire d'État aux Finances et au Trésor et aujourd'hui comme ministre des Finances. C'est la première femme à occuper ce poste dans son pays.

Nkosazana Dlamini-Zuma



C'est une femme destinée à diriger. Entre 2012 et 2017, elle a occupé le poste de présidente de la Commission de l'Union africaine. Elle a ainsi été la première femme à piloter l'organisation panafricaine. Après son départ de la tête de la Commission de l'UA pour raisons personnelles, Nkosazana Dlamini-Zuma est rentrée servir son pays. Elle est actuellement, Ministre à la Présidence pour les Femmes, la Jeunesse et les Handicapés. Sous les différentes administrations en poste depuis le retour de la démocratie en Afrique du sud, elle a toujours fait partie du gouvernement. Et certains observateurs la voient même briguer dans le futur, la magistrature suprême dans son pays.

Rokhaya Diallo



Elle est française d'origine sénégalaise, journaliste, écrivain et militante. Son action s'inscrit dans la lutte contre le racisme. En 2013, le magazine Slate l'a classée parmi les 100 Françaises les plus influentes. Elle fait partie des 30 personnalités noires les plus influentes d'Europe selon le classement britannique Powerful Media. Rokhaya Diallo a créé Indivisibles, une organisation qui lutte contre la discrimination raciale. Elle est co-auteure de plusieurs publications sur le racisme. Elle est aussi réalisatrice et productrice à la télévision. Rokhaya Diallo a notamment produit pour la chaîne de télévision France Ô, le documentaire Les Réseaux de la haine, qui aborde le discours haineux et la liberté d'expression sur les réseaux sociaux.

Fatou Diome



Cette écrivaine et essayiste franco-sénégalaise ne laisse personne indifférent. Auteure prolifique et à succès, elle dépeint avec conviction la société moderne, non sans faire des incursions dans l'histoire pour mieux étayer ses thèses. Elle brille surtout par des prises de position iconoclastes qui font d'elle une cliente très demandée par les médias notamment en Occident. Elle assume pleinement sa négritude et sa citoyenneté française et n'hésite pas à fustiger le racisme de certains de ses concitoyens (français) et la tendance à la victimisation des Africains. C'est une ardente avocate du métissage culturelle !

Aminata Dramane Traoré



Le terme multitâche sied parfaitement à Aminata Dramane Traoré. Ecrivaine et chercheure en sciences sociales, l'ancienne ministre de la Culture et du Tourisme du Mali est une femme politique engagée qui se déploie contre le libéralisme, qu'elle considère comme responsable du maintien de la pauvreté en Afrique. Elle a coordonné les activités du Forum pour un autre Mali et était responsable de l'organisation du troisième volet à Bamako du Forum social mondial polycentrique en 2006, entre autres. Elle a également participé à la conférence internationale « Bandung du Nord », organisée par le Decolonial International Network afin de *« questionner la mémoire coloniale »*. Aux côtés d'une cinquantaine d'intellectuels, elle publie une déclaration demandant l'ouverture d'un débat populaire et inclusif sur la réforme du Franc CFA. C'est une activiste acharnée qui prône un changement de mentalité des Africains pour prendre leur destin en mains et fustige l'impérialisme sous toutes ses formes.

Nadine Ebelle Kotto



Présidente-directrice générale (PDG) de MQash, une fintech spécialisée dans la fourniture de solutions de marché innovantes dans l'industrie du paiement. Elle met en relief la capacité des entreprises d'atteindre des investisseurs du monde entier. Elle est une consultante reconnue de la Banque mondiale sur les questions d'inclusion financière en Afrique. Avec divers acteurs clés de l'écosystème des services financiers, elle œuvre pour le développement des fintech afin d'accélérer l'innovation et l'accès financier. Nadine Ebelle Kotto est par ailleurs une passionnée d'art qui a organisé plusieurs expositions dans diverses capitales africaines.

Denise Epoté



C'est une journaliste émérite. Elle a été formée au Cameroun, son pays où elle a été la première présentatrice du journal à la télévision nationale. En 1994, elle a rejoint TV5 où elle officie encore. Elle y présente un magazine hebdomadaire *« Et si vous me disiez toute la vérité »* et sur RFI, une chronique *« Les têtes d'affiche de Denise Epoté »* Son talent et ses compétences lui ont valu de nombreuses distinctions. Elle est en ce moment la directrice marketing de TV5 Monde et PCA de TV5 Monde USA et de TV5 Monde Amérique latine, après près de 15 ans passés à la direction Afrique de la chaîne.

Rebecca Enonchong



C'est une figure de proue de l'entrepreneuriat numérique africain. À la tête d'AppsTech, une société spécialisée dans les logiciels de gestion d'entreprises, présente dans une cinquantaine de pays sur trois continents, elle a été nommée en 2017 présidente d'Afrilab, le premier réseau d'incubateurs africains. Rebecca Enonchong est aussi une citoyenne engagée qui s'exprime librement sur des sujets comme la crise anglophone dans son pays, le Cameroun ou les rapports entre l'Afrique et la France. Pour le magazine Forbes, elle est l'une des 10 personnalités qui comptent dans le numérique en Afrique.

Paule Renée Etogo



C'est une valeur sûre pour la valorisation de l'image de marque de l'Afrique. Diplômée en communication et Marketing de l'université de Bologne en Italie, l'ancienne cadre de Extra-Banca et Vodafone, est aujourd'hui la directrice des opérations du groupe de presse Samori Media Connection, éditeur du magazine Notre Afrik. Elle est surtout la patronne du Rebranding Africa forum, le RAF qui s'attèle à l'amélioration de l'image et à la promotion des atouts de l'Afrique. Le RAF qui en sera à sa 9è édition en octobre 2023, sert aussi de plateforme pour établir des partenariats entre tous ceux qui veulent investir sur le continent africain.

Nelma Fernandes



Nelma Fernandes fait partie des dirigeantes africains qui comptent. Elle a été élue à l'unanimité présidente de la Confédération des entreprises de la Communauté des pays de langue portugaise (CE-CPLP). C'est la première personnalité originaire de la Guinée-Bissau à diriger cette organisation qui regroupe les hommes et femmes d'affaires de 9 pays (Angola, Brésil, Cap-Vert, Guinée Bissau, Guinée équatoriale, Mozambique, Portugal, São Tomé et Príncipe, Timor Oriental). Avant son élection, elle occupait le poste de vice-présidente de la commission exécutive de CE-CPLP.

Nathalie Gabala



L'accompagnement des programmes de relance économique en Afrique est son terrain d'expression préféré. Elle possède une expertise approfondie dans les PME, les institutions de micro-financement et de fintech à travers l'Afrique subsaharienne. Actuellement, Nathalie Gabala est la Directrice régionale Afrique de l'Ouest, du Centre et du Nord de la Mastercard Foundation. Avec son institution, elle a pour mission de redonner de l'espoir aux Etats en leur permettant de se remettre de la crise sanitaire mondiale du Covid.

Pulchérie Gbalet



Pulchérie Gbalet est une héroïne des temps modernes. Celle qui s'identifie à Rosa Parks et Martin Luther King n'a pas besoin de tisser des toiles comme Peter Parker pour impacter le monde. Elle est la présidente de l'organisation Alternative citoyenne ivoirienne et œuvre depuis des années pour la démocratie, la liberté d'expression et le respect des droits de l'homme. Et sa détermination ne prend pas une ride, malgré ses interpellations et incarcérations. Elle s'est récemment illustrée pour son implication dans la résolution du conflit entre la Côte d'Ivoire et le Mali.

Sania Halifa



«Aux âmes bien nées, la valeur n'attend point le nombre des années». Sania Halifa est de celles-là. Cette adolescente Comoro-malgache vivant en France a su s'imposer devant l'écran grâce à sa capacité à transformer sa particularité (albinisme) en force. A seulement 17 ans, elle a décroché le rôle principal dans « Hawa », un film multi-primé, produit par Prime Video. Bien avant cette fiction qui raconte la quête désespérée d'Hawa pour convaincre Michelle Obama, l'ex-première dame des États-Unis, de devenir sa mère adoptive, elle a été à l'affiche de « L'adrénaline » de Nadir Ioulain. Sa chevelure blonde aux reflets dorés, sa peau diaphane et les autres traits particuliers causés par son albinisme font mouche. Une célèbre marque de luxe a fait de Sania Halifa son ambassadrice.

Nezha Hayat



C'est l'actuelle présidente de l'autorité marocaine du marché des capitaux (AMMC). Elle a été en 1999 la première femme à être élue présidente de l'Association professionnelle des sociétés de bourse pour deux mandats. Elle est membre du Conseil d'administration de l'autorité marocaine de contrôle des assurances et de la prévoyance sociale et membre du comité de coordination et de la surveillance des risques systémiques. Elle a été élue présidente du comité Afrique et Moyen-Orient au sein de l'organisation internationale des régulateurs des marchés financiers de 2020-2022. La liste des fonctions qu'elle a occupées est kilométrique. Elle reflète un parcours que compétences, constance et persévérance expliquent autant qu'ils inspirent.

Kanizat Ibrahim



Kanizat Ibrahim, est cheffe d'entreprise dans le civil. Elle dirige dans son pays, Synercom Comores, une agence de communication et d'événementiel ou encore Ifocom, IMI Concept, Karloc & Services, Epsilon Security, dans les secteurs du marketing, des nouvelles technologies et de la communication. Mais aujourd'hui, elle a la particularité d'être une dirigeante de football. Elle a été élue en 2021 représentante féminine au sein du Comité exécutif de la Confédération africaine de football (CAF). Cerise sur le gâteau, elle est la 5è vice-présidente de la CAF. C'est la première femme vice-présidente de l'histoire de la CAF.

Ons Jabeur



C'est la figure de proue du tennis africain. Professionnelle depuis 2010, elle est classée numéro 5 mondiale. Elle a été numéro 2, après une année 2022 pleine de succès. Finaliste des tournois de Wimbledon et US Open 2022, elle a remporté la finale de l'Open de Madrid en Espagne, en mai 2022 et pour devenir la première joueuse arabe sacrée dans un tournoi WTA 1000. C'est la joueuse de tennis africaine la mieux classée en WTA et ATP1. Elle jouit d'une immense popularité en Tunisie, où elle a été surnommée *« ministre du Bonheur »* pour la joie procurée par ses exploits tennistiques.

Ellen Johnson Sirleaf



C'est la première dame élue au suffrage universel à la tête d'un État africain. Elle a fait ses preuves pendant douze années, du 16 janvier 2006 au 22 janvier 2018. Elle a été consacrée Prix Nobel de la paix en 2011, après des décennies de lutte pour la liberté, la justice, l'égalité et les droits des femmes. Depuis son départ de la présidence libérienne, elle continue de mettre son aura pour la promotion de la paix et de la démocratie dans le monde et ainsi que dans la lutte contre la pauvreté.

Judikay



La voix de Judikay, de son vrai nom Judith Kanayo, porte dans l'univers du gospel africain. L'artiste nigériane a su séduire des millions de personnes, chrétiennes ou non, à travers ses mélodies apaisantes, inspirantes et motivantes. Son titre *« Capable God »* qui lui a valu une renommée internationale. Le clip officiel, publié il y a deux ans sur la chaîne Youtube « Eezee Global », totalise plus de 32 millions de vues à ce jour. Le tube a fait l'objet de nombreux challenges sur les réseaux sociaux. Aujourd'hui, l'ancienne choriste de Florocka est partie de son église, la Christian Pentecostal Mission, où elle se produisait sur scène, pour faire danser le monde entier à travers ses mélodies dédiées au Seigneur.

Aminata Kaba



Une femme de terrain et une technocrate. C'est l'image que renvoie cette ingénieure en Télécommunications, aujourd'hui ministre de l'Information et de la Communication de la République de Guinée. Avant son entrée dans le gouvernement en novembre 2021 en qualité de ministre des Postes, des Télécommunications et de l'Économie numérique, Aminata Kaba a par le passé été directrice générale adjointe de la Société de gestion du backbone nationale (SOGEB) et quelque temps plutôt, directrice générale adjointe de l'Autorité de Régulation des Postes et Télécommunications (ARPT). C'est donc une femme parfaitement imprégnée des enjeux de la Communication dans un environnement de révolution technologique. Elle est notamment en première ligne du projet de transition numérique de l'audiovisuel guinéen. Le pedigree d'Aminata Kaba parle: elle maîtrise son sujet.

Nialé Kaba



Nialé Kaba est l'actuelle ministre du Plan et du développement en Côte d'Ivoire. C'est une étape pour cette femme politique dont le parcours est jonché de responsabilités diverses. Sous sa direction, la Côte d'Ivoire a engagé de nombreuses réformes sur les plans économique et financier pour renforcer la confiance des investisseurs et des partenaires au développement. Le retour des agences de notation comme Moody's et Fitch est positif, ce qui met en relief l'efficacité de Nialé Kaba.

Marie-Chantal Kaninda



La Congolaise est une des femmes les plus influentes dans le secteur des mines en Afrique. Elle est la Présidente du Conseil d'administration de Kamoto Copper Company, une entreprise détenue conjointement par Glencore (75%) et la Gécamines (25%). Elle est ainsi à la tête du grand producteur industriel de cobalt au monde. Elle cumule plus de 25 années d'expérience professionnelle dans le secteur minier au sein de grands groupes internationaux (Ashanti Goldfields, AngloGold Ashanti et De Beers). En mars 2017, Marie-Chantal Kaninda a été nommée directrice exécutive du conseil mondial du diamant (CMD), devenant ainsi la première femme à occuper ce poste.

Christel Kayibi



Christel Kayibi est la directrice de la stratégie du répertoire pour l'Afrique chez Sony Music. Basée à Londres, elle travaille avec les équipes sur le continent, pour développer les listes et le réseau de Sony Music, en identifiant le catalogue, le label et d'autres opportunités d'investissement afin de soutenir l'avancée de l'entreprise sur de nouveaux marchés. Par le passé en tant qu'avocate, elle a négocié avec succès divers accords commerciaux, d'édition et de licence avec des labels et des sociétés de distribution en Afrique, au Royaume-Uni et aux États-Unis. C'est un atout pour l'industrie musicale et culturelle du continent.

Angélique Kidjo



C'est une référence sur la scène musicale et culturelle sur le continent. Angélique Kidjo est une artiste interprète et auteur-compositeur de haut vol qui a su conquérir les mélomanes de la planète. La diva s'est imposée par sa voix unique, ses textes et ses sonorités. Son répertoire est un véritable mélange de gospel, jazz, funk, pop et de rythmes africains. Au cours de sa carrière longue de plusieurs décennies, elle a captivé les esprits avec des tubes qui lui ont valu cinq Grammy Awards dont le dernier en 2022, dans la catégorie meilleur album de musique du monde avec l'album « Mother Nature ». En 2023, elle a été nommée lauréate du prestigieux prix suédois Polar Music Prize, surnommé le *« prix Nobel de la musique »* et qui récompense des réalisations musicales exceptionnelles.

Chebet Kipingor



Elle dirige les opérations de marketing numérique d'EMI Influencers Inc en Afrique subsaharienne. Avant d'occuper ce poste au sein de cette entreprise de marketing et de communication réputée pour sa collaboration avec des célébrités et certaines grandes entreprises, la jeune Kényane a acquis sa notoriété grâce à son travail avec des marques locales et internationales. Tour à tour, la cofondatrice et la responsable du numérique de l'entreprise Voql Africa, agence de conseil numérique basée à Nairobi et spécialisée dans les solutions personnalisées pour les marques africaines, a travaillé chez Rubream Industries, à la société de voyage ATS Travel-Group et chez Scarlet Digital entre autres. Elle est également membre de l'Alliance mondiale de la jeunesse, un partenariat entre les agences des Nations Unies, des associations civiles et d'autres structures, qui développe des initiatives, ressources et opportunités pour les enfants et les jeunes afin qu'ils puissent apprendre, participer, et changer les choses.

Estelle Komlan



À 39 ans, elle incarne le nouveau leadership féminin en management. Estelle Akue Komlan est la directrice de la salle des marchés du Groupe Orabank et la première femme à diriger une salle des marchés en zone Uemoa. Elle est également responsable Groupe en Correspondent Banking et Trading. Elle est en outre experte comptable au sein de l'ordre des comptables professionnels accrédités du Canada (CPA), PDG à H&C Executive Education, une école pour les dirigeants et futurs dirigeants visant l'excellence managériale optimisée.

Angela Kyerematen-Jimoh



C'est l'ambassadrice de charme et de choc de Microsoft en Afrique. La Ghanéenne est depuis quelque temps, la responsable du partenariat stratégique de la multinationale informatique et micro-informatique Microsoft pour l'Afrique. Cette responsabilité est en droite ligne de celles qu'elle a eues par le passé. En effet, avant de rejoindre Microsoft, elle a été directrice exécutive/ responsable régionale d'IBM Afrique du Nord, de l'Est et de l'Ouest. D'une façon générale, la Ghanéenne cumule une expérience de 20 ans dans les services financiers et les industries technologiques et fait partie des références dans son domaine d'activités.

Osvalde Lewat



Photographe d'art et réalisatrice de films documentaires entre autres, Osvalde Lewat est une vraie touche à tout. Elle a été formée au journalisme au Cameroun et a fréquenté les amphis de Science Pô Paris. Son parcours a mis en relief une femme de fortes convictions qui n'hésite pas à prendre position sur le monde dans lequel elle vit. Et son engagement se traduit dans ses œuvres littéraires notamment « Les aquatiques », ouvrage qui lui a valu en 2022, d'être lauréate du Grand prix panafricain de la littérature. Ce roman, percutant et ambitieux est une critique de la gouvernance africaine et du traitement des femmes et des homosexuels dans l'Afrique contemporaine. Grâce à sa plume, elle présente les communautés marginalisées en Afrique pour faire écho de leur situation.

Libianca



Il y a quelques mois, Libianca a créé une chanson qui a changé sa vie. People (Check On Me), a été diffusé plus de 150 millions de fois depuis décembre 2022. Cette chanson occupe encore les premières places dans le palmarès britannique Afrobeats. Libianca a exprimé en chanson son expérience de la cyclothymie, un trouble de l'humeur rare, qui provoque des dysfonctionnements émotionnels similaires à ceux du trouble bipolaire. Son message a résonné dans le monde entier et pour Libianca la reconnaissance internationale est là. Désormais, elle est entrée dans la galaxie des voix qui comptent. C'est l'une des principales armes de cette Camerouno-américaine promise à une belle carrière dans l'industrie de la musique internationale.

Maryse Lokossou



Depuis novembre 2020, Maryse Lokossou est la Directrice de Cabinet du Président de la Banque ouest africaine de développement (BOAD). A ce titre, elle joue un rôle majeur dans le financement du développement des huit pays membres de l'Union économique et monétaire de l'Afrique de l'Ouest (UEMOA). Cette Béninoise est une tête bien faite. Elle est notamment titulaire d'un Master en banques et finances de l'université du Havre en France et d'un Executive MBA de HEC-Paris. Elle revendique surtout une riche expérience professionnelle de près d'une vingtaine d'années dans le domaine de la banque et de la finance à de très hauts niveaux de responsabilités (BNP Paribas, Atos, Société générale France). Par ailleurs, ses compétences et son engagement pour le leadership féminin lui ont valu plusieurs récompenses internationales, comme le prix de « Meilleure leader genre sensible » de l'African Women's Entrepreneurship Program en 2021, et le Panafrican Corporates Award du Leadership féminin et de l'innovation en 2022, dans la catégorie « Cadres Finances et Banques ». C'est une féministe assumée et une travailleuse acharnée qui œuvre inlassablement pour l'accompagnement des jeunes femmes entrepreneures. Un exemple !

Aminata Maiga



L'Ivoirienne Aminata Maïga a une expérience de plus de 25 années en matière de politique économique et de développement international au sein des Nations Unies et en dehors. Titulaire de deux Masters en développement et d'un Master en analyse de projets de l'Université de Clermont-Ferrand. Elle a aussi obtenu un Master en Administration des affaires à HEC Montréal. Cette solide formation académique lui a permis de faire valoir ses compétences sur le continent, d'abord à l'Organisation internationale du travail (OIT) à de très hauts niveaux de responsabilités et aujourd'hui pour les Nations Unies. Sa récente nomination comme Coordonnatrice résidente des Nations Unies au Sénégal est une étape de son parcours au service du développement du continent.

Mirabell Mayack



L'Afrique lui colle à la peau, bien qu'issue d'une double culture africaine et occidentale. Elle fait de la promotion du continent africain son combat. Elle est la directrice générale d'un cabinet de recherche en intelligence économique, *«African Investment Intelligence»*. Cette structure offre aux entreprises du Royaume-Uni et d'Europe, des informations fiables et indispensables pour investir en Afrique francophone.

Wangi Mba-Uzoukwu



C'est une référence dans le domaine du divertissement, du cinéma et de la télévision en Afrique. Elle est une ambassadrice de la production audio-visuelle africaine. Wangi Mba-Uzoukwu a été récemment nommée responsable principale de l'acquisition de contenus pour Amazon Prime en Afrique. Elle va ainsi contribuer à renforcer la percée d'Amazon sur le marché africain. C'est en tout cas comme cela qu'elle voit sa mission. Elle s'est résolue à développer et à transformer le paysage médiatique sur le continent en insistant sur des contenus internationaux et indigènes qui parlent à l'Afrique.

Marie-Madeleine Mborantsuo



Marie-Madeleine Mborantsuo est une dame de fer. La magistrate gabonaise est la présidente de la Cour constitutionnelle de son pays depuis sa création en 1991. Dans le petit pays d'Afrique centrale où la scène politique ressemble à une famille, elle a toujours brillé par sa fermeté pour trancher les nombreux litiges électoraux qui ont émergé. 3M comme on la surnomme, n'hésite pas à rappeler l'exécutif à l'ordre lorsque cela est nécessaire. Réputée intègre, elle est membre d'une des commissions des Nations Unies en charge du règlement des conflits frontaliers, membre de l'association des juristes africains. Elle est en outre arbitre conciliateur au Centre international des règlements des différends relatifs aux investissements (CIRDI), un organe de la Banque mondiale.

Elisabeth Medou-Badang



Elle est directrice de zone et porte-parole de l'opérateur français Orange pour le Moyen-Orient et l'Afrique. Au sein du groupe français, elle a gravi les échelons par ses compétences et un management moderne. Elisabeth Medou-Badang a été PDG d'Orange Botswana, puis la première personnalité africaine à être directrice générale d'Orange Cameroun. En lui confiant la direction de la zone MEA, Orange a élargi son champ d'action, puisqu'elle chapeaute l'ensemble des activités sur le continent africain notamment. Cette diplômée en finance de l'Université de Paris XI cumule près de 30 ans d'expérience dans le management.

Léonora Miano



C'est une romancière perfectionniste et profonde. Elle a commencé à écrire des poèmes à seulement huit ans. A l'adolescence, elle s'enflamme pour le roman. Son premier roman *«L'Intérieur de la nuit»* a été salué par la critique et plébiscité par les lecteurs. Il a été classé meilleur premier roman français pour l'année 2005. Depuis, elle aligne les distinctions. Son roman "La saison de l'ombre" a obtenu le prix Fémina 2013 et le Prix du roman métis 2013. C'est une valeur sûre de la littérature francophone contemporaine.

Elisabeth Moreno



Née au Cap-Vert, Elisabeth Moreno a quitté l'Afrique à l'âge de six ans pour la France avec sa famille. Et c'est là-bas qu'elle s'est formée. Malgré ses origines modestes, à force de travail et d'abnégation, elle décroche une maîtrise en droit des affaires, puis un double Executive MBA de l'ESSEC et de la Mannheim Business School en Allemagne. Son parcours professionnel est tout aussi éloquent. Elle a d'abord fondé sa propre entreprise à 20 ans à peine, puis a travaillé à France Télécom, Hewlett-Packard Company ou Lenovo. Sa carrière en entreprise va culminer avec le poste de PDG de la filiale française de Lenovo. En 2020, elle a été nommée par le Président français, Emmanuel Macron, ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes, de la Diversité et de l'Égalité des chances. Elle a occupé ce poste avec l'ambition d'offrir une meilleure visibilité aux femmes notamment. Depuis qu'elle a quitté le gouvernement, elle est rentrée dans les affaires et s'est reconvertie dans le Private Equity pour lever des fonds à investir dans des projets innovants dont de nombreux tournés vers l'Afrique. Elle est également très active dans le milieu associatif et milite contre le racisme et toutes les formes de discriminations. Une vraie combattante.

Vanessa Moungar



La Tchado-française est la responsable de la diversité et de l'inclusion pour les marques du groupe LVMH (groupe français d'entreprises, chef de file mondiale de l'industrie du luxe). Elle est la garante de l'universalité des marques du groupe. La fonction actuelle de Vanessa Moungar est conforme à son tempérament et à sa volonté de promouvoir l'inclusion et l'égalité dans la société. C'est une mission qui avait déjà été la sienne, lorsqu'elle a officié comme directrice de l'égalité du genre, des femmes et de la société civile à la Banque africaine de développement (BAD). Grâce à son parcours professionnel et sa double culture, elle a vaste réseau mondial de relations.

Dambisa Moyo



C'est une économiste et écrivaine de caractère. Ses livres, articles et conférences publiques sont centrés sur la création de richesse et l'expansion de la pauvreté dans l'économie mondiale. Elle a notamment écrit Dead Aid: Why Aid Is Not Working and How There Is a Better Way for Africa en 2009. Dans ce livre, elle soutient que les aides accordées par les États occidentaux et les organisations internationales ont perpétué la pauvreté en Afrique. Ce livre est devenu un best-seller et a propulsé Dambisa Moyo sur le devant de la scène. En sa qualité d'économiste, elle siège aux conseils d'administration de nombreuses sociétés et organisations dans le monde.

Salima Radhia Mukansanga



Elle ne joue pas au football. Mais elle est entrée dans l'histoire du football africain. Salima Mukansanga lors de la Coupe d'Afrique des nations de football 2021, a été la première femme à diriger une rencontre (Zimbabwe-Guinée) dans cette compétition. Davantage, elle a fait partie des trois femmes retenues comme arbitre centrale lors de la coupe du monde de football, Qatar 2022, même si finalement elle n'a pas officié. Agée de seulement 34 ans, elle a le temps d'écrire de nouvelles pages de son histoire. De l'histoire du football africain.

Louise Mushikiwabo



La Secrétaire générale de la Francophonie depuis janvier 2019, Louise Mushikiwabo est une diplomate chevronnée. Elle sait tout ou presque des arcanes des Relations internationales. Elle a notamment été ministre des Affaires étrangères de son pays, le Rwanda pendant presque 10 ans. Elle est connue pour sa force de caractère et son franc-parler. Elle est surtout une avocate affirmée de la souveraineté du continent africain et n'hésite pas à dénoncer fermement le discours paternaliste et moralisateur de l'Occident sur la manière dont sont gérés les pays africains.

Patience Mutesi



C'est la directrice générale de la Banque Populaire du Rwanda (BPR). Elle dirige ainsi, le plus grand réseau bancaire au Rwanda avec 154 agences. La banque étant devenue une filiale du groupe KCB. Patience Mutesi est aussi directrice nationale pour le Rwanda de Trade Mark East Africa, un poste qu'elle occupe depuis 2016. Patience Mutesi a une solide expérience du secteur bancaire. Elle a travaillé à Ecobank Rwanda en tant que responsable des services bancaires aux entreprises et a également siégé à divers conseils d'administration (BPR Bank Rwanda, MTN Rwanda, Rwanda Cooperation) et est membre du conseil consultatif de One Acre Fund-Rwanda.

Lydia Mutyebele Ngoi



Cette protestante évangélique fait partie des nouvelles figures politiques de la diaspora congolaise de Belgique. Membre du parti socialiste, Lydia Mutyebele Ngoi est l'échevine en charge du logement, du patrimoine public et de l'égalité des chances de la ville de Bruxelles. Diplômée en droit international privé, la native de Lubumbashi est réputée pour son dynamisme et son efficacité au sein de toutes les structures et sociétés dans lesquelles elle milite en Belgique.

Catherine Muraga



L'actuelle directrice générale du Centre de développement pour l'Afrique de Microsoft (Nairobi) est une professionnelle hors pair. Celle qui dirige aujourd'hui une équipe de plus de 450 informaticiens jouit d'une quinzaine d'années d'expérience dans différents secteurs (fabrication, aviation, banque et industrie technologique). Dans le secteur de la banque par exemple, l'ancienne pensionnaire du programme Digital Strategies for Business de la Columbia Business School a travaillé tour à tour comme directrice des technologies de l'information et des opérations à la banque Sidian, à la banque Stanbic sous la casquette d'ingénieure principale au Kenya et au Soudan du Sud. Elle a aussi contribué au rayonnement de la East African Breweries Limited ou encore de Kenya Airways.

Grace Murugi



S'il y a un pays africain dont la voix compte dans le domaine des Tic, c'est bien le Kenya. Parmi ses dignes ambassadrices de la Tech, on compte Grace Murugi, responsable mondiale de la stratégie digitale d'Oxfam International. L'ancienne pensionnaire de l'Université de Nairobi fait partie du top 25 des femmes du numérique, selon DigiTalks Kenya. Elle se décrit comme une Digital manager enthousiaste et axée sur la performance. Cette web-addict a fait ses preuves dans les campagnes numériques pour la croissance des entreprises, l'impact social et la valeur de la marque. Elle est également à l'origine de la célèbre « campagne Eliud159 » qui a été au sommet de la tendance mondiale de Twitter.

Flore Agnès Nda Zoa Meiltz



Elle est avocate au barreau du canton de Vaud en Suisse, fondatrice de l'association CENE (Cercle des écrivains noirs engagés) littéraire et directrice de la maison d'édition Flore ZOA basée en Suisse, au Cameroun et au Sénégal. Elle est à l'initiative du prix littéraire « les Afriques » portée par son association qui prime des auteurs africains et afrodescendants... engagés. La maison d'édition Flore Zoa assure l'édition et la promotion des ouvrages des lauréats du prix « Les Afriques » et d'autres ouvrages. Elle réédite certains classiques africains dont elle a acquis les droits. Grâce à ces activités littéraires elle participe au développement de l'édition et des auteurs. Mais au-delà de tout, il est question de redonner le goût de la lecture à la jeunesse du continent.

Chimamanda Ngozi Adichie



Ecrivaine et militante féministe, elle inspire des millions de lecteurs et internautes. Son premier roman, « L'Hibiscus pourpre » publié en 2003 a été désigné Meilleur premier livre du prix littéraire du Commonwealth Writers' Prize en 2005. Depuis ses romans ne cessent de rencontrer un écho mondial. Chimamanda Ngozi Adichie a quitté son pays, le Nigeria à l'âge de 19 ans pour s'installer aux Etats-Unis et y poursuivre sa formation en communication et en sciences politiques. Mais elle restée très proche des réalités africaines, qu'elle relate dans ses ouvrages, sans oublier de mettre en relief l'authenticité et la richesse de la culture africaine.

Souadou Niang



Impressionnant. Inspirant. Bouleversant. Saisissant. Sensationnel. Spectaculaire. Le parcours de Souadou Niang colle bien à ces qualificatifs. Elle a été femme de ménage aux Etats-Unis et est aujourd'hui propriétaire d'un hôtel 5 étoiles au Sénégal. The Palms Luxury Boutique Hôtel, représente un investissement estimé à plus d'un milliard de francs CFA. Son compte de fée démarre lorsqu'elle s'envole pour les USA à 18 ans afin de poursuivre ses études. Elle profite de son temps libre pour faire de petits boulots. C'est ainsi qu'elle travaille au Ritz Carlton comme femme de chambre. Après l'obtention de son diplôme universitaire, elle retourne au Ritz Carlton, là où tout a commencé et y gravit les échelons. Avec désormais une solide expérience, elle décide de rentrer au Sénégal pour y construire son hôtel. Pour cela, la directrice générale de Fortune Properties Sénégal a dû braver de nombreux obstacles. Mais au bout, elle a réalisé son rêve grâce à sa détermination et son pouvoir de persuasion.

Marthe Carine Njakou



Elle a fait du digital un puissant outil de travail. Elle a aussi pris le risque de quitter le Canada où elle vivait pour s'installer au Cameroun son pays natal. Cette entrepreneure e-commerce, influenceuse business sur les réseaux sociaux, conférencière et auteure est à la tête de trois entreprises dans le E-commerce : Marthe Carine LTD en Angleterre, Mc Investissement groupe au Canada et MC groupe SARL au Cameroun. L'experte en marketing digital et Leadership en entreprise est aussi propriétaire de MC International Business Academy, une école de formation en Community Management. Partie de rien pour devenir un modèle de réussite, elle n'hésite pas à partager son inspirante expérience avec ses milliers de followers.

Me Alice Nkom



C'est une brillante avocate et une femme engagée. Elle est la première femme francophone inscrite au barreau de Douala en 1969, la doyenne du barreau camerounais. Sur le plan social, elle s'est engagée pour la défense des individus et des communautés LGBTIQ (lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres, intersexués et en questionnement) et de leurs droits. Elle a été récompensée en mars 2014 pour son travail de promotion des droits des homosexuels en Afrique par le prix des droits de l'Homme de la section allemande d'Amnesty international. Elle a été classée parmi les Africaines les plus fascinantes en 2012 par un magazine américain "The New Yorker".

Lydia Nsekera



Bon sang ne saurait mentir. Fille d'un propriétaire de club de football, Lydia Nsekera a fait carrière dans le sport. En 2013, elle est rentrée dans l'histoire du football mondial en étant élue par le Congrès de la FIFA, membre du comité exécutif de l'instance. Elle est ainsi devenue la première femme membre du Comité exécutif de la FIFA depuis sa création en 1904. Elle est aussi membre du Conseil d'administration de la Fondation FIFA. En 2019, elle a été nommée coordinatrice des Jeux de la 34eOlympiade de Los Angeles 2028. Elle est la présidente du Comité national olympique du Burundi et membre du Comité international olympique (CIO) depuis 2009. Lydia Nsekera est déterminée à faire évoluer les mentalités en Afrique et à contribuer à l'émergence du football sur le continent.

Kendi Ntwiga



Sa passion pour le potentiel de la technologie pour accélérer les échanges et le commerce en Afrique l'a portée haut. Aujourd'hui responsable mondiale des fausses déclarations chez le géant mondial, Meta, la Kenyane Kendi Ntwiga est un chef d'entreprise expérimenté. Elle s'est spécialisée dans l'industrie technologique, en particulier les solutions cloud, les logiciels et les services. L'ancienne directrice générale de Microsoft Kenya est classée parmi les 40 femmes les plus influentes du Kenya. Elle a roulé sa bosse chez les géants de la technologie (Hewlett Packard (HP), Oracle, Check Point Software Technologies et Intel). Elle a fondé en 2019 « She-Goes-Tech » afin d'inciter les jeunes filles à poursuivre des carrières dans les sciences et la technologie.

Nnenna Nwakanma



Ambassadrice en chef du web au sein de World Wide Web Foundation, Nnenna Nwakanma est une voix respectée en Afrique. Elle s'occupe à développer des collaborations de pointe en Afrique et elle a fait de l'amélioration de l'accès des femmes à Internet l'une de ses principales missions. En 2016, elle lance Tech Mousso (Mousso signifie « femme » en langue bambara) en Côte d'Ivoire, un concours unique visant à financer des projets utilisant des données relatives aux femmes, avec le soutien de la Fondation Web et de l'ONU, en partenariat avec la Millennium Challenge Corporation. Avec les Nations unies, et les géants de l'internet, elle aide les femmes à développer leur leadership et limiter les violences dont elles sont victimes en ligne.

Lupita Nyong'o



Elle a étudié le cinéma et le théâtre aux Etats-Unis, au Hampshire College, puis à Yale. En 2008, elle a fait ses premiers pas d'actrice dans un court-métrage intitulé "East River". Mais c'est avec le succès de "12 Years a Slave" du réalisateur Steve McQueen en 2014, qu'elle a décroché l'Oscar du meilleur second rôle féminin. Elle est devenue depuis quelques années une coqueluche d'Hollywood que les plus grandes marques s'arrachent. Et Lupita Nyong'o utilise sa popularité pour mener des combats en faveur des droits des femmes ou pour venir en aide aux démunis en Afrique et dans le monde.

Ngozi Okonjo – Iweala



Elle est un mastodonte de l'économie et du financement en Afrique. Spécialisée en développement international, elle a plus de trente années d'expérience à son actif. Directrice générale de l'Organisation Mondiale du Commerce depuis le 1er mars 2021, elle est la première personnalité du continent africain à occuper ce prestigieux poste. Avant cela, Ngozi Okonjo-Iweala a travaillé pendant 25 ans à la Banque mondiale et sa carrière y a culminé avec le poste de Directrice générale des opérations de l'institution. Au Nigéria, elle a occupé les fonctions de Ministre des Finances pendant douze ans.

Asisat Oshoala



C'est la star africaine du football féminin. Joueuse du FC Barcelone, Asisat Oshoala enfile les buts comme des perles depuis des années. Elle a déjà été récompensé 4 fois comme meilleure joueuse du continent. C'est aussi la toute première footballeuse africaine à remporter une Ligue des Champions. Bien que le Nigeria soit un pays où le football féminin connait un certain succès, Asisat Oshoala a surmonté les réticences familiales pour assouvir sa passion. Aujourd'hui, grâce à la "Asisat Oshoala Foundation", elle multiplie les initiatives sportives, éducatives, sociales et médicales en faveur des footballeuses en herbe. Elle est une source d'inspiration pour de nombreuses jeunes filles sur le continent.

Rose Christiane Ossouka Raponda



Vice-présidente de la République gabonaise, elle est la première femme à occuper cette fonction. Mais c'est devenu une habitude pour elle d'être la pionnière. En effet, elle a été par le passé la première femme maire de Libreville, la capitale du Gabon. Elle a aussi été la première femme, ministre de la Défense nationale et la première femme, Première Ministre. Rose Christiane Ossouka Reponda est compétente, efficace, loyale et intègre. Pour elle, le travail et le sens du devoir sont des valeurs cardinales. Lors de son passage à la primature, elle a lancé et mis en œuvre avec succès le plan d'accélération de la transformation de l'économie gabonaise. Elle a entrepris de remettre à plat le système social afin d'en assurer la pérennité et elle a mené avec conviction la lutte contre la corruption.

Pola Rose Pricemou



La Guinée, un pays en pleine restructuration économique a décidé de confier en novembre 2022, le poste de ministre du Plan et de la Coopération internationale à Pola Rose Pricemou. Un juste retour des choses pour celle qui a été Directrice du Bureau de Stratégie de Développement, du Ministère en Charge des Investissements et des PPP (partenariats public-privé). Cette spécialiste en informatique est titulaire d'une maîtrise en informatique appliquée à la Gestion de l'Université de Carthage en Tunisie. Elle est également titulaire d'un Master en Recherche Informatique de l'université de Montréal au Canada et d'un MBA en Gestion des technologies de l'information de l'Université Laval (Québec, Canada). C'est cette solide formation académique qui lui a permis de mener depuis plus de 10 ans une carrière professionnelle pleine au sein de structures privées et publiques en Guinée et ailleurs. Depuis son entrée au gouvernement en octobre 2021, elle est en charge de son troisième département ministériel, après celui de l'Information et de la Communication et celui du Commerce, de l'industrie et des petites et moyennes entreprises.

Christine Umutoni



Ancienne ambassadrice du Rwanda en Belgique, Christine Umutoni a été nommée récemment au poste de coordonnatrice résidente des Nations unies au Libéria. Elle avait déjà occupé une fonction similaire à Maurice et aux Seychelles. Elle a aussi été coordonnatrice résidente et humanitaire des Nations unies et représentante résidente du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) en Érythrée. Cette consultante en développement, spécialiste de la gouvernance et du genre a une solide expérience de gestion et de management des politiques publiques en Afrique. Dans son pays, Christine Umutoni a travaillé au bureau du président Paul Kagame en tant que conseillère pour les affaires économiques et sociales et a dirigé, entre autres, le processus consultatif du Document de stratégie de réduction de la pauvreté du Rwanda.

Ketakandriana Rafitoson



Les objectifs de Ketakandriana Rafitoson sont clairs : éduquer les citoyens pour qu'ils ne soient plus manipulables par les politiciens, contribuer au progrès de Madagascar en autonomisant les jeunes et les femmes et favoriser l'apparition d'une nouvelle classe politique malgache, plus digne, plus intègre, plus compétente. La militante des droits de l'homme et activiste s'y attèle depuis une vingtaine d'années à travers de nombreux projets et programmes. Directrice du bureau malgache de Transparency International, et docteur en science politique, elle milite pour la lutte contre la corruption. La juriste publiciste impacte son pays à travers la conception de projets à vocation éducative. Son plus grand rêve est de faire de son pays un socle de démocratie.

Manuela Roka Botey



C'est une pionnière. C'est la première femme chef du gouvernement en Guinée équatoriale. Manuela Roka Botey qui est par ailleurs, vice-doyenne de la faculté des Lettres et des sciences sociales de l'Université nationale de Guinée équatoriale (UNGE) a depuis le 1er février 2023, la responsabilité de s'occuper de la coordination des activités ministérielles et veiller au bon fonctionnement des services publics et à l'exécution des programmes du gouvernement. Elle est en mission pour redonner une dynamique à un pays en proie à une forte récession économique.

Fatma Samba Diouf Samoura



Depuis 2016, c'est la première femme à occuper le poste de Secrétaire Générale de la Fédération internationale de football association (Fifa). Audacieuse et travailleuse, elle a fait l'essentiel de sa carrière au sein du système des Nations unies où elle a occupé plusieurs fonctions prestigieuses. A la Fifa, elle a entrepris de faire du football, la priorité de son action et non l'argent. Son ambition consiste à faire de la Fifa les « Nations unies du football ». Dans ce sens, elle s'est pleinement investie pour que la Coupe du monde 2026 soit disputée par 48 équipes, au lieu de 32 actuellement. Cette ouverture importante est un acte de justice pour l'Afrique et l'Asie, continents sous-représentés lors de la grand-messe du football mondial.

Oulimata Sarr



C'est une promotrice de l'entrepreneuriat féminin et du leadership politique des femmes. Depuis le 23 septembre 2022, elle est la ministre de l'Economie, du Plan et de la Coopération de son pays, le Sénégal. C'est la première femme à occuper cette fonction stratégique. Avant cette nomination, Oulimata Sarr assumait les responsabilités de Directrice régionale Afrique de l'Ouest et Centrale d'ONU femmes, couvrant 24 pays d'Afrique francophone. Féministe engagée, elle revendique plus de 25 années dans le leadership féminin.

Leïla Slimani



C'est une écrivaine à succès. Son deuxième roman, « Chanson douce » a remporte le prestigieux prix Goncourt en 2016. Une consécration pour cette ancienne journaliste de Jeune Afrique qui a renoncé à cette carrière là pour se consacrer pleinement à l'écriture. Leïla Slimani utilise sa plume aiguisée pour défendre la dignité des femmes. La célèbre romancière n'a jamais hésité à aborder dans ses romans, des sujets dérangeants comme la nymphomanie et l'infanticide. Elle est également au front pour défendre le multiculturalisme et les droits de l'homme partout où ils sont en danger.

Vera Songwe



Economiste aux compétences internationalement reconnues, la Camerounaise a occupé plusieurs postes au sein de la Banque mondiale. Elle est devenue la première femme à la tête de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA), avec pour mission de promouvoir la coopération économique entre les nations africaines. Avec conviction, elle a essayé de faire bouger les lignes en insistant sur la nécessité pour les Etats africains de combattre la corruption qui plombent l'économie. Vera Songwe est depuis plusieurs mois à la tête du Conseil d'administration de la Facilité de liquidité et de durabilité (LFS), instance dont les objectifs visent à soutenir la liquidité des emprunts souverains africains sur les marchés obligataires, et d'encourager les investissements liés aux objectifs de développement durable (ODD).

Samia Suluhu Hassan



C'est la seule femme chef d'Etat de plein exercice en ce moment sur le continent africain. Samia Suluhu Hassan est surtout une femme politique de conviction. Vice-présidente de Tanzanie à partir de 2015, elle a prêté serment pour succéder à John Pombe Magufuli, président en exercice décédé avant la fin de son mandat en 2021. Depuis lors avec doigté, elle dirige un pays complexe où les équilibres sociologiques et religieux sont un véritable casse-tête. Par ailleurs, celle qu'on appelle affectueusement Mama Samia, a entrepris un train de mesures pour consolider la démocratie dans son pays et promouvoir l'égalité entre les citoyens.

Marie-Josée Ta Lou



La spécialiste des épreuves de sprint, vice-championne du monde sur 100 m et 200 m à Londres en 2017 est une source d'inspiration pour les sportives du continent. Sa longévité et ses performances éclatantes dans le gotha mondial la place en haut de l'affiche des plus grands sportifs africains de tous les temps. Et l'Ivoirienne compte encore écrire de belles pages de l'athlétisme africain et mondial. A 34 ans, elle n'a pas renoncé à son rêve d'être à nouveau sur un podium mondial ou olympique. L'ancienne pensionnaire du centre d'entraînement de haute performance de la fédération internationale d'athlétisme en Afrique de l'Ouest est un exemple de persévérance et de résilience.

Aïssata Tall Sall



Madame la ministre des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'extérieur est une politicienne d'expérience. Elle a fait ses classes pendant de nombreuses années, n'hésitant pas à mettre en avant l'idée que pour diriger un pays, il faudrait avoir été au moins maire pour diriger une ville…sans argent. C'est une femme de convictions et une avocate des causes perdues (?). En tout cas, toutes les causes peuvent l'intéresser. Du droit commercial à la défense de chefs d'État, de généraux ou de putschistes, elle a évolué dans des prétoires sur le continent africain et jusqu'en Europe. Aujourd'hui, elle est pleinement engagée auprès du Président Macky Sall, en tant que chef de la diplomatie, mais elle reste à l'écoute des nécessiteux et de ceux qui ne peuvent pas se défendre.

Birame Sock



Du haut de sa vingtaine d'années d'expérience, Birame Sock est une pionnière de l'économie numérique au Sénégal. Experte en technologies, entrepreneure et cadre de haut niveau dans les médias numériques, elle est la fondatrice et président-directeur général de Kwely, une plateforme de vente en gros inter-entreprises pour l'approvisionnement en produits fabriqués en Afrique. Madame Sock est également la fondatrice et la directrice associée de Founder 5, Inc., un groupe de gestion de start-ups axé sur le développement et le conseil aux entreprises basées aux États-Unis et en Afrique dans divers domaines. Des performances sanctionnées par sa désignation comme ambassadrice de l'initiative eTrade for Women pour les pays d'Afrique francophone.

Mama Tajmouati



Une femme d'affaires chevronnée. A 88 ans, elle a été aux côtés de son mari, Miloud Chaabi dans la gouvernance du groupe marocain Ynna Holding, un navire amiral qui possède plus d'une cinquantaine de filiales dans l'immobilier, l'industrie, le BTP, la distribution, l'agroalimentaire ou encore les énergies renouvelables et une fondation d'œuvres sociales. A la mort de son mari, elle a repris le flambeau du groupe pour le maintenir comme fleuron national marocain.

Tems



Tems a fait son entrée dans l'histoire de la musique en février dernier. La chanteuse de 27 ans est la première artiste féminine nigériane à remporter le précieux Grammy Award en 2022. Elle a été sacrée dans la catégorie « Meilleure performance de rap mélodique » aux côtés des géants du rap américain Future et Drake pour la chanson « Wait for U ». Bien avant cette distinction, la chanteuse et compositrice nigériane a séduit des millions de mélomanes grâce à sa voix suave et forte. Et ce ne sont pas les superstars Justin Bieber, Davido et Wizkid, qui ont fait des featurings avec elle qui diront le contraire. En dehors du Grammy, l'auteure de « Crazy Tings » est aussi lauréate du BET Award du Meilleur artiste international en 2022. Et elle n'a pas fini de surprendre.

Nafissatou Tine



Le droit, c'est l'affaire de Nafissatou Tine, avocate sénégalaise. Après une dizaine d'années d'expérience dans des cabinets belges, l'entrepreneure a décidé de digitaliser les documents juridiques, afin de créer une base de données numérique des lois africaines, pour faciliter l'accès aux informations juridiques sur le continent. Ceci à travers Sunulex.sn, réservée aux textes de loi et aux praticiens du droit du Sénégal et Sunulex Africa, la base de données en ligne des lois africaines. Avec ces plateformes, elle aspire à être une référence en Afrique. On peut y consulter des textes de loi et décisions de justice du Sénégal, de l'OHADA, de l'UEMOA et de la CEDEAO

Victoire Tomegah Dogbé



Elle détient à ce jour le record de longévité ministérielle au Togo. Mais cela est anecdotique. Elle est surtout depuis 2020, la première femme, chef du gouvernement togolais. Tout cela est la traduction des compétences de Victoire Tomegah Dogbé qui bénéficie également de la confiance du chef de l'Etat togolais, dont elle a été la directrice de cabinet. Avant de servir son pays, elle a fait ses armes au Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) au Togo, Congo-Brazzaville, Burkina Faso et Bénin. A ce titre, elle est très proche des populations dont elle connaît les difficultés quotidiennes. C'est peut-être l'une de raison pour lesquelles le chef de l'Etat togolais lui fait tant confiance.

Delphine Traoré



En 2017, elle a été la première femme africaine à occuper un rang de Directrice des opérations de la branche Afrique de l'assureur allemand Allianz. Depuis novembre 2021, Delphine Traoré la Burkinabé est devenue la numéro un d'Allianz en Afrique, une multinationale qui compte plus de 150 000 collaborateurs à travers le monde. Grâce à sa position au sein du géant mondial des assurances, elle est fermement engagée pour faire monter en compétence les jeunes Africains des deux sexes dans les domaines de la finance et des technologies. En outre, elle milite pour l'égalité des genres dans le milieu professionnel.

Aminata Mimi Touré



Dans l'univers politique sénégalais, elle détonne. Sa combativité et son franc-parler sont la traduction de son engagement politique dont le fil conducteur est la liberté d'expression et l'Etat de Droit. Ancienne fonctionnaire onusienne Aminata Mimi Touré s'est engagée en politique pour soutenir l'action du président Macky Sall. Ce dernier en fera sa directrice de cabinet puis sa Première ministre. Mais la lune de miel a fait long feu et Aminata Touré élu député, n'a pas obtenu le poste de Président de l'Assemblée nationale qu'elle lorgnait en 2022. Elle a été exclue de la coalition présidentielle et elle a déjà annoncé sa candidature à la prochaine élection présidentielle en 2024.

Georgiana Viou



La cuisine est son univers. Et dans le rayon, la cheffe franco-béninoise Georgiana Viou sait se montrer convaincante. Elle s'est récemment vue décerner une étoile par le Guide Michelin, la bible de la gastronomie en France. C'est une consécration pour cette autodidacte, fervente militante d'une cuisine inclusive. Installée en France depuis de nombreuses années, elle défend une cuisine méditerranéenne française parfumée de notes rappelant son pays d'origine. Elle est propriétaire d'un restaurant réputé dans le sud de la France. La cuisine des quatre coins du monde, l'engagement dans le travail et le partage sont les ingrédients qui la mettent en mouvement. Elle est par ailleurs auteure de plusieurs livres sur la cuisine béninoise.

Nomcebo Zikode



Malgré son nombre impressionnant d'artistes au talent incommensurable, l'Afrique compte très peu d'artistes lauréats du prestigieux Grammy Awards. Nomcebo Zikode a récemment inscrit son nom en lettres d'or dans ce cercle fermé. Grâce à « Jerusalema », un hit qui a fait vibrer le monde et enregistré le plus grand nombre de challenges sur les réseaux sociaux. Cette chanson produite par son compatriote Master KG lui a également valu le prix « Forbes Woman Africa Award for the Entertainment Category » et la nomination comme ambassadeur de la culture sud-africaine, dans le cadre d'un programme culturel permettant aux artistes de se produire à l'étranger.

Marie-Cécile Zinsou



C'est une figure incontournable du monde de l'art sur le continent. Elle soutient que plus de 90 % du patrimoine historique africain a quitté le continent et se trouve aujourd'hui dans des musées en Europe, à Paris, Londres ou Berlin. Le musée du Quai Branly à Paris compte à lui seul plus de 70 000 œuvres d'origine africaine. Marie-Cécile Zinsou a donc engagé le combat pour la restitution par la France des 26 trésors royaux d'Abomey "emportés" du Bénin en 1892. Elle a finalement eu gain de cause. Mais elle insiste auprès des autorités africaines de tout mettre en œuvre pour bien exposer les trésors culturels africains. Elle enseigne l'histoire de l'art au Bénin, et a contribué à la mise en place du Musée d'Art contemporain d'Ouidah, toujours au Bénin.

Sahle-Work Zewde



Elle est la première femme présidente de la République fédérale démocratique d'Éthiopie. Certes en Ethiopie, la fonction de chef de l'Etat est symbolique et honorifique. Mais c'est une reconnaissance de son expérience et de son caractère qui l'ont conduite à de hautes fonctions. Avant son désignation, elle était la représentante spéciale du secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres auprès de l'Union africaine (UA). Elle avait précédemment occupé la fonction d'ambassadrice en France, à Djibouti, au Sénégal, et le poste de représentante permanente de l'Éthiopie auprès de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (Igad), le bloc régional est-africain.

Nathalie Yamb



Nathalie Yamb est une activiste, influenceuse web, militante et femme politique de nationalité suisse et d'origine camerounaise. Experte des questions africaines et migratoires, elle est suivie par de milliers d'internautes, Elle dénonce *«l'empire françafricain», « l'hégémonie française en Afrique»*, appelle à « la suppression du Franc CFA » et soutient la présence russe sur le continent. Expulsée de la Côte d'Ivoire, elle est aujourd'hui interdite de séjour et de résidence en France. Mais rien de tout cela ne parvient à lui faire perdre une once de sa verve. Elle se réclame d'un panafricanisme décomplexé et souhaite tout simplement le départ de la France d'Afrique, une attitude qui ne lui vaut pas que des amis.

Transports aériens

Dakar, un hub en puissance

Avec près de 2,5 millions de passagers et 45 destinations couvertes, l'Aéroport international Blaise Diagne (AIBD) se positionne comme un hub aéroportuaire de référence en Afrique de l'Ouest.

Par Georges Auréole BAMBA

L'Aéroport international Blaise Diagne (AIBD) a été désigné, le 7 mars dernier, meilleur aéroport en Afrique par le programme ASQ (Qualité des services aéroportuaires de l'Airport International Council (ACI). Ce classement qui met en compétition près de 400 aéroports dans 95 pays prend en compte trois critères : le nombre de passagers (2,5 millions), l'offre de services (restaurants, boutiques, divertissements) et la propreté. Pour les responsables de l'AIBD, il s'agit d'une reconnaissance des efforts du gouvernement sénégalais pour hisser cet aéroport inauguré en 2017 au niveau des meilleurs standards sur le continent. « C'est le fruit de l'impulsion du président Macky Sall et des investissements considérables consentis ces der-



nières années pour le développement et la modernisation du secteur », a réagi Abdoulaye Dièye, directeur général de la société AIBD.sa, propriétaire du patrimoine. Il faut dire que l'AIBD s'était donné les moyens d'améliorer son classement ASQ. En effet, le 15 juillet 2020, marquant la réouverture du ciel sénégalais pour les vols internationaux après six mois de fermeture à cause de la pandémie de Covid-19, l'aéroport s'était mis au haut débit. Le programme Smart Sénégal avait procédé au lancement de la phase test du Wifi déployé dans cet espace aéroportuaire, en partenariat avec la structure Limak-Aibd-Summa (LAS), gestionnaire de l'AIBD et l'opérateur téléphonique Free. L'objectif est de répondre aux exigences des voyageurs qui font de l'accès à internet dans les aéroports un critère essentiel de satisfaction. L'Agence de l'informatique de l'État a installé les différents Access Point (AP) pour une couverture intégrale de l'aéroport. Le taux de fréquentation de l'AIBD a été pris en compte pour dimensionner les équipements et prévoir une puissance optimale de la connectivité même aux heures de forte affluence. « Il ne peut y avoir de développement du transport aérien sans des infrastructures adaptées et c'est dans ce cadre que le


©DR

Il faut dire que l'AIBD s'était donné les moyens d'améliorer son classement ASQ. En effet, le 15 juillet 2020, marquant la réouverture du ciel sénégalais pour les vols internationaux après six mois de fermeture à cause de la pandémie de Covid-19, l'aéroport s'était mis au haut débit.

Sénégal s'est engagé dans des réformes structurelles afin d'accroître la part du transport aérien dans son économie », explique Sidy Guèye, directeur général de l'Agence nationale de l'aviation civile et de la météorologie (ANACIM). À son avis, ces efforts ont porté leurs fruits. En deux ans, dit-il, malgré une conjoncture économique post-Covid difficile pour le transport aérien avec une réouverture parfois lente des frontières, « le Sénégal a retrouvé ses performances de 2019 en termes de volume de fret, de passagers et recettes et nous prévoyons de les dépasser pour l'année en cours ». Pour l'année 2022, l'AIBD a enregistré 2 629 348 passagers. Une croissance avoisinant les 6 % par rapport à 2019.

Projets du futur

En août 2022, Doudou Kâ, alors directeur général d'AIBD.sa avait annoncé que la dette de l'aéroport, dont l'échéance courait jusqu'en 2029, avait été complètement soldée au mois de juillet 2022. Cette ardoise s'élevait à plus de 600 millions d'euros (environ 400 milliards de FCFA) pour construire l'infrastructure inaugurée en 2017. Pour parvenir à solder cette dette, l'AIBD.sa avait mobilisé près de 216 milliards de FCFA, sur les 500 milliards prévus il y a un an, représentant les premiers financements nécessaires. « Ces 216 milliard nous ont permis de solder entièrement l'encours de la dette de 400 milliards de 2011, qui avait permis de construire l'actuel aéroport qui n'appartenait pas au Sénégal. Le plus gros bilan, c'est la souveraineté totale de l'AIBD sur son principal aéroport », avait expliqué M. Kâ.

Désormais débarrassés de ce fardeau, les responsables de l'aéroport se concentrent sur les projets du futur. Il est ainsi prévu une extension et une modernisation de l'AIBD dans le cadre du plan « Stratégie hub aérien 2021-2025 » afin d'améliorer les services et la sécurité. Récemment, l'Académie internationale des métiers de l'aviation civile (AIMAC) adossée à cette plateforme aéroportuaire a réceptionné 17 aéronefs (9 avions et 8 hélicoptères) destinés à la formation des pilotes. Selon Doudou Kâ, actuellement ministre des Transports aériens et du Développement des infrastructures aéroportuaires, « cette académie est un projet structurant de l'AIBD qui veut se positionner par rapport aux hubs en Afrique ». L'AIMAC, avec aujourd'hui une première promotion de 50 jeunes Sénégalais, pourra accueillir, à terme, 600 élèves-pilotes et techniciens du Sénégal et de pays de la sous-région. Les autres projets phares concernent la construction d'une aéroville et d'un Centre de maintenance aéronautique (MRO) d'un coût de 100 milliards de FCFA, pour offrir en priorité ses services à Air Sénégal, mais aussi aux autres compagnies desservant l'AIBD. L'ambition est, pourquoi pas, de rivaliser un jour avec des hubs comme Casablanca ou Addis-Abeba.■



Agences de notation

La touche africaine

Depuis quelques années, les agences de notation financière panafricaines tentent de se faire une place dans le paysage financier africain et contribuer ainsi à donner une analyse plus proche des réalités du continent.

Par Vanessa ITGNIA

Elles n'ont pas la même aura, ni même la même vocation que les grandes agences de notation financière internationales (comme Standard & Poor's, Moody's ou Fitch), mais elles jouent un rôle d'autant plus essentiel qu'elles sont mieux imprégnées des réalités africaines. D'ailleurs, durant tout son mandat à la tête de l'Union africaine (UA), le président Macky Sall n'a eu de cesse de dénoncer, sur toutes les tribunes, le rôle néfaste des grandes agences de notation financières sur *«l'exagération »* du risque de crédit en Afrique. Sans épouser totalement le point de vue du président sénégalais, Anouar Hassoune, directeur général de GCR Ratings West Africa (ex-WARA),



trouve qu'il y a une part de vérité dans ce sentiment. *« Il y a du vrai dans cette opinion, qu'il convient toutefois de nuancer en la détaillant un peu plus et en la plaçant dans un contexte très changeant au Nord»,* explique-t-il.

En d'autres termes, il ne pense pas que les agences de notation internationales pénalisent les Etats africains en termes d'évaluation de leurs risques de crédit de manière structurelle. En revanche, dit-il, force est de constater qu'à l'aube de la crise financière de 2008, des Etats occidentaux dits développés comme l'Islande, la Grèce, l'Irlande ou le Portugal étaient clairement surévalués. En outre, poursuit-il, les agences de notation internationales n'ont de cesse de souligner que notre continent était en proie à la conflictualité et aux insuffisances de gouvernance. En effet, des études ont montré qu'au moins 20 % des critères de notation des pays africains relèvent de facteurs plutôt subjectifs d'ordre culturel ou linguistique, sans lien avec les paramètres qui jaugent la stabilité d'une économie.

Force est de constater qu'à l'aube de la crise financière de 2008, des Etats occidentaux dits développés comme l'Islande, la Grèce, l'Irlande ou le Portugal étaient clairement surévalués. En outre, poursuit-il, les agences de notation internationales n'ont de cesse de souligner que notre continent était en proie à la conflictualité et aux insuffisances de gouvernance.

Des agences enracinées sur le continent

Pour corriger ce biais conceptuel qui entraine un renchérissement du coût du crédit, des agences de notation financière 100% africaines tentent de faire entendre une voix différente. La GCR Ratings West Africa, filiale ouest-africaine du groupe sud-africain GCR, lui-même, filiale africaine du groupe Moody's, est l'une d'elles aux côtés de Bloomfield Investment, Agusto & Co ou encore Ewatch Africa Investment. De l'avis d'Anouar Hassoune, ces agences panafricaines sont mieux outillées pour capturer avec un degré suffisant de granularité et de finesse ce qui se passe sur le continent. *« Nous faisons notre métier sur place. Le modèle des agences de notation globales est d'envoyer des analystes, une fois par an, sur notre continent, pour mener des entretiens avec les décideurs du secteur public ou du secteur privé. C'est ce que j'appelle une «tropicalisation écliptique». Peut-être cela leur suffit-il à sentir la tectonique du risque ici en Afrique. Notre vision est différente: nous sommes enracinés sur le continent, où nous sommes nés il y a un quart de siècle »*, insiste Anouar Hassoune. GCR Ratings West Africa dispose désormais de cinq bureaux régionaux, à Maurice, en Afrique du Sud, au Kenya, au Nigeria et au Sénégal. C'est l'une des raisons pour lesquelles, Moody's, pour mieux profiter de cet ancrage sur le continent, est devenu, depuis mai 2022, l'actionnaire majoritaire de GCR Ratings West Africa.■

Des critères de notation à revoir

Toutes les agences de notation ont tendance à converger vers des méthodologies analytiques très proches, pourtant il faut tenir compte de la spécificité africaine.

Par Vanessa ITGNIA

« La mesure du risque de crédit est un exercice très bien documenté et donc forcément universel. Cela dit, notre mandat en tant qu'agence de notation panafricaine est de mesurer le risque de crédit africain sur des échelles de notation nationales ou régionales », explique Anouar Hassoune, directeur général de GCR Ratings West Africa. Et quant à en déduire que les Etats africains ont plus intérêt à se faire noter par les agences africaines que par les agences globales, « c'est aller un peu vite en besogne », tempère M. Hassoune.

En effet, lorsqu'un Etat africain émet des obligations en dollars ou en euros, l'Eurobond sera coté à Londres ou au Luxembourg ou à New York : sur ces marchés, la norme est une notation de Moody's, S&P ou Fitch. En revanche, si les obligations sont émises en monnaies africaines, c'est évidemment vers les agences panafricaines qu'il faut se tourner, car les agences globales n'ont rien de bien pertinent à dire sur ce type de risque. « Notre mandat est de contribuer à l'émergence des marchés financiers locaux et régionaux. Nous n'avons pas vocation à noter les émissions obligataires libellées en devises internationales ; c'est le travail des agences de notation globales, dites de « Wall Street », explique Anouar Hassoune.

La particularité des agences panafricaines est d'avoir une approche basée sur les monnaies locales ; donc de mesurer les risques de défaut en franc Cfa, en naira nigérian, en shilling kenyan, en rand sud-africain etc. Comme le risque de change et de convertibilité des monnaies nationales ou régionales (appelé « risque de liquidité externe ») est évacué de leur champ d'analyse, leurs échelles de notation ne sont pas les mêmes que celles des agences internationales. « En Afrique de l'ouest par exemple, nous disposons d'une échelle de notation sous-régionale, exclusivement dédiée aux émissions obligataires libellées en francs Cfa. Cela, les agences globales n'en disposent pas », se félicite M. Hassoune. C'est ainsi que pour une première notation en monnaie locale, Bloomfield Investment avait attribué, en septembre 2021, la note A- (risque faible) à long terme et A2 (grade d'investissement) à court terme, avec une double perspective stable.

L'intérêt pour un pays de se faire noter en monnaie locale est de mobiliser des ressources régionales, tout en rassurant les investisseurs quant à la qualité de sa signature, en comparaison des autres Etats de la sous-région. Preuve de l'appétit des investisseurs pour ce genre d'obligations, l'Agence Umoa-Titres avait procédé, en janvier 2022, au lancement de la notation en monnaie locale pour les huit pays de l'UEMOA. « A l'échelle régionale, la notation financière va aider à réduire l'asymétrie d'information, servir de points de repère aux émetteurs, contribuer à l'élargissement de la base des investisseurs potentiels et aider au développement du marché financier régional », expliquait Adrien Diouf, directeur d'Umoa-Titres. Il perçoit la notation financière en monnaie locale comme un outil d'aide à la décision d'investissement essentiel pour tout intervenant sur le marché régional dont l'objectif est de doter les Etats d'une note à l'échelle régionale et de mettre en avant les spécificités de chaque émetteur au sein de la région et notamment sur les avantages procurés par l'union monétaire.■

QUELQUES AGENCES DE NOTATION AFRICAINES

Agusto & Co
Le cabinet Agusto&Co a été en 1992 par le Nigérian Olabode Agusto. C'est la première agence de notation financière africaine. En près de 30 ans d'activités, elle s'est imposée comme un acteur incontournable de l'information financière dans les pays d'Afrique anglophone.

Global Credit Rating Co. (GCR)
Credit Rating Co est considérée par de nombreux analystes comme le leader du secteur de la notation financière en Afrique. Cette agence est basée en Afrique du sud basée depuis 1996. Elle a développé son activité dans de nombreux pays anglophones du continent : Zimbabwe, Zambie, le Nigeria et Kenya. Mais au fil des années elle a élargi son portefeuille de clients et notamment racheté West Africa Rating Agency (WARA), une agence de notation qui a connu ses heures de gloire sur le marché financier d'Afrique de l'Ouest

Bloomfield Investment Corporation
Basée à Abidjan, est une agence de notation financière qui a été créé en 2013 par le financier ivoirien Stanislas Zézé. Parmi ses clients, Bloomfield Investment Corporation compte aussi bien des sociétés privées, que des entreprises publiques. L'agence a connu un grand succès au fil des années et dispose des bureaux de représentation au Cameroun et au Rwanda notamment. Et la signature de Bloomfield Investment Corporation n'a cessé de prendre de la valeur.

AG Ratings
C'est la dernière-née des agences de notation en Afrique. Cette agence a été lancée en 2021 par le financier burkinabé Roland Yago, un ancien de Meridiam et KPGM. AG Ratings est basé à Ouagadougou. Quelques mois seulement après avoir obtenu son agrément auprès du CREPMF, le gendarme de la place financière d'Afrique de l'ouest, AG ratings est devenue la première agence de nation extra financière de la zone, qui offre des services d'évaluation de la gouvernance ou encore du respect des normes. Son portefeuille de clients s'élargi au fil des mois et sa signature prend de la valeur.■





EMPOWERING DIASPORA

Bruxelles - 16 Juin 2023

Organisé Par le

REBRANDING AFRICAFORUM

Make Africa Great

- **Vous êtes issu(e)s de la diaspora et aspirez à briser le plafond de verre?**
- **Vous souhaitez rencontrer des mentors pour booster votre carrière?**
- **Vous désirez renforcer votre network socio-professionnel?**
- **L'initiative " Empowering Diaspora " est faite pour vous!**

RDV LE 16 JUIN 2023

à Bruxelles pour rencontrer des personnalités de référence choisies pour cette 1ère session

SAVE THE DATE

Première du genre, cette initiative vise à stimuler les carrières des cadres issus de la Diaspora par le biais d'échanges, à renforcer le leadership et le partage d'expériences avec des personnalités de talent dont le parcours professionnel et les actions au quotidien sont une source d'inspiration.



Le FESPACO tient son rang...

Dans un environnement sécuritaire précaire, la 28e édition du Festival panafricain du cinéma et de la télévision (FESPACO) s'est déroulée sans anicroches et a sacré le film « Askhal » du Tunisien, Youssef Chebbi.

Par Kader Patrick KARANTAO

Le film « Askhal » du réalisateur tunisien, Youssef Chebbi, n'a pas laissé indifférent le jury international de la 28e édition du Festival panafricain du cinéma et de la télévision (FESPACO). L'œuvre a remporté, face à 14 autres longs métrages en compétition, l'Etalon d'or de Yennenga, la plus haute distinction de la biennale du cinéma africain. Ce prix, à en croire la présidente du jury international, Dora Bouchoucha, a été attribué à l'unanimité à « Askhal » pour la « rigueur extrême » de son auteur. « C'est un travail qui sort de l'ordinaire », a-t-elle confié.

En l'absence de Youssef Chebbi, le trophée de l'Etalon de Yennenga, accompagné d'une somme de 20 millions de FCFA, a été remis à son représentant par le président de la Transition, le capitaine Ibrahim Traoré. Une consécration pour ce polar, qui raconte l'histoire de deux policiers qui mènent une enquête sur des immolations étranges, dans un quartier de Tunis. « Askhal » s'était déjà distingué avant le FESPACO 2023. Le film a été sélectionné à la quinzaine des réalisateurs du Festival de Cannes. Il a également remporté l'Antigone d'or, la plus haute récompense à l'édition 2022 du Festival du cinéma méditerranéen de Montpellier en France. Le réalisateur Youssef Chebbi partage le podium du FESAPCO 2023 avec deux réalisatrices, la Burkinabè Apolline Traoré et la Kenyane Angela Wamai, respectivement Etalons d'argent et Etalon de Bronze, avec



leurs films « Sira » et « Shimoni ». Les deux réalisatrices ont obtenu, en fonction de l'importance de leurs trophées, 10 et 5 millions de FCFA. Les femmes n'ont pas réussi à briser le signe indien. Depuis la création du FESPACO en 1969, aucune réalisatrice n'a réussi à remporter l'Etalon d'or de Yennenga. Cette fois-ci, Apolline Traoré a pourtant cru jusqu'au bout pouvoir offrir au Burkina Faso son troisième lauréat de l'Étalon d'or de Yennenga, après Idriss Ouédraogo en 1991 avec « Tilaï » et Gaston Kaboré en 1997 avec « Buud Yam ».

Avant la proclamation des résultats, Apolline Traoré avait déjà reçu quatre prix spéciaux, dont celui de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), pour un montant cumulé de 32 millions de F CFA. Tout semblait sourire à Apolline Traoré, dont le film a été favorablement accueilli par les festivaliers venus des quatre vents du monde, avec des projections à guichets fermés. « On a tous espéré avoir l'or mais on est deuxième. C'est déjà satisfaisant. J'avais extrêmement peur de décevoir le peuple. J'avais vraiment peur (…). On a quand même l'argent. Cela veut dire qu'on est capable et qu'on ne va pas s'arrêter. On va continuer jusqu'à ce que l'or revienne au Faso, même si ce n'est pas moi », s'est-elle consolé. Le FESPACO 2023 a tenu toutes ses promesses, malgré le contexte sécuritaire très préoccupant au Burkina Faso. Aucun incident majeur n'a été signalé.

On a tous espéré avoir l'or mais on est deuxième. C'est déjà satisfaisant. J'avais extrêmement peur de décevoir le peuple. J'avais vraiment peur (…). On a quand même l'argent. Cela veut dire qu'on est capable et qu'on ne va pas s'arrêter.

10 000 festivaliers au rendez-vous

La manifestation, placée sous le thème « Cinémas d'Afrique et culture de la paix », s'est déroulée dans la quiétude. Plusieurs activités étaient au programme : la rue marchande, le Marché international du cinéma africain (MICA), les colloques, les projections, etc. Au total, 1200 films ont été visionnés, dont 170 officiellement sélectionnés, à cette édition du FESPACO. Plus de 10 000 festivaliers ont été accrédités, dont 2 400 professionnels du cinéma, 1 328 journalistes et 95 directeurs de festivals de films. Le ministre burkinabè de la Communication, de la Culture, des Arts et du Tourisme, Jean-Emmanuel Ouédraogo, a salué l'engouement autour du FESPACO 2023, dont l'organisation n'était pas évidente à cause de l'insécurité. « Cette forte présence prouve que beaucoup de monde portent le Burkina Faso dans leurs cœurs et montre que le terrorisme n'aura jamais raison de notre pays. Ce FESPACO a prouvé aux yeux du monde que le Burkina Faso reste débout, plein d'espoirs sur son avenir et un pays de culture et de cinéma. », a-t-il déclaré dans une intervention-bilan sur les antennes de la Télévision nationale, RTB. Le ministre Ouédraogo a par ailleurs loué la participation du Mali, pays invité d'honneur, représenté au plus niveau par le Premier ministre, Choguel Kokalla Maïga. La 29e édition du FESPACO est prévue du 22 février au 1er mars 2025. Pour de nouvelles sensations en perspective…■

Palmarès officiel du FESPACO 2023

Fiction long métrage
Étalon d'Or de Yennenga : « Ashkal » de Youssef Chebbi (Tunisie)
Étalon d'argent : « Sira » de Appoline Traoré (Burkina Faso)
Étalon de bronze : « Shimoni » de Angela Wamai (Kenya)
Meilleur scénario : « Le bleu du caftan » de Mariam Touzani (Maroc)
Meilleure image : « Mami Wata » de Fiery Obasi (Nigéria)
Meilleur son : « Ashkal » de Youssef Chebbi (Tunisie)
Meilleure musique : « Our lady of chinese shop » de Ery Claver (Angola)
Meilleur décor : « Mami Wata » de Fiery Obasi (Nigéria)
Meilleur montage : « Abu Saddam » de Nadine Khan (Egypte)
Prix de la meilleure interprétation féminine : « l'ensemble des actrices de Sous les figues » de Erige Sehiri
Prix de la meilleure interprétation masculine : « l'ensemble des acteurs de Sous les figues » de Erige Sehiri.

Fiction court métrage
Poulain d'Or : « Will my parents come to see me » de Mo Harawe (Somalie)
Poulain d'argent : « A Doll » de Andriaminosoa Hary Joel Rakotovelo (Madagascar)
Poulain de bronze : « Tsutsue » de Amartei Armar (Ghana)
Mention spéciale : « L'envoyée de Dieu » de Amina A. Mamani (Niger)
Mention spéciale : « Mère terre » de Kantarama Gahigiri (Rwanda).

Documentaire long métrage
Étalon d'Or du film documentaire : « Omi Nobu/L'homme nouveau » de Carlos Yuri Ceuninck (Cap vert)
Étalon d'argent du film documentaire : « Nous, étudiants » de Rafiki Fariala (RCA)
Mention spéciale : « Au cimetière de la pellicule » de Souleymane Thierno (Guinée Conakry)
Mention spéciale : « L'argent, la liberté, une histoire du franc » CFA de Katy N'diaye (Sénégal).

Documentaire court métrage :
Poulain d'Or du film documentaire : « Angle mort » de lotfi Achour (Tunisie)
Poulain d'argent du film documentaire : « Katanga nation » de Beza Hailu Lemma (Éthiopie)
Poulain de bronze du film documentaire : « Kelasi » de Fransix Tenda Lomba.

Section Perspectives
Prix Paul Robeson de la meilleure première ou deuxième œuvre de film documentaire long métrage : « Le spectre de Boko Haram » de Cyrielle Raingou (Cameroun)
Mention spéciale : Prix Oumarou Ganda de la meilleure ou deuxième œuvre de film de fiction long métrage : « La motion de Saada » de Pape Bounam Lopy (Sénégal).

Section Burkina
Grand prix du président du Faso du meilleur film burkinabé : « Laabli-l'insaisissable » de Luc Youlouka Damiba (Burkina Faso)
Grand prix du président du Faso du meilleur espoir « Le botaniste » de Floriane Zoundi (Burkina Faso)
Grand prix du président du Faso de la meilleure révélation du cinéma burkinabé : « Malla, aussi loin que dure la nuit » de Dramane Ouedraogo (Burkina Faso).

Source : FESPACO 2023

YOUSSEF CHEBBI

UN HOMME PRESSÉ...

À 39 ans, ce réalisateur tunisien qui vit entre son pays et la France, a déjà un parcours fort éloquent. Après des études d'art et de cinéma, il s'est lancé dans le 7e art, en réalisant en 2010, à 26 ans, son premier court-métrage intitulé « Vers le Nord », qui traite de la question de l'immigration clandestine. Depuis lors, la machine à pondre des œuvres cinématographiques de Youssef Chebbi, qui a un intérêt particulier pour les sujets sociaux, tourne à plein régime. Il a plusieurs productions à son actif, comme en témoigne sa filmographie. On peut citer, entre autres, « *Ashkal* », réalisé en 2022, film avec lequel il a décroché l'Étalon d'or de Yennenga, «*Black Medusa*», tourné en 2021, « L'Esseulé » en 2018, « Pour tout bagage, on a vingt ans » en 2015 et « Les Profondeurs » en 2012. Youssef Chebbi est également musicien et producteur au sein du label Bookmaker Records. Il est le cofondateur du Festival de musique « Sailing Stones Festival », organisé chaque année en Tunisie.



K.P.K

AFRIC TALENTS
Des managers pour l'Afrique

AFRIC SEARCH

AFRICAN BUSINESS CLUB

ESCP BUSINESS SCHOOL

SEMAINE DE LA MOBILITE, DU RECRUTEMENT ET DE L'ENTREPRENEURIAT POUR L'AFRIQUE

4 JOURS pour Recruter, Echanger & Entreprendre.







10 MAI 2023 | HÔTEL HILTON CNIT PARIS LA DEFENSE

Hilton

11 MAI 2023 | ASAFO & CO PARIS CHAMPS ELYSEES

ASAFO & Co

12-13 MAI 2023 | ESCP CAMPUS DE RÉPUBLIQUE



Football

L'Afrique en quête d'influence

Son nombre de participants à la Coupe du monde vient presque de doubler, mais le continent pèse en réalité très peu politiquement dans la planète du foot-business.

Par Emmanuel Gustave Samnick

C'est sur les terres africaines que Gianni Infantino a été réélu pour la seconde fois par acclamation à la présidence de la Fédération internationale de football association (Fifa). C'était le 16 mars 2023 à Kigali lors du 73ème congrès de l'instance faîtière du football mondial. Le pays de Paul Kagamé qui l'accueillait poursuit ainsi son soft power via le sport, mais surtout le continent noir s'affiche comme une terre fertile pour faire pousser les promesses. L'Italo-Suisse de 53 ans élu une première fois en 2016, après la chute de son ex-mentor Sepp Blatter et le court intérim d'Issa Hayatou, sur la promesse d'augmenter le nombre de pays participants à la Coupe du monde (de 32 à 48), avait encore du mal à faire accepter à tous les acteurs du football, cette obésité de la plus grande compétition sportive au monde. C'est désormais chose faite avec les résolutions du congrès de Kigali qui valident la Coupe du monde à 48 dès la prochaine édition qui se disputera en 2026 dans… trois pays, et pas des moindres : États-Unis, Canada et Mexique.

Les Africains étaient les plus chauds partisans de cet élargissement. Ils sont servis, car en dehors de l'Océanie qui passe de 0,5 à 1 place, la Confédération africaine de football (Caf) est celle qui a le plus bénéficié de l'affaire, passant de 5 à 9 qualifiés directs avec possibilité d'un 10ème qualifié à l'issue du tournoi des barrages à 6 avec un représentant de chaque confédération. L'Europe passe de 13 à 16 participants, l'Asie de 4,5 à 8, l'Amérique du nord et du centre de 3,5 à 6 et l'Amérique du sud de 4,5 à 6. Il faut cependant souligner que l'Afrique avec ses 54 fédérations est le continent le plus représenté à la Fifa, galaxie de 211 pays membres. Alors que l'Amérique du sud, par exemple, qualifiera désormais plus de la moitié (six) de ses 10 membres à la Coupe du monde.

L'argent, toujours plus d'argent

À Kigali, le président de la Fifa a fait valoir des objectifs sportifs pour justifier sa réforme spectaculaire de la Coupe du monde. « L'Italie, l'Égypte de Salah, la Suède, la Turquie, le Chili, l'Algérie de Mahrez n'ont pas pu se qualifier lors d'une Coupe du monde à 32 équipes. Le Japon a battu l'Allemagne, donc une multiplication d'équipes donnera de meilleurs résultats », a-t-il clamé. Un bluff qui passe bien aux oreilles des Africains, mais qui n'est qu'une ruse de l'histoire, puisque par le passé des pays comme la Corée du nord, Haïti ou le Togo avaient pris part à la Coupe du monde sans que la liste des participants soit élastique. La vraie raison de cette surenchère est économique, comme l'analyse si bien le 16 mars l'éditorialiste Laurent Favre du quotidien suisse Le Temps : « En vérité, le président de la Fifa inquiète parce qu'il entraîne le football vers le gigantisme, sans beaucoup de recul ni de possibilité de faire marche arrière. (…) Parler à tout le monde est une chose quand on préside au destin de 211 fédérations, s'exhiber complaisamment aux côtés des pires autocrates de la planète en est une autre. Aussi noble soit la tâche de développer le football, tous les moyens ne sont pas bons pour y parvenir ».

Le maintien sans opposition du juriste italo-suisse à la tête du football mondial tient en effet essentiellement à son bilan financier : « Lorsque je suis arrivé en 2016, nos réserves étaient de 1 milliard de dollars, elles se situent aujourd'hui à 4 milliards de dollars », se gondole Infantino, lequel promet de gonfler sans cesse la cagnotte annuelle versée aux fédérations nationales passée de 250 000 dollars en 2016 à 2 millions de dollars aujourd'hui. Sans oublier l'autre annonce fracassante d'organiser désormais chaque année une Coupe du monde dans la catégorie des cadets (moins de 17 ans) à 48 pays chez les garçons et 24 pays chez les filles. Il faut être la Norvège et l'Allemagne pour annoncer qu'on ne votera pas pour le divin chauve président de la Fifa venu à Kigali comme sur un traîneau de père Noël…

Afrique, le poids des sans voix

Que gagne réellement l'Afrique dans tout ce manège ? Beau-



coup de subsides et des voyages d'agrément pour ses dirigeants, mais peu d'influence dans la gouvernance de la Fifa. Quel leader africain peut en effet tenir tête aujourd'hui à Gianni Infantino ? N'oublions pas qu'il avait largement contribué en 2017 à l'éviction d'Issa Hayatou de la présidence de la Caf après 29 ans de règne, par l'étonnant Malgache Ahmad. Le Camerounais, président intérimaire de la Fifa du 8 octobre 2015 au 26 février 2016 jusqu'à l'élection d'Infantino qu'il avait présidée, s'opposait alors farouchement au changement de périodicité de la Can auquel tient le président de la Fifa et le lobby européen. Aussitôt élu, Ahmad s'était empressé de les satisfaire, acceptant la tutelle de la Fifa qui imposa une Secrétaire générale à la Caf en la personne de la Sénégalaise Fatma Samoura, décidant sans façon de l'organisation de la Can suivante au mois de juin 2019 en Egypte et laissant entrevoir la perspective que cette compétition puisse se jouer tous les quatre ans. Heureusement – pourrait-on écrire – le dirigeant malgache a été rattrapé par les affaires de corruption et son séjour au siège de la Caf fut écourté en conséquence…

Le maintien sans opposition du juriste italo-suisse à la tête du football mondial tient en effet essentiellement à son bilan financier : « Lorsque je suis arrivé en 2016, nos réserves étaient de 1 milliard de dollars, elles se situent aujourd'hui à 4 milliards de dollars », se gondole Infantino, lequel promet de gonfler sans cesse la cagnotte annuelle versée aux fédérations nationales passée de 250 000 dollars en 2016 à 2 millions de dollars aujourd'hui.

Le nouveau boss de la Caf, l'homme d'affaires sud-africain Patrice Motsepe, a sans doute plus de charisme que son prédécesseur. Mais la voix de l'Afrique ne se fait plus guère entendre au niveau de la Fifa. Si ce n'est pour élever les clameurs en faveur d'un Gianni Infantino dont le moindre des mérites n'est pas d'avoir mis la planète football entière à ses pieds de redoutable businessman.

Francis Ngannou

L'homme qui a dit non

Après avoir dominé les cages l'UFC, « The Predator », le combattant camerounais a décidé de quitter la fédération phare des arts martiaux mixtes (MMA) pour se tourner vers d'autres horizons.



Le Français Cyril Gane n'a pas pris sa revanche en héritant de la ceinture de champion du monde des poids lourds laissée libre par son tombeur de janvier 2022, le Camerounais Francis Ngannou qui a claqué la porte de l'Ultimate Fighting Championship (UFC), la fédération internationale la plus en vue dans les arts martiaux mixtes (MMA). Son titre remis en jeu était disputé, le 4 mars à Las Vegas entre l'Américain Jon Jones et Gane. Ce dernier est tombé KO dès la deuxième minute du combat.

Francis Ngannou, 36 ans, a regardé ce choc entre ses anciens rivaux d'un air amusé, lui qui a les yeux désormais tournés vers de nouveaux challenges. La décision du Camerounais de se retirer de l'UFC n'a pas fini de susciter des commentaires, tant il a été au cours des cinq dernières années l'un des combattants les plus en vue dans la catégorie reine des poids lourds. Mais une chose est d'être adulé par le public et une autre est de se faire « respecter » par son employeur. Visiblement, pour Ngannou ce n'était pas le cas. Il a notamment demandé une meilleure protection physique et une rémunération plus conforme à son aura. Dana White, le patron américain de l'UFC a pourtant déclaré dans la presse que le Camerounais avait refusé les 8 millions de dollars que l'UFC lui proposait pour un nouveau bail de trois combats. Pour Ngannou ce n'était pas visiblement pas assez. Avec 580 000 dollars gagnés en 2021, loin derrière Conor Mc Gregor (5 millions de dollars), « The Predator » n'était que 8ème parmi les combattants MMA les mieux payés tout en étant la figure emblématique de l'UFC. Après de longs mois de discussions et d'incompréhensions avec les dirigeants de l'UFC, il a décidé de se retirer de l'organisation.

Désormais *«The Predator»* lorgne vers la boxe anglaise. Il espère y gagner davantage d'argent. Les spécialistes de la boxe conviennent que si Francis Ngannou parvient à intégrer le planning des majors du noble art : WBA, WBC ou IFB, le moindre de ses cachets par combat ne sera pas en dessous du million de dollars. Mais l'intéressé dit ne pas combattre uniquement pour sa propre bourse, mais aussi pour l'amélioration des conditions de tous les combattants UFC pour lesquels il exigeait une assurance-vie et la possibilité d'avoir des sponsors personnels. « L'assurance pour moi n'est pas un problème. Mais qu'en est-il des gars en bas ? Ils ne peuvent pas vraiment se payer une assurance-maladie. J'ai été à ce niveau-là, donc c'est quelque chose que je garde dans mon cœur », a expliqué la montagne de muscle camerounaise dans le podcast spécialisé « The MMA Hour». En tout cas, Ngannou doit savoir sur quoi il compte pour dédaigner les 8 millions de dollars de Dana White et engager un combat syndical en faveur de ses collègues moins armés.

> **Les spécialistes de la boxe conviennent que si Francis Ngannou parvient à intégrer le planning des majors du noble art : WBA, WBC ou IFB, le moindre de ses cachets par combat ne sera pas en dessous du million de dollars.**

En tout état de cause, guéri de son mal de genou qui l'avait éloigné de la cage UFC depuis son triomphe de janvier 2022 contre Cyril Gane, le natif de Batié dans l'ouest Cameroun espère renouer avec la compétition dans le noble art dès juillet 2023, avec des ambitions qui ne baissent pas d'un iota. « The Predator» souhaite boxer contre ce qui se fait de mieux chez les poids lourds en boxe anglaise : le tenant britannique de la ceintures WBC Tyson Fury, mais aussi l'ancien champion du monde Anthony Joshua et le redoutable Américain Deontay Wilder (42 victoires en 45 combats). Déjà, Tyson Fury, lui, a annoncé qu'il attend de poings fermes Ngannou sur le ring...■

Trois questions à ...

«Des progrès ont été observés dans presque tous les domaines...»

Samuel Ndame Ebongue, est expert en santé publique spécialisé en épidémiologie et en statistiques de santé et de démographie Il totalise plus de 20 ans d'expérience dans la Gestion des bases de données dans le domaine périnatal et les relevés d'Etat civil. Avec une équipe du HSSD (Health Systems Strengthening and Development Group), il a pris part à la rédaction de l'Atlas des statistiques sanitaires africaines.

Propos recueillis par Simon Pierre ETOUNDI

Notre Afrik : Vous avez participé il y a quelques mois à la rédaction de l'Atlas des statistiques sanitaires africaines pour le compte de l'Organisation mondiale de la Santé. De quoi est-il question dans ce rapport ?

Il s'agit d'un document de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) auquel une équipe du HSSD (Health Systems Strengthening and Development Group) a eu l'occasion de collaborer. C'est un recueil de cartes créé pour la représentation de la zone géographique de l'OMS Afrique et qui expose les thèmes en lien avec la santé des populations de 47 Etats de la région. L'atlas a été présenté en fin d'année 2022 par l'équipe de la Directrice du Bureau régional de l'OMS pour l'Afrique, Dr Matshidiso Moeti. Trois experts du HSSD, Samuel Ndamè Ebongué, Ebonguè Mbondji et Ursull Saha, ont exploité des sources de données internationales, nationales et la littérature scientifique préparées par un groupe organique de l'OMS dirigée par Lindiwe Makubalo, et Humphrey Cyprian Karamagi, chef de l'équipe Analyse des données et gestion du savoir. Les relais technique et opérationnel étaient sous la coordination de Serge Bataliack. Au final l'atlas est une analyse de la situation sanitaire de la région. Des perturbations (crises économique et sanitaire, conflits, aléas du climat et catastrophes naturelles, etc.) y ont entravé la continuité des prestations des services de santé et entraîné une dégradation de certains indicateurs en ralentissant les progrès vers la réalisation des objectifs. Dans cet atlas, il a été question de faire l'état de lieux de plus d'une centaine d'indicateurs de santé et le profil des pays. Il brosse les forces et faiblesses des pays face aux urgences sanitaires auxquelles la région a été confrontée récemment, notamment avec la pandémie de covid-19.

De votre point de vue d'expert, quelles sont les trois questions cruciales que relève l'Atlas?

En général, des progrès ont été observés dans presque tous les domaines. C'est ainsi qu'on a enregistré des progrès dans l'accès aux soins, une baisse de la mortalité dans certaines contrées et clairement, une augmentation de l'espérance de vie. Cependant de nombreuses interrogations restent et des efforts restent insuffisants dans divers domaines. Si nous devons en citer trois, nous pointerions en premier l'accès à des services de base tels que l'eau potable et l'électricité ou l'hygiène et l'assainissement. Ces domaines relèvent de la précarité et la pauvreté et exposent les Africains de certaines contrées à la vulnérabilité, notamment dans les périphéries de grandes villes où peuvent parfois émerger les bidonvilles. Et cette situation est le terreau de l'exode rural, de la disqualification sociale et de la marginalisation.

En second lieu, nous pensons à un défi majeur en matière de promotion de la santé et de la sensibilisation. Sur ce terrain-là, nous pouvons mentionner : l'alimentation qui est en plein bouleversement avec l'afflux des modèles de restauration rapide et des supermarchés où l'excès de sucre, de sel et de gras est la règle. Ensuite nous avons les accidents de circulation contre lesquels les campagnes sont encore insuffisantes et la volonté politique déficiente dans de nombreux pays. En dernier lieu, nous pouvons évoquer les maladies chroniques qui petit à petit surpassent les maladies infectieuses et devant lesquelles on n'est pas suffisamment outillé sur le plan technologique ou de formation des soignants.

Enfin, il faut relever la qualité des données en général. Pour avoir le plus grand impact sur l'accès aux services, la région doit investir relativement plus dans des interventions qui permettront de surmonter les obstacles physiques, financiers et culturels aux services. Pour cela, les Etats doivent disposer de données fiables pour planifier. Par exemple, les données de naissance, de mariage ou de mortalité restent un défi pour de nombreux pays, notamment dans les zones rurales. Cette attention doit être portée par les pays et la décentralisation amorcée dans la plupart d'entre eux doit stimuler cette quantification qui est la base de toute planification.



Dans une perspective purement opérationnelle, en quoi ce rapport peut-il être utile pour les populations et pour les Etats africains qui mettent en place les politique de santé ?

Le Rapport invite les Etats à investir des moyens dans la santé des populations et faire des progrès vers la réalisation de la couverture sanitaire universelle et des objectifs de développement durable. Malgré de nombreuses avancées en termes d'espérance de vie et d'amélioration de l'accès aux soins de santé dans la région africaine, de nombreux défis restent à relever. Des domaines tels que les maladies non transmissibles, les systèmes de santé (sous entendant les systèmes d'information sanitaire, le financement de la santé, les ressources humaines et les infrastructures) doivent être renforcés. Cela inclut également le bien-être des populations, ainsi que la santé maternelle et infantile. Les pays de la région doivent maintenant, tenant compte des éléments relevés, donner la priorité à la révision des politiques et/ou des stratégies de santé pour atteindre les objectifs de 2030.■

YAHIA BELASKRI
Écrivain



Le racisme, encore

Ce n'est pas nouveau, les propos racistes fleurissent ici et là. Jamais la parole ne s'est aussi libérée qu'en ces temps. Partout, le rejet de l'autre est en action, portant atteinte à son intégrité et sa dignité. Mais quand cela émane d'une autorité maghrébine, cela devient inquiétant. Le chef de l'État tunisien a éructé de mots d'une rare violence. Parlant des travailleurs originaires du continent africain, les subsahariens, il les a traités de « hordes de migrants clandestins (source) de violence, de crimes ».

Cela rappelle un autre personnage, algérien celui-ci qui plus est défenseur des droits de l'Homme -oui, oui, vraiment, enfin il se dit ainsi ! qui, sans honte, affirmait en 2017 : « nous sommes exposés au risque de la propagation du Sida ainsi que d'autres maladies sexuellement transmissibles à cause de la présence de ces migrants. » De qui parlait ce Monsieur ? Des travailleurs et réfugiés subsahariens bien entendu. Et il ajoutait : « ces maladies sont ordinaires à leurs yeux. » L'horreur.

Et voilà que le chef d'État tunisien en remet une couche ! Pour lui, les subsahariens présents en Tunisie ont la « volonté de faire de la Tunisie seulement un pays d'Afrique et non pas un membre du monde arabe et islamique. » Et voilà la théorie du grand remplacement qui revient par la fenêtre. Allégations démentes dans la bouche d'un chef d'État maghrébin, c'est-à-dire africain, n'en déplaise à sa seigneurie. Ou alors, nous faisons preuve de méconnaissance de la géographie car la Tunisie se trouverait sur un autre continent que l'Afrique ! Lequel ? Seul le président tunisien le sait.

Ces propos font mal. Très mal car ils sont une porte ouverte pour la haine. Déjà que les Nigériens, Maliens et autres travailleurs venus du Sud du Sahara souffrent de rejet, insultes, agressions et autres mesures discriminatoires, ces paroles ont permis un déchaînement incroyable de violence à l'encontre des populations visées. Insultés, tabassés, blessés, rejetés, nombreux sont celles et ceux qui ont précipitamment quitté le pays. Les autres, étudiants ou travailleurs, vivent dans la peur.

La question s'impose : le Maghreb n'est-il pas situé en Afrique ? Les pays maghrébins viennent-ils d'une autre planète ? Que se passe-t-il dans la tête des dirigeants maghrébins ? Le subsaharien est le bouc-émissaire de leurs égarements. Mais ce n'est pas nouveau. Cela vient de loin, c'est une histoire longue car les subsahariens n'ont jamais eu la vie facile au Maghreb. Prétendre le contraire serait mentir. Ce qui est nouveau c'est la libération de la parole, surtout dans la bouche d'une autorité politique. Il y a péril en la demeure. Heureusement, les associations antiracistes et les défenseurs des droits humains en Tunisie comme en Algérie s'élèvent contre de telles ignominies. Ce n'est pas suffisant. Il y a urgence à taire cette infamie. Par conséquent dénoncer les propos du chef de l'État tunisien est une nécessité vitale. Le chef de l'État tunisien doit retirer ses propos. Ce ne sera pas suffisant non plus. Il est impératif que les dirigeants des pays subsahariens s'élèvent fermement contre ces agissements et exigent la protection de leurs ressortissants et le respect de leur dignité.

La question s'impose: le Maghreb n'est-il pas situé en Afrique ? Les pays maghrébins viennent-ils d'une autre planète? Que se passe-t-il dans la tête des dirigeants maghrébins ? Le subsaharien est le bouc-émissaire de leurs égarements. Mais ce n'est pas nouveau. Cela vient de loin.

Au-delà, c'est nous toutes et tous, citoyennes et citoyens de toutes les contrées, quelles que soient nos croyances, nos différences, de rejeter unanimement cette haine qui déferle sur nos sœurs et nos frères, il y va de notre honneur. Ou alors, la chute sera notre destin.■

AFREXIMBANK @ 30

Delivering the Vision
Building Prosperity for Africans

AAM2023
Accra, Ghana

Transforming Africa's Trade

African Export-Import Bank
Banque Africaine d'Import-Export



30th Afreximbank Annual Meetings

DELIVERING THE VISION, BUILDING PROSPERITY FOR AFRICANS.

June 18 – 21, 2023

Accra International Conference Centre, Ghana

Register Now
2023.Afreximbankevents.com

vistabankgroup.com



VISTA



CARTES PRÉPAYÉES **VISTA** CASH

DÉPENSER DEVIENT SIMPLE... **MA CARTE, MA LIBERTÉ.**

- **FAITES VOS ACHATS EN MAGASIN ET EN LIGNE**
- **FAITES VOS RETRAITS AUX GUICHETS AUTOMATIQUES**
- **CONVIENT PARFAITEMENT AUX HOMMES D'AFFAIRES, AUX VOYAGEURS OU AUX ÉTUDIANTS**

DEMANDEZ UNE CARTE PRÉPAYÉE VISTA CASH ICI DÈS AUJOURD'HUI

OFFRE SOUMISE À CONDITIONS